DEUXIÈME ANNÉE N° 5 OCTOBRE - NOVEMBRE - DÉCEMBRE 1958

PROGRAMME COMMUNISTE

Ce qui nous distingue : La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en contact avec la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et parlementariste.

SOMMAIRE :

Le capitalisme français au tournant.

La question algérienne :

Les fastes de la colonisation française en Algérie (R. Luxembourg).

L'Algérie contemporaine (compléments statistiques).

L'« Avant-garde » et l'Algérie.

Le P. C. F. et la question coloniale.

LE ROLE DU PARTI DANS LA REVOLUTION RUSSE.

Eléments de l'économie marxiste.

Notes d'actualité :

Le règne hypocrite des pirates de la « coexistence pacifique ».

Pétrole et rente différentielle.

Grandeurs nationales... à vos marques !

La théorie de l'ultra-opportunisme.

Publication trimestrielle

Le N° : 250 fr.

S O M M A I R E N° 5

Octobre - Décembre 1958

- Le capitalisme français au tournant 1

- La question algérienne :
  - Les fastes de la colonisation française en Algérie (R. Luxembourg) 20
  - L'Algérie contemporaine (compléments statistiques) 29
  - L' "Avant-garde" et l'Algérie 39
  - Le P.C.F. et la question coloniale 68

- LE ROLE DU PARTI DANS LA REVOLUTION RUSSE (première partie : Marxisme et populisme) 94

- Eléments de l'économie marxiste (IV) 127

- Notes d'actualité :
  - Le règne hypocrite des pirates de la "coexistence pacifique "..... 150
  - Pétrole et rente différentielle 153
  - Grandeurs nationales ... à vos marques ! ... 159
  - La théorie de l'ultra-opportunisme 161

Publication trimestrielle - Le Numéro ..... 250 Frs
Abonnement : 1 an (4 numéros) ..... 900 Frs
Abonnement de soutien ..... 2 000 Frs

-=-=-

convient de tenir en règle la comptabilité des responsabilités politiques, même si le règlement de compte général est encore fort loin.

o

o o

Il est frappant de constater que, de tous les partis qui constituaient la coalition anti-fasciste de la seconde guerre mondiale, le parti stalinisto soit à peu près le seul, parmi les grandes organisations, à parler de " fascisme " à propos de l'évolution qui se dessine dans la politique et le mode d'administration de la société française, et cela dans le seul cas où le terme n'est pas entièrement inapproprié. Les autres ne veulent voir dans cette évolution qu'une tentative - aux procédés peu orthodoxes, certes, mais qui n'a pas le choix des moyens - de garantir et de sauver la paix civile. Ce qui est une nouvelle preuve de la farce que constitue le " conflit idéologique " : une fois de plus on n'est pas en présence d'une divergence absolue entre deux conceptions de gouvernement, mais d'un alignement des forces politiques opposées.

Pour discerner dans quelle mesure la tendance actuelle d de la politique intérieure peut être qualifiée de "fasciste", il faut auparavant distinguer, dans le phénomène qui porte ce nom, ce qui en constitue le fondement historique et économique, c'est à-dire la tendance fondamentale du capitalisme à la concentration et au monopole du pouvoir par le grand capital, et ce qui en exprime les manifestations politiques et sociales : coup d'Etat, contre-offensive armée de la bourgeoisie, coalition des partis autour d'un gouvernement "fort", etc ... La grande erreur de l'opportunisme fut justement de ne pas voir dans ces manifestations l'expression d'une tendance unique et irrésistible de l'évolution historique du capitalisme, qu'accentue encore la phase impérialiste; de croire, en conséquence, à la possibilité d'un retour au contenu plus libéral des formes défuntes du début de ce mode de production; de miser sur de prétendues oppositions qui auraient existé, à ce propos, au sein de classes également intéressées à tenir le prolétariat hors du jeu politique.

Le plus grand mérite de LENINE fut sans aucun doute de réhabiliter la puissante vision de MARX qui dévoilait ce contenu

" autoritaire " et violent de la forme sociale bourgeoise, même lorsqu'elle se revêtait des constitutions les plus démocratiques, des lois les plus républicaines et des principes les plus libéraux . Les complices de la bourgeoisie, par contre, eurent toujours pour fonction essentielle de faire croire aux travailleurs que la démocratie parlementaire était l'expression la plus parfaite d'une continuelle conquête historique du droit et de la justice sur l'arbitraire et la violence de la "réaction". Et c' est encore le langage que tiennent les opportunistes d'aujourd'hui, même ceux de Moscou, qui en savent long, pourtant, sur la nécessité des méthodes d'oppression en tant que condition de l'exploitation économique. En réalité, le recours à la violence répressive de la part de l'Etat de classe fut toujours fonction des nécessités de la sauvegarde des privilèges sociaux des classes dominantes et, pour cette raison, lié aux périodes de crise et de difficultés au cours desquelles la misère peut être la "mauvaise conseillère " des masses. L'arbitraire, l'écrasement militaire des affamés, les exécutions sommaires d'ouvriers sans armes illustrent toutes les pages de l'histoire de la bourgeoisie. Ils apparurent dès qu'elle prit le pouvoir, elles seront encore présentes à l'heure de sa fin car, quoi que puissent en dire les révisionnistes à la Khrouchtchev et leurs adeptes, elle ne peut mourir que de mort violente.

Si on peut toutefois observer une évolution dans l'usage politique de la force, on la trouve dans une progression parallèle des systèmes démocratiques bourgeois et du développement de leur appareil d'Etat, avec ses divers attributs. Au fur et à mesure que la société bourgeoise se révèle toujours moins apte à surmonter, par des moyens pacifiques, ses propres contradictions internes et que, par contre, le prolétariat gagne en importance sociale et en organisation, l'appareil répressif doit se perfectionner, les interventions arbitraires devenir plus fréquentes. La législation traditionnelle, facile à tourner au profit des bourgeois dans les cas isolés, commence à devenir un obstacle à l'étouffement radical des mouvements de masse: la bourgeoisie a besoin elle-même des grands moyens que revendique le prolétariat révolutionnaire parce qu'il a appris qu'entre le capital et lui c'est une question de vie et de mort. La bourgeoisie a besoin de gouverner dictatorialement, c'est-à-dire sans être génée aux entournures par le lourd appareil des lois. Ce qui s'effectue, comme toutes les dispositions collectives, par l'élaboration d'une nouvelle juridiction - d'une juridiction d'exception; le fascisme, juridiquement, c'est la loi d'exception comme règle générale et permanente. La vénérable statue de la Justice

n'est pas renversée de son piédestal, elle ferme seulement les yeux sur l'usage d'une casuistique très large qui s'exerce, au vu et au su de tout le monde, au profit exclusif de la classe dominante. Mais les bourgeois aussi sont contraints, dans de telles circonstances, de se discipliner et de sacrifier leurs préoccupations particulières et immédiates aux intérêts globaux de leur classe : sur le plan politique, le fascisme c'est l'administration des intérêts de la classe dominante par un seul parti.

Mais de tels modes de gouvernement ne peuvent durer, au moins dans les grands pays entraînés dans la vie politique du monde impérialiste, qu'autant que durent les situations périlleuses et les moments de crise où toutes les énergies doivent être bandées sans souci de la dangereuse énergie révolutionnaire qu'accumulent de telles mesures draconiennes. Leur efficacité est en effet bien moins profonde et bien moins solide que celle du souple mécanisme parlementaire, avec son jeu d'alternance entre partis d'opposition et de gouvernement qui escamote les principales conséquences de toutes les fausses manoeuvres de la bourgeoisie. Devant la venue d'autres crises, le système autoritaire de gouvernement, le pouvoir du parti unique et la juridiction d'exception doivent donc à leur tour céder la place au mécanisme de la démocratie, comme ils le firent dans l'Allemagne et l'Italie de l'après-guerre. Ils ne se retirent pas,cependant, sans laisser de profondes traces; la bourgeoisie de ces pays (mais aussi les autres bourgeoisies) savent tirer profit de ces expériences. Sournoisement, habilement, en invoquant à tout propos, et avec la complicité des opportunistes ouvriers, le "socialisme", elles insèrent dans leur nouvelle structure mille prescriptions d'ordre juridique, politique et économique qui eussent fait hurler un libéral de la grande époque. Elles traduisent en lois, réglements, organismes étatiques et formes nouvelles des rapports politiques et sociaux, la tendance monopoliste du capitalisme à contrôler tous les domaines de l'activité sociale - celui des partis, des syndicats, des rapports au sein de l'entreprise - afin de les dépouiller plus aisément des possibilités qu'ils offrent à l'activité de classe du prolétariat. En somme, elles instillent, par petites doses mais répétées et systématiques, le fascisme dans la démocratie.

Il faut essayer de déterminer à quel degré de ce processus se trouvait la démocratie française pour en déduire quelles peuvent être les conséquences générales et la signification d'un " pouvoir fort ".

Comme ses soeurs d'Europe, la bourgeoisie française s'était adaptée, au lendemain de la Libération, à l'enseignement des expériences fascistes allemande et italienne. Sous la bannière du tripartisme - qui, en réalité, reflétait, bien plus que le triomphe de l'immortelle démocratie, le partage international des zones d'influence entre l'Est et l'Ouest - elle avait pu reconstruire son Etat, c'est-à-dire sa police, son administration et son armée, sous l'oeil bienveillant de M. THOREZ et des staliniste, alors partisans acharnés de la " reconstruction nationale". La "démocratie", rénovée en tenant compte des apports du fascisme, fonctionnait presque parfaitement. Toutes les revendications des ouvriers trouvaient ligués contre eux le gouvernement et son administration, les partis ouvriers et la totalité des syndicats. Inutile de brimer les travailleurs : les "délégués" s'en chargeaient.

Mais les choses se gâtèrent avec la rupture de l'entente relative entre Russes et Américains, et avec le passage consécutif des staliniste dans l'opposition, la démagogie effrénée qu'ils purent alors faire sur les revendications de salaires, la paix en Indochine et la paix "tout court". Si quelques "fascistes", bien plus bruyants que nombreux, commencèrent alors à parler de " mettre les communistes hors la loi " - c'est-à-dire d' avoir ouvertement recours à la juridiction d'exception - ce furent pourtant les ministre, le plus souvent socialistes (les mêmes auxquels le P.C.F offre encore et toujours le "front unique ") qui furent les premiers à appliquer, à l'égard des militants de base bien sûr , sinon la lettre du moins l'esprit du fascisme.

L'influence du P.C.F. était pourtant trop grande sur les masses; il était trop évident qu'il valait mieux, dans les rapports avec les ouvriers mécontents, passer par cet intermédiaire - encombrant, mais complice - de la bureaucratie cégétiste, plutôt que d'avoir recours à la répression, - surtout lorsque survenaient des épisodes comme celui des grèves de St Nazaire où, devant la colère et l'élan des ouvriers, certains des acharnés pro-fascistes d'aujourd'hui tremblèrent à l'idée de n'avoir plus d' "interlocuteurs valables" dans les rangs des travailleurs. D'ailleurs, l'anti-communisme officiel reposait surtout sur la concurrence de boutiques électorales et syndicales, ainsi que sur la politique de servilité, voire de chantage, à l'égard de

l'Amérique, prompte à rouvrir les crédits devant l'ombre d'une menace rouge à l'intérieur de son dispositif atlantique .... et aussi à "graisser le marteau " dans les organisations syndicales "libres" qui devaient forcément la payer en retour dans leur monnaie de singe anti-staliniste. Enfin, les grèves de masse étaient relativement peu denses et peu dangereuses, et on pouvait aisément les décourager par les compromis et les manoeuvres dilatoires grâce à la complicité de toutes les centrales syndicales, C.G.T. comprise. La "détente internationale" arriva dans ces conditions. Le "système d'exception" ne se justifiait ni en fonction de ce qui se passait au dedans, ni de ce qui se produisait au dehors.

Pour qu'on l'envisageât de nouveau il fallut l'inextricable guerre d'Algérie, le ralliement lent, tardif, réticent des staliniste à la cause adverse, et encore sous la forme anodine de la "négociation" qui laissait toutes les chances à la bourgeoisie de surmonter ses difficultés ... si elle en avait eu la force. Aussi la véritable cause de l'aggravation des évènements ne réside-t-elle pas dans l'opposition du P.C.F. à la politique du gouvernement, encore qu'elle serve de bouc émissaire à l'extrême-droite. Elle se trouve dans l'exaspération des colons, dans leur panique devant la perspective d'un "règlement" plus que problématique, dans la rancoeur d'un appareil militaire humilié par l'affaire d'Indochine et, depuis, façonné idéologiquement suivant un " maccarthysme" borné. Elle réside surtout dans l'impuissance des gouvernements successifs de résoudre ce problème et dans le jeu ridicule des majorités dérisoires et éphémères au parlement. Tout cela n'étant d'ailleurs que la manifestation visible d'une crise plus profonde que nous étudierons ensuite.

Mais ce qu'il faut rappeler, et que toute la presse, depuis celle de la "gauche" jusqu'au très bourgeois "Le Monde", a étalé à plusieurs reprises au grand jour, c'est que les méthodes fascistes virent le jour avant le I3 Mai et ses suites. Elles ne furent pas l'oeuvre de "réactionnaires" mais de démocrates et de "socialistes". Et ceci est parfaitement conforme au matérialisme historique et à toute l'expérience politique, ancienne et récente, qui nous enseigne que les actes politiques ne sont pas déterminés par la volonté des hommes de gouvernement, mais par les intérêts qu'ils servent: lorsque des intérêts bourgeois sont menacés, fut-ce par une révolution qui n'est ni socialiste ni prolétarienne, mais nationale, ils utilisent les seuls moyens

dont ils disposent : la violence et l'arbitraire là où la corruption ne suffit pas. Les "étiquettes" politiques en sortent quelque peu froissées, mais le phénomène est classique: on a vu des monarchistes être plus libéraux que des démocrates mais, plus souvent encore, on a vu des "socialistes" plus sanguinaires que des réactionnaires. Pensons aux Noske et Scheideman ....

Ainsi, les velléités fascistes de la bourgeoisie française ne sont pas le résultat d'une menace sociale, comme le furent le fascisme allemand et italien, mais le fruit de l'impuissance et de la division interne des partis bourgeois. Elles n'ont pas été suscitées par l'extension d'une crise économique mettant en péril sa domination politique, mais par un phénomène historique spécifiquement ressenti par l'impérialisme français, la crise coloniale, dont les manifestations relèveraient davantage de la guerre étrangère que de la guerre civile si la crise survenue à Alger, en posant avec acuité les problèmes latents de la réorganisation politique et économique de la France, ne soulevait la question de la nécessité de la coercition sociale que leur solution impose et que la bourgeoisie est incapable de réaliser par son mécanisme parlementaire traditionnel et dans la précédente représentation des forces. Mais le fascisme français, si fascisme il y a, n'est cependant pas la riposte classique à la menace prolétarienne; c'est une solution de fortune pour conjurer ou minimiser une déchéance historique.

o

o o

Une autre caractéristique du fascisme qu'il faut examiner afin de déterminer s'il peut ou non se réaliser dans les conditions politiques actuelles est celle de l'attitude des classes moyennes et de la petite bourgeoisie. Depuis la clôture des grandes révolutions démocratiques du siècle dernier, il est établi qu'elles ont épuisé leur rôle politique indépendant et que leur lot est de se mettre à la remorque du grand capital ou de subir l'offensive du prolétariat. Mais la contre-offensive fasciste qui s'est produite après l'échec de la grande vague révolutionnaire des années 1919-27 les a vues, dans la crainte aiguë de perdre leurs privilèges, faire le coup de feu contre les ouvriers, surmonter leur individualisme atavique et dérober ses propres méthodes de lutte et d'organisation au prolétariat.

Il est bien certain que le pays qui est par excellence celui de la propriété parcellaire, de la rhétorique parlementaire et des lucratives combinaisons électorales, n'a pas de classes capables, dans le sein de la bourgeoisie, de tels actes de courage physique, et ce d'autant plus que la prospérité générale n'est en rien menacée par les exigences des travailleurs. Pour retrouver des conditions de participation active de ces classes à une politique de répression il faut aller les chercher en Afrique du Nord où, pour d'évidentes raisons de conservation de leurs privilèges coloniaux, elles sont prêtes à une mobilisation sociale de vrai style fasciste. Sans doute, la présence de l'armée a-t-elle joué un rôle déterminant dans la formation de ce climat politique et suppléé à l'inexistence d'un véritable parti fasciste. De plus, l'idéologie qui s'en dégage n'est naturellement pas dirigée contre le prolétariat blanc d'Algérie qui, dans le complexe raciste de ce pays, et en fonction de sa situation économique privilégiée, se révèle solidaire du colonialisme. Mais il n'en demeure pas moins que la situation algérienne nous donne, du ralliement des classes moyennes et de la petite bourgeoisie à des démonstrations armées en faveur des grands capitalistes et des gros possédants - qui constitue un des aspects caractéristiques du fascisme - une manifestation qu'on aurait pas cru possible en l'absence d'un danger général de crise sociale.

Cette particularité explique que la fascisation du système politique de la métropole se présente sur des bases bien précaires. Si elle réussit tout de même, on pourra dire que le prestige des seuls arguments idéologiques sur lesquels elle aura pu spéculer - la "grandeur nationale" et le culte de l'armée - c'est encore à l'oeuvre accomplie par les opportunistes ouvriers que la bourgeoisie le doit. Sous cet aspect là, également, les anti-fascistes auront fait le lit du fascisme: ils réclamaient à la Libération " une armée forte ", ils voulaient que la France soit une "grande nation" - cela leur vaut aujourd'hui de connaître la promotion des "colonels", cela leur promet peut-être pour demain le nationalisme exaspéré d'une profonde vague de réaction.

Cette logique de l'abandon, qui frappe les renégats, ceux qui ont fait litière des principes fondamentaux de la tradition prolétarienne, constitue la plus éloquente des réfutations des positions du XXme Congrès du parti russe, qui officialisa la répudiation définitive de la lutte des classes et l'adhésion aux " voies pacifiques du socialisme ". Le Front Populaire avait déjà

réconcilié les staliniste avec le patriotisme et la défense nationale. Du moins, à cette époque, laissaient-ils entendre que s'il fallait en venir aux mains avec la "réaction", ils en profiteraient pour déclencher la lutte révolutionnaire et instaureraient le pouvoir des ouvriers. Or voilà que cette éventualité se précise ... à les en croire tout au moins. A ceux qui redoutent de leur voir appliquer cette ancienne perspective ils déclarent avec force qu'ils n'ont nullement l'intention d'aller au-delà de la restauration des formes défuntes de la IV° République. Ils le disent, le proclament, le répètent. Bien entendu, la droite ne veut pas les croire : il lui faut de l'anti-communisme même lorsque de communisme il n'y a pas trace. Cela lui est nécessaire pour appliquer sa politique présente à laquelle, avec plus ou moins de conviction, voire à contre-coeur, toutes les fractions de la bourgeoisie se rallient.

Mais , nous, nous avons de bonnes raisons de penser que les stalinistes sont sincères. Non pas que nous ayions la moindre confiance en leur bonne foi, mais parce que toute la politique de Moscou et de ses agences est basée sur la collaboration avec le capitalisme et parce que toute force politique qui a accepté la plate-forme politique générale et l'idéologie de la bourgeoisie n'est plus capable de violence sociale, si ce n'est dans un contexte international de guerre impérialiste et au service de l'un des deux géants qui se disputent le monde.

Voilà donc, sous l'angle prolétarien, où se situent les responsabilités de l'actuel état de chose. Si, demain, des commandos fascistes venaient assaillir les travailleurs, comme la presse de gauche le redoute, ou si simplement l' "Etat fort " oeuvre pour une réduction systématique de la portion déjà congrue de la classe ouvrière, celle-ci le devra, en dernière analyse, à la trahison de ses propres partis.

Mais cette responsabilité a encore une autre face. Après la politique et l'idéologie, la stratégie sociale et l'influence à long terme sur la structure historique du capitalisme français.

La tâche du véritable parti de classe est de lutter contre toutes les formes d'exploitation et de dénoncer toutes les misères sociales. Et il ne se borne pas à combattre pour les revendications du prolétariat industriel:il prend en charge éga-

lement toute action radicale des producteurs non salariés de la campagne. Toutefois, il conduit cette lutte dans le cadre de sa politique générale, qui ne se départit pas un instant d'une condamnation intégrale de toute forme de propriété. Il dénonce la misère de toutes les couches sociales pourvues de patrimoines ou de lots en usufruit tout en étant privées de capital, mais il est franchement opposé à toute politique de stabilisation de ces formes, il refuse toute mesure qui tend à maintenir le petit producteur à la limite de la déchéance et de la ruine tout en le sauvant de l'expropriation. En un mot, il soutient, dans ces catégories, tout ce qui est lutte, mais se sépare de l'idéologie du petit possédant : il ne lui promet pas l'idéal petit-bourgeois de la sécurité individuelle (d'ailleurs utopique en régime capitaliste) mais l'appui des prolétaires de la ville dans un vaste combat contre l'Etat capitaliste.

Cette position orthodoxe, il y a longtemps que les staliniste lui ont tourné le dos. Leur flagornerie électoraliste à l'usage de la petite et de la moyenne paysannerie, en même temps qu'elle en flattait les tendances réactionnaires, participait activement au succès de cette politique gouvernementale de sauvetage des secteurs improductifs qui n'a pas pour objet de soulager la misère des producteurs les plus défavorisés mais de freiner le processus révolutionnaire du capitalisme :la paupérisation qui crée les conditions de la grande révolte sociale. En y adhérant, les staliniste n'ont pas seulement noyé la revendication ouvrière dans le compromis avec les visées conservatrices du "petit propriétaire" - y sacrifiant aussi les intérêts du salarié agricole, véritable prolétaire de la campagne - ils ont aussi consolidé cette perspective étatique à courte vue dont la faillite sera d'autant plus terrible, pour ceux qu'elle prétendait protéger, que sa chute ouvrira les voies de l'expropriation massive et de l'impossibilité de défendre même les conditions de vie de ceux qui sont les vrais frères de classe des travailleurs urbains.

De tout ce que le stalinisme a voulu défendre par sa politique de compromission et d'abandon des principes - un " intérêt national " qui ne serait pas celui du capitalisme, une armée au service de la démocratie et de la paix internationale, une unité "populaire" fondée sur la solidarité des travailleurs de la ville et des champs - il ne reste que le seul contenu possible dans une société décadente, en pleine phase de recul du prolétariat : l'insatiable soif de profit du capital, la répres-

sion et la guerre pour l'exploitation des peuples d'Outremer, l'isolement complet de la classe ouvrière et son abandon par toutes ces classes dont on a voulu faire ses alliés et qui, à l'instant présent, font bloc avec les forces les plus réactionnaires du pays.

o

o o

Si la crise actuelle se présente principalement comme une crise politique, en ce sens qu'elle est née de l'incapacité des classes dirigeantes de pratiquer une politique cohérente dans l'affaire algérienne, il est incontestable qu'elle exprime une crise plus profonde qui touche à la décadence historique du capitalisme français dont la dégradation de la vie politique, l'avilissement du parlementarisme et l'instabilité des formations gouvernementales n'ont fait que donner la mesure.

Dans la question de la guerre d'Algérie les gouvernements successifs n'ont jamais su opter franchement entre une reconquête militaire, d'ailleurs reconnue de tous côtés irréalisable et une liquidation délibérée du statut colonial qui, pratiquée à temps, n'eut certes pas arrêté le processus d'évolution vers l'indépendance de ce territoire mais en aurait amorti les conséquences. Le paradoxe de la politique pratiquée durant ces dernières années c'est qu'au moment où la bourgeoisie se berçait d'illusions quant à la possibilité d'amener à un compromis les deux parties en cause - les colons et le F.L.N.-, l'opération "pacification" élargissait le fossé qui sépare les européens des musulmans, attisant la haine raciale des Arabes sans pour autant rassurer leurs exploiteurs directs. L'initiative des colons de forcer la main à la métropole dans le sens d'une intensification de la guerre répressive n'a nullement surmonté cette contradiction, mais elle l'a portée au contraire à un tel degré de paroxysme qu'elle a fait sauter la superstructure vermoulue de la démocratie traditionnelle.

Dans ces conditions, le battage mené autour des nécessités d'une réforme constitutionnelle n'était qu'un rideau de fumée destiné à masquer l'opération transitoire qui devait permettre de reprendre en mains les colons d'Alger et l'armée. Il s'agissait bien d'une crise de régime et non de l'imperfection du mécanisme parlementaire ou de lacunes des textes constitution-

nels, que les experts ont d'ailleurs réglées de la façon la plus lapidaire, par la suppression pratique de tout rôle réel du parlement. Par cette décision la bourgeoisie se sépare d'un appareil devenu difficile à manoeuvrer, non parce qu'il disposait d'un poids ou d'une autorité morale quelconque, mais parce qu'il étalait au grand jour les contradictions internes et les divisions qui règnent au sein de la classe dominante. La "solution par le vide" ainsi adoptée n'entame pas la substance des problèmes qui se posent au capitalisme français, mais elle confirme ce que les révolutionnaires avaient depuis longtemps dénoncé : l'extinction du rôle du parlement en tant que centre d'élaboration de la politique bourgeoise.

Cet organisme, qui fut toujours au service exclusif des classes dominantes - à la grande honte des opportunistes qui veulent en conquérir la majorité -, ne leur sert plus, depuis des années, qu'à régler leurs questions de politique interne, - c'est-à-dire essentiellement la répartition des privilèges et de la manne étatique entre leurs diverses fractions -, qu'à décider des dispositions matérielles susceptibles d'accréditer l'escroquerie à la "volonté populaire " (modes de scrutin, procédures législatives, apparentements, etc...). C'est là un phénomène commun à tous les pays, mais il est particulièrement marqué en France, parce que justement les intérêts particuliers s'y affirmaient de façon plus évidente que partout ailleurs, que le capitalisme français, du fait qu'il est à la remorque des grandes puissances, a une tâche plus délicate et plus complexe que ses concurrents lorsqu'il s'agit d'adapter la "volonté de la nation" aux impératifs de la diplomatie internationale. Toutes choses qui ne peuvent être expliquées que par l'étude de son histoire et de sa structure.

o

o o

On n'entreprendra pas ici l'analyse, même restreinte, de l'infrastructure productive du capitalisme français et de son évolution. Mais on relèvera seulement quelques uns des principaux traits de sa décadence qui permettent de comprendre la genèse des évènements actuels.

Parmi les contradictions du système capitaliste, la plus importante est celle qui oppose les intérêts des ouvriers à ceux des classes monopolisant les moyens de production. Mais, dans les crises que subit la société bourgeoise, d'autres contrastes se manifestent qui ne jouent pas un rôle négligeable : l'opposition d'intérêts entre fractions diverses du capital, l'opposition entre ville et campagne.

Sans répéter que le conflit capital-travail n'est pas à l'ordre du jour de la crise présente, on notera toutefois que la préoccupation de conjurer tout risque de crise sociale ne fut pas absolument étrangère à la politique du gouvernement G.MOLLET qui, tout en acceptant de poursuivre la guerre en Algérie, effectua pourtant quelques timides tentatives d'en répartir plus rationnellement les charges sur toutes les classes de la société, - ce qui lui valut d'être renversé. Sur ce plan aussi, la situation de la classe ouvrière française n'est que le reflet aggravé de l'impuissance du prolétariat international qui fut incapable d'influer sur la crise du colonialisme, si ce n'est d'une façon indirecte, par la crainte qu'inspirait à la bourgeoisie l'éventualité de son possible réveil et qui la découragea de tenter la reconquête militaire des territoires perdus. Les partis de gouvernement en France, n'ont ressenti une crainte identique que sous la forme étroite des préoccupations électorales et elle ne leur a inspiré que de timides "aménagements" de la poursuite de la guerre à outrance.

Bien plus déterminante que le contraste entre les classes fut, en fait, la division des forces politiques dont la bourgeoisie française est affectée de façon chronique et qui se traduit par une extrême étroitesse de vues de la politique du gouvernement. Cet état de chose constitue un résultat historique précisément lié à la possession d'un vaste empire colonial qui, durant ces dernières décades, assura à la France une position de premier rang parmi les puissances impérialistes et eut pour effet d'affaiblir dans ce pays tout effort sérieux de perfectionnement et d'expansion de son industrie. Mais il est aussi le fruit de la situation nouvelle qui s'est créée lorsque le capitalisme français, après les épreuves de la seconde guerre mondiale, s'élançait dans le tourbillon de la reprise productive qui a entraîné avec une vélocité accrue tous les pays saignés par les destructions militaires. Après avoir rapidement rejoint le niveau productif d'avant-guerre, la production nationale en-

registra une croissance supérieure à la moyenne des nations de l'Europe Occidentale et même aux chiffres de l'Allemagne de l' Ouest. Un gros effort de modernisation de l'outillage et l'emploi de méthodes éprouvées de sur-exploitation avaient produit un accroissement notable de la productivité du travail.

Ce progrès général de la grosse industrie, au lieu de faciliter l'aménagement des structures productives françaises n'eut au contraire pour résultat que d'accentuer leur déséquilibre traditionnel. Aux côtés des secteurs en voie d'expansion, subsistaient, en profond contraste avec eux, des branches entières d'activité dotées de moyens et d'organisation anachroniques : c'était le cas du commerce, de nombreuses petites industries et surtout de l'agriculture qui, en France, occupe un nombre de bras bien supérieur à celui qu'utilisent des pays dont la production agricole est pourtant plus forte.Thésaurisation de la main d'oeuvre, exigence de fortes subventions qui grèvent les frais généraux de l'ensemble de la production, privilèges fiscaux pour des branches franchement parasitaires, telles sont les tares les plus marquantes de ce secteur de l'économie française. La grande contradiction ville-campagne, contenue sans trop de difficultés tant que durait l'exploitation des peuples coloniaux et le rôle usuraire traditionnel du capitalisme français,devait se manifester plus brutalement sous les chocs subis par la politique internationale de la France et, particulièrement, lors du phénomène de sécession des territoires d'outremer.

Le caractère insurmontable des tares de la structure productive s'est révélé alors avec d'autant plus d'évidence qu' elles avaient profondément influé sur la structure politique du pays, favorisant la pluralité des partis, engendrant cette incapacité totale de discipliner les appétits des divers groupes de producteurs qui rendit vaine toute tentative d'apporter quelque remède aux maux profonds dont souffre l'économie. D'ailleurs,pour les mêmes raisons que l'aspect agricole a prévalu sur l'aspect industriel, cette prédominance a fond social petit-bourgeois a grandement influé sur l'idéologie, la politique et l'organisation des partis de la classe ouvrière et, après la phase héroïque du mouvement prolétarien en France, ce pays n'a pas connu, à l'encontre des nations industrielles comme l'Allemagne, de puissantes organisations politiques et syndicales de classe qui, à défaut de faire triompher l'assaut révolutionnaire du prolétariat ont tout de même réussi, dans la phase d'apogée du réformisme, à contraindre la bourgeoisie au perfectionnement continuel de sa

structure productive, à l'amputation de ses secteurs parasitaires et surtout à une certaine discipline de ses intérêts partiels au profit de ses intérêts globaux.

En France, la seule tentative sérieuse de modifier la structure économique et de pallier à ses déficiences caractéristiques fut celle de MENDES-FRANCE, au lendemain de la défaite d'Indochine et après que cette échéance eut porté au grand jour l'incurie et le "laisser-faire " des gouvernements précédents, appuyés sur la démocratie chrétienne et le centre-droit. Mais elle démontra que tout effort semblable, même tenté par la fraction la plus consciente de la bourgeoisie, était voué à l'insuccès dans le cadre politique traditionnel, étant donné l'état de décrépitude historique de cette classe.

Colmater le déficit budgétaire et rétablir la balance des comptes, décentraliser et rationaliser la production industrielle, convertir en salariés urbains une grande partie des producteurs agricoles, telles étaient les grandes lignes du plan. Aucune d'elles ne fut réalisée. Les dépenses militaires, qui étaient déjà élevées à cette époque, montèrent en flèche avant l'expédition des troupes en Algérie, et l'équilibre budgétaire n'est plus qu'une utopie. Les demandes de crédit, adressées soit directement à Washington soit aux organismes internationaux, en sont venues à ne plus couvrir que des périodes de quelques mois; la concession de l'installation, contre dollars, des rampes de lancement a pris la place des commandes " off shore ", mais la situation financière est toujours plus instable. Quant aux mesures techniques immédiates que prévoyait le gouvernement de Mendès-France, elles se sont soldées par un fiasco complet. Toutes les dispositions juridiques qui, dans un but de décentralisation industrielle, proscrivaient l'installation de nouvelles entreprises dans la région parisienne, et qui voulaient, selon le même objectif développer le crédit en province, sont demeurées lettre morte ou n'ont atteint que des résultats insignifiants. Quant au passage des paysans parcellaires dans les rangs des travailleurs industriels, il suffirait de rappeler, pour montrer combien ce projet était chimérique, la déclaration d'un ancien président du conseil à ses électeurs : " La France entend bien conserver ses 7 millions de paysans ". Elle les a bien gardés en effet, entretenant une paysannerie pléthorique dans laquelle près de la moitié des exploitations ne procurent à ceux qui les font fructifier qu'un revenu à peine supérieur au minimum vital. Mais elle a conservé

également la politique protectionniste et de ponction des excédents qui favorise les pratiques scandaleuses que voulait combattre le gouvernement Mendès-France : les surplus de vin, par exemple, étaient transformés en alcool par les distilleries qui le vendaient à l'Etat à un taux supérieur au cours légal. Celui-ci n'en savait que faire, sa transformation en carburant revenant plus cher que la destruction pure et simple. L'amère ironie de cette conjoncture c'est que, depuis cette période, le marché du vin s'est à un tel point "assaini" que ce liquide atteint aujourd'hui un prix exhorbitant, sans qu'aient pour autant disparu les caractéristiques qui étaient à l'origine de ces difficultés et sans que soient le moins du monde survenues les grandes réformes prévues -, dont les plus irréalisables demeurent la sélection des entreprises agricoles en fonction de leur rentabilité, la prolétarisation d'une énorme fraction de la paysannerie.

Ce que la technique et la méthode n'ont point réussi à faire, la brutalité d'une crise peut-elle le réaliser ? La conjoncture actuelle a disloqué tout le mécanisme petit-bourgeois qui, sous couvert de la défense d'intérêts disparates, renforçait tous les aspects parasitaires de la production française. Elle a débarrassé le pouvoir des préoccupations électoralistes et, théoriquement, elle laisse au grand capital la voie libre pour une radicalisation sans scrupules et sans faiblesse. Que, demain, les capitalistes et les propriétaires fonciers d'Algérie se rabattent sur la métropole et y fondent de grandes exploitations agricoles modernes de type industriel, et voilà résolu, par la voie classique, violente et impitoyable de l'expropriation le problème de la prolétarisation d'une bonne moitié de la paysannerie; la placide existence petit-bourgeoise de la société française projetée brutalement dans la dynamique historique du capital.

Ce résultat est cependant suspendu à l'aplanissement des contradictions que contient toujours la situation présente: l'étroitesse de la base sociale du nouveau pouvoir, l'importance démesurée prise par l'armée et surtout la difficile liquidation de l'affaire algérienne qui demeure la clé de toute la perspective.

o

o o

L'actuelle crise est donc survenue à la suite de la panique suscitée chez les colons par la crainte d'une négociation

larvée avec le F.L.N. Mais personne n'ignore qu'une fois leur confiance regagnée et un nouveau délai consenti à la politique du maintien de la "présence française ", c'est à toutes les questions touchant à l'ensemble de la situation économique et financière du pays qu'il faudra répondre. La seule garantie dont dispose la bourgeoisie dans cette tâche c'est qu'elle peut désormais disposer à son gré, sans réticences ni obstruction de la part de qui que ce soit, de tout l'appareil administratif, policier et étatique, sans même craindre une quelconque contestation dans ses propres rangs. L'avantage immédiat qu'elle a acquis c'est de s'être débarrassée de toute préoccupation électoraliste et petit-bourgeoise, - mais son grand atout demeure d'être assurée de l'impossibilité d'une riposte massive des ouvriers. Sa sécurité fondamentale en sort renforcée, et sa sécurité c'est l'impuissance du prolétariat. Pour le reste, bien des surprises peuvent survenir, bien des paradoxes se réaliser.

Par exemple, l'armée et les colons d'Algérie auront été les facteurs déterminants de ce ressaisissement de la bourgeoisie française devant la perspective, brutalement précisée, de sa déchéance en tant que puissance de premier rang. Mais, dialectiquement, l'histoire peut leur imposer de renoncer au grand rôle auquel tous deux se destinaient, et les contraindre à se rendre compte que, dans cette tentative de redressement, ils n'ont été que des instruments.

Le processus politique qui a liquidé la IVme République répond formellement aux caractéristiques du fascisme : renforcement de l'Etat, tendance au pouvoir d'un seul parti de la bourgeoisie représentant toute la classe privilégiée. Mais, en fait, les évènements que nous vivons sont bien davantage une mise à jour, la précipitation d'une évolution historique du régime capitaliste que chaque crise n'a fait qu'intensifier et rendre visible. Parce qu'il n'y a pas de menace prolétarienne, parce qu'il n'y a pas de véritable crise économique, parce que la France, en dépit de sa place parmi les quatre "Grands", n'est plus, et depuis longtemps, le nombril du monde capitaliste, la fascisation de sa structure politique peut s'accomplir éventuellement sans trop de secousses sociales, moins violente sans doute mais certainement beaucoup plus terne qu'en Allemagne et en Italie il y a quelques décades. L'ironie de l'histoire à cet égard c'est qu'au cours de ce cycle épique qui a fait de ce pays l'éternel champion des " libertés" en face de la non moins éternelle

incarnation de la "réaction", l'Allemagne, l'orgueilleuse bourgeoisie française est contrainte d'imiter les expériences de son ennemie héréditaire. Mais ce qui est révélateur de son vrai niveau social et historique c'est que cet alignement la rapproche bien davantage de la forme pateline, religieuse et paternaliste de l'Allemagne d'ADENAUER que de l'Allemagne casquée et bottée d'HITLER. En effet, le fascisme du III° Reich ouvrit une période éphémère mais grandiose d'expansion impérialiste; le fascisme français - si de "fascisme" on a le droit de parler - ne verra le jour que pour consigner le déclin historique dont il n'est que la conséquence. Même l'intervention de l'armée dans la politique - phénomène classique dans l'histoire de la démocratie française - s'annonce plutôt comme un chant du cygne que comme un hymne aux horizons nouveaux. Aux grandes pages de l'histoire l'armée agissait sans penser, aujourd'hui où elle s'efforce de penser (avec quels douteux résultats !) l'avenir lui donnera-t-il encore l'occasion d'agir ?

Il en restera toutefois que, grâce à elle, la tragi-comédie qui vit s'écrouler comme châteaux de cartes les retranchements politiques des plus farouches défenseurs des libertés républicaines, a pu débarrasser le nouveau pouvoir de tout l'appareil politique et syndical d' "opposition" qui aurait gêné les décisions de redressement que le gouvernement veut prendre. C'est pour lui le seul point d'acquis, mais il est primordial.

Il serait vain de nier qu'une telle situation doit réserver au prolétariat de nouvelles épreuves ; qu'il lui faudra affronter, complètement désarmé et désemparé, non seulement le poids d'une exploitation économique qui, déjà, ne l'épargne guère, mais la vindicte mesquine et la passion revancharde d'une classe d'entrepreneurs capitalistes particulièrement bornés. Mais ceci, encore, ne sera que la consécration officielle d'un état de fait, partis et syndicats ouvriers ayant de longue date oeuvré davantage pour la neutralisation légalitaire des grèves et des mouvements que travaillé pour leur fournir le moindre appui. Adviendra-t-il une radicalisation économique et sociale de la structure productive telle qu'elle puisse redonner au mouvement ouvrier en France son rôle grandiose d'autrefois et le replacer dans les premiers rangs de la future reprise internationale ? Nous ne le savons pas, mais nous sommes sûrs, par contre, de ce qui restera acquis pour la prochaine génération de lutteurs prolétariens : la certitude que

la fausse politique ouvrière d'alliance avec les autres classes, d'appui aux partis petit-bourgeois et opportunistes, de défense de valeurs et de formes politiques d'essence exclusivement bourgeoise, s'est vérifiée une fois de plus, non seulement défaitiste du point de vue des intérêts du prolétariat, mais encore vidée de toute force et toute vérité historique.

LES FASTES DE LA COLONISATION FRANCAISE EN ALGERIE

En ces jours où de Gaulle fait grand bruit sur les vertus historiques de la colonisation française de l'Algérie, et offre aux Musulmans le grand honneur d'être intégrés à la "généreuse" terre métropolitaine illuminée par le phare de Paris, il est opportun de rappeler ce que Rosa Luxembourg écrivit à ce sujet, en 1912, dans le chapitre XXVII de son oeuvre monumentale : " Die Akkumulation des Kapitals "

o

o o

A côté du martyre des Indes britanniques, l'histoire de la politique française en Algérie mérite une place d'honneur dans la colonisation capitaliste.

Lorsque les Français conquirent l'Algérie, les anciennes institutions économiques et sociales primitives étaient encore prédominantes dans la population arabe et kabyle. Elles ont été préservées jusqu'au XIXme siècle et, en dépit de la longue et turbulente histoire du pays, elles survivent encore en partie à ce jour même.

Bien que la propriété privée existât chez les Maures et les Juifs, parmi les marchands, les artisans et les usuriers dans les villes, et que de larges zones agricoles aient été saisies par l'Etat sous souveraineté turque, il n'en restait pas moins que la moitié des terres productives était la propriété indivise des tribus arabes et kabyles, qui conservaient toujours les anciennes coutumes patriarcales. Beaucoup de familles arabes menaient au XIXme siècle la même vie nomade qu'elles menaient depuis des temps immémoriaux et que seuls des observateurs superficiels peuvent trouver agitée et irrégulière, - car, en fait, elle est strictement réglée et extrêmement monotone. En été, ils avaient l'habitude, hommes, femmes et enfants, de prendre leurs troupeaux et leurs tentes et d'émigrer vers les rivages battus par la mer de la région du Tell; en hiver ils repartaient vers la chaleur protectrice du désert. Ils voyageaient en empruntant des routes bien définies et les lieux de campement d'été et d'hiver étaient fixés pour chaque tribu et pour chaque famille. Les champs des

arabes devenus sédentaires étaient, dans la plupart des cas, propriété commune des tribus, et les grandes associations familiales kabyles vivaient suivant les vieilles règles traditionnelles sous la conduite de leurs chefs élus.

Les femmes se chargeaient à tour de rôle des soins du foyer; une mère de famille, élue elle aussi par la famille, ayant la charge entière de la direction des affaires économiques du clan, ou bien les femmes du clan prenant cette direction l'une après l'autre.

Cette organisation des associations familiales kabyles sur la bordure du désert africain a une ressemblance saisissante avec celle de la "zadruga" des Slaves du Sud. Outre les champs, tous les outils et les armes, tout ce que les membres de la communauté produisaient et tout ce dont ils avaient besoin dans leur travail était la propriété commune du clan. La propriété personnelle était réduite à un vêtement, et pour les femmes aux vêtements et aux bibelots reçus en cadeau de fiançailles. Les atours et les bijoux plus précieux étaient cependant propriété commune et les individus ne pouvaient s'en servir que si la famille entière le permettait. Si le clan n'était pas trop nombreux les repas étaient pris en commun, les femmes cuisinant à tour de rôle et les plus âgées faisant le service. Quand un cercle de famille était trop large, le chef distribuait chaque mois des quantités rigoureusement mesurées de nourriture à l'état brut aux différentes familles qui les préparaient ensuite. Les liens les plus étroits de solidarité, d'aide mutuelle et d'égalité, enserraient cette collectivité et les patriarches, sur leur lit de mort, avaient coutume de rappeler aux fils le maintien fidèle du lien familial, comme dernière recommandation.

Ces relations sociales avaient déjà été sérieusement altérées par la domination turque, établie en Algérie au XVI°siècle. Pourtant, le conquérant turc n'avait nullement confisqué toutes les terres. Bien entendu, ce n'est là qu'une fable inventée plus tard par les Français, selon lesquels tout le sol avait été confisqué par les Turcs pour leur fisc. En effet, seul un esprit européen est capable d'une invention aussi fantaisiste qui est contraire au fondement économique de l'Islam et de ses fidèles.

En vérité, les faits sont tout à fait différents. Les Turcs ne touchèrent en général pas aux champs des associations de familles et des communautés villageoises. Ils confisquèrent sim-

plement une grand part des terres non cultivées et les convertirent en domaines d'Etat, transformés en beyliks sous la direction d'administrateurs locaux turcs.

L'Etat faisait travailler ces terres sous sa contrainte par des indigènes, ou bien les affermait contre une rente ou contre paiement en nature. Ultérieurement, les Turcs prétextèrent la moindre révolte des familles soumises et le moindre désordre dans le pays pour agrandir leurs possessions par des confiscations sur une large échelle, soit pour des établissements militaires, soit pour des ventes aux enchères publiques, où les terres tombaient le plus souvent entre les mains des Turcs et autres usuriers. Pour échapper au fardeau de la taxation et de la confiscation, beaucoup de paysans se placèrent sous la protection de l'Eglise, comme ils l'avaient fait dans l'Allemagne médiévale. Par suite, des superficies considérables devinrent des propriétés d'Eglise. Tous ces changements aboutirent finalement à la répartition suivante à l'époque de la conquête française : les terres de la Couronne occupaient environ 1 500 000 ha et 3 millions d'ha de terres non cultivées étaient également sous la dépendance de l'Etat en tant que "propriété commune de tous les Croyants " (Bled-el-Islam).

Trois millions d'hectares étaient la propriété privée des Berbères depuis l'époque romaine et, sous la domination turque, 1 500 000 hectares étaient en outre devenus propriété privée. Cinq millions d'hectares restaient propriété communautaire des clans arabes. Dans le Sahara quelques trois millions d'hectares de terres fertiles au sein des Oasis sahariens étaient possédés en commun par les clans, avec, à côté, quelques propriétés privées. Les 23 millions d'hectares restant étaient principalement des terres incultes.

Les Français, lorsque l'Algérie fut transformée en colonie, commencèrent à grand bruit leur oeuvre civilisatrice. Depuis que, au XVIIIme siècle, la domination turque avait commencé de s'écrouler, l'Algérie n'était-elle pas devenue un nid de pirates qui menaçaient la sécurité de la Méditerranée et pratiquaient le commerce des esclaves chrétiens ? Même l'Espagne et l'Amérique du Nord, qui, pourtant, en fait de commerce des esclaves en avaient fait de toutes les couleurs, déclarèrent une guerre implacable à ce manque de scrupules; durant la grande révolution française une croisade contre l'anarchie algérienne fut

également entreprise. La soumission de l'Algérie fut donc menée à bien sous le drapeau de la " lutte contre l'esclavagisme" et de l' "introduction de rapports d'ordre et de civilisation ".La pratique devait bien vite dévoiler ce qui se cachait derrière ces mots d'ordre. Dans les quarante passés à la conquête de l'Algérie, aucun Etat européen ne passa au travers de tant de changements de système politique que la France. A la Restauration firent suite la révolution de juillet et la monarchie bourgeoise, à celle-ci la révolution de février, la deuxième république, le Second Empire, enfin l'écroulement de 1870 et la Troisième République. Mais dans cette succession d'événements, la politique française en Algérie resta un pôle immuable; du début à la fin elle eut un seul but, et dévoila de la meilleure façon, aux limites du désert africain, que tous les bouleversements de la superstructure politique de la France du XIXme siècle tournaient autour d'un intérêt fondamental unique : la domination de la bourgeoisie capitaliste et de ses formes de propriété.

" La proposition de loi soumise à votre étude - déclarait le député Humbert le 30 Juin 1873 à l'Assemblée Nationale française, en qualité de rapporteur de la Commission pour le règlement des problèmes agraires en Algérie - n'est que le couronnement d'un édifice dont les bases furent jetées par une série d'ordonnances, décrets, lois et sénatus-consultes, qui tous ensemble et respectivement, poursuivaient le même but : l'introduction de la propriété privée chez les Arabes ". La suppression et la division des propriétés collectives, voilà le pôle immuable vers lequel la boussole de la politique coloniale française, malgré toutes les tempêtes de la vie intérieure de l'Etat,resta orientée pendant un demi-siècle, et ceci par suite de deux intérêts lucidement compris. Avant tout, la destruction de la propriété collective devait mettre fin à la puissance des tribus arabes en tant qu'unités sociales, et donc briser la résistance obstinée à la domination française qui, malgré la toute-puissance militaire de la France, se manifestait par les interminables révoltes des kabyles et maintenait un état de guerre ininterrompu dans la colonie (" nous devons nous presser - déclarait le député Didier en 1851 - de dissoudre les communautés tribales, parce qu'elles sont le levier de toute opposition à notre domination "). En second lieu, la destruction de la propriété collective était la prémisse de l'exploitation économique de la terre conquise, elle était nécessaire pour arracher aux Arabes la terre

qu'ils possédaient depuis un millénaire et la transférer aux capitalistes français. Dans ce but on se servit de la fiction que nous avons déjà rappelée, suivant laquelle l'intégralité du sol était, d'après les lois musulmanes, propriété du souverain de fait. Exactement comme les Anglais aux Indes Britanniques, les gouverneurs de Louis-Philippe, en Algérie, proclamèrent "impossible" l'existence d'une propriété collective de tribus et de familles entières, et, sur la base de cette fiction, la plus grande partie des terres incultes, mais surtout les terres communales, les bois et les pâturages furent déclarés propriété d'Etat et mis à la disposition de la colonisation. Il surgit ainsi tout un système de cantonnements, dans lesquels, au milieu des terres des Kabyles, se seraient installés des colons français, tandis que les Kabyles eux-mêmes auraient été réduits au minimum du sol cultivable. Ces vols au détriment de la propriété collective des tribus arabes furent légalisés par les décrets de 1830, 1831, 1840, 1844 et 1846; mais ce système d'installation, loin d'amener une colonisation de la terre, eut pour seul effet d'alimenter la spéculation et l'usure. Dans la majorité des cas, les Arabes réussirent à racheter les terres qu'on leur avait dérobées, mais, pour le faire, durent se charger de dettes. La charge fiscale imposée par la France agit dans le même sens. Par la suite, la loi du 16 Juin 1851, qui déclarait propriété d'Etat tous les bois et dérobait aux indigènes 2,4 millions d'hectares de pâturages et de bruyères, priva l'élevage des ovins de ses propres bases. Sous la pluie des décrets, des ordonnances et des mesures administratives un chaos indescriptible s'installa dans les rapports de propriété de la terre. En exploitant la fébrile spéculation sur les terrains, et dans l'espoir de reconquérir rapidement ce qu'ils perdaient, de nombreux indigènes cedèrent leur fonds, souvent en vendant à deux ou trois acheteurs différents le même terrain qui, par la suite, se révélait n'être pas leur propriété, mais propriété collective et inaliénable d'une tribu.. Il s'ensuivit une série interminable de procès, au cours desquels les tribunaux français appuyèrent par principe toutes les divisions et toutes les prétentions des acquéreurs. L'incertitude des rapports de propriété, l'usure, la spéculation, l'anarchie devinrent générales. Mais le plan du gouvernement métropolitain qui visait à s'appuyer sur une masse de colons français implantés au milieu de la population arabe, fit misérablement faillite. C'est pourquoi, sous le Second Empire, la politique parisienne changea de registre : le gouvernement qui, après trente ans de négation entêtée de la propriété collective, avait ouvert les yeux,

reconnut officiellement l'existence de la propriété indivise des tribus, mais seulement pour proclamer, dans le même acte, la nécessité de sa division forcée. C'est là le double sens du sénatus-consulte du 22 avril 1863. "Le gouvernement - déclara au Conseil d'Etat le général Allard - ne perd pas de vue que le but de sa politique est d'affaiblir l'influence des chefs de tribu et de dissoudre les associations familiales kabyles. De cette façon sera éliminé le dernier résidu de féodalisme(!) que défendent les ennemis des propositions du gouvernement .... La création de la propriété privée, l'installation de colons Européens au milieu des tribus arabes ... sont les moyens les plus sûrs pour accélérer le processus de dissolution des associations familiales". La loi de 1863 créa, afin de diviser la terre,des commissions spéciales composées comme suit : un général de brigade ou un colonel comme président, puis un sous-préfet, un fonctionnaire de l'autorité militaire arabe et un fonctionnaire des Domaines. C'est à ces experts "naturels" des questions économiques et sociales que fut confiée la triple tâche de fixer exactement les limites des territoires des tribus, de diviser les terres de chaque tribu entre ses différentes branches, de départir en parcelles individuelles la propriété de ces dernières. La mission des généraux de brigade à l'intérieur de l'Algérie fut exécutée ponctuellement; l'agronome, celui qui répartissait les terres et le juge suprême de toutes les causes relatives à la propriété foncière étaient, en général, une seule et même personne. Le gouverneur général devait confirmer en dernière instance les plans de subdivision. Les commissions travaillèrent dix ans, la sueur au front; le résultat en fut que, de 1863 à 1873, des 700 territoires de tribus arabes, 400 furent divisés entre grandes familles. Les bases de l'inégalité future, de la grande possession foncière et de la petite propriété parcellaire étaient déjà jetées. En fait, suivant l'extension du territoire et le nombre des rameaux de la tribu, il revenait maintenant à ceux-ci soit 1 à 4 hectares soit 100 ou même 180. Toutefois, la division restait circonscrite aux grandes-familles et, malgré tous les colonels et généraux,le morcellement ultérieur du sol se heurta à des difficultés insurmontables, engendrées par la coutume arabe. Le but de la politique parisienne - créer la propriété individuelle et, dans une seconde phase, la transférer aux mains des Français - avait été manqué une nouvelle fois.

Seule la Troisième République, le gouvernement sans voiles de la bourgeoisie, trouva le courage et le cynisme de dé-

truite toute fiction et d'affronter le problème du côté opposé, sans les phases préparatoires du Second Empire. La division radicale des terres des 700 tribus arabes en lots individuels,une introduction par la force de la propriété privée constituent la proposition expresse de la loi de 1873. Le prétexte fut fourni par la situation désespérée de la colonie. Exactement comme la famine de 1866 en Inde ouvrit brutalement les yeux de l'opinion publique anglaise sur les beaux résultats de la politique coloniale britannique, et imposa la nomination d'une commission parlementaire pour l'étude des abus de pouvoir, ainsi l'Europe fut alarmée par le cri d'angoisse qui s'élevait de l'Algérie, où une grande famine et une mortalité exceptionnelle parmi les Arabes liquidaient d'un coup quarante ans de domination française. Pour en étudier les causes et pour gratifier les Arabes de .... nouvelles lois, une commission fut nommée, dont les conclusions furent qu'une seule bouée de sauvetage pouvait aider les Arabes: la propriété privée ! Seulement ainsi, en fait, chaque Arabe aurait pu vendre son lot de terre ou l'hypothéquer pour se protéger contre la famine. Pour se rapprocher des Algériens et les protéger de la situation créée par les vols déjà perpétrés par les Français, par le poids des impôts et de l'endettement qui en dérivait, on déclara qu'il n'existait qu'un seul moyen : l'abandon complet des indigènes aux griffes des usuriers ! La comédie fut jouée avec tout le sérieux nécessaire devant l'Assemblée Nationale parisienne et fut, de même,prise au sérieux par les élus. Les vainqueurs de la Commune de Paris étalaient leur impudence.

Deux arguments servirent surtout à soutenir la nouvelle loi. Les Arabes eux-mêmes désiraient ardemment l'introduction de la propriété privée, déclarèrent les défenseurs du projet gouvernemental. En réalité, c'étaient les spéculateurs et les usuriers algériens qui la désiraient, car ils avaient un intérêt urgent à "libérer" leurs victimes des liens protecteurs de la solidarité de tribu. Tant que le droit musulman restait en vigueur, l'inscription d'hypothèques sur la terre se heurtait à l'obstacle insurmontable de l'inaliénabilité des possessions familiales ou tribales. La loi de 1863 y avait ouvert une brèche : maintenant il s'agissait d'enlever tout frein à l'usure. Le second argument était de nature "scientifique", et il était tiré de ce même arsenal où le grave James Mill avait puisé son incompréhension des rapports de propriété en Inde -

l'économie politique classique. La propriété privée est la prémisse nécessaire d'une agriculture plus intensive, car il est clair que personne n'investira du capital ou du travail dans une terre qui n'est pas sa propriété individuelle et dont il ne jouisse pas exclusivement des produits - déclamaient avec emphase les nouveaux disciples de Smith-Ricardo. Mais les faits parlèrent une tout autre langue, en montrant que les spéculateurs français se servaient de la propriété privée constituée en Algérie pour tout autre chose qu'une culture meilleure et plus intensive du sol. Des 400 000 hectares appartenant en 1873 aux Français 120 000 étaient aux mains de deux compagnies capitalistes, la Compagnie Algérienne et la Compagnie du Sétif, qui ne les administraient pas directement mais les concédaient en métayage aux indigènes, lesquels les cultivaient à la manière de leurs pères. Un quart des propriétaires français restants s'occupait tout aussi peu d'agriculture rationnelle. Les investissements de capitaux dans la culture de la terre n'existaient que dans l'imagination assoiffée de profit des spéculateurs métropolitains, et dans les doctrines nébuleuses de leurs idéologues scientifiques. Il s'agissait simplement du désir nu et cru d'arracher aux Arabes la base même de leur existence : la terre. Et, malgré l'inconsistance de l'argumentation et l'évidente fausseté des thèses invoquées pour l'étayer, la loi qui devait donner le coup de grâce à la population algérienne fut votée à la quasi unanimité le 26 juillet 1873.

Mais l'échec du coup de force ne se fit pas attendre. La politique de la Troisième République se heurta à la difficulté d'introduire la propriété privée par un coup de baguette magique dans le cadre d'antiques rapports tribaux et familiaux, exactement de la même manière que la politique du Second Empire avait fait faillite. La loi du 26 juillet 1873, complétée par une seconde loi du 28 avril 1887 donna, après 20 ans d'application, le résultat suivant : jusqu'en 1890, 14 millions de francs avaient été investis dans les 1,6 millions d'hectares "libérés"; mais l'objectif d'élimination du communisme des Kabyles n'en était pas pour autant atteint. Une seule chose avait été obtenue sans aucun doute possible: une folle spéculation, l'épanouissement de l'usure et la ruine économique des indigènes.

L'échec entraîna une nouvelle expérience. Bien que le gouvernement algérien ait déjà créé en 1890 une commission pour réexaminer les lois de 1873 et 1887, sept ans passèrent avant que

ces Messieurs les députés procèdent à une réforme dans l'"intérêt" du pays ruiné. La nouveauté consista à abandonner l'introduction forcée de la propriété individuelle par l'Etat. La loi du 27 février 1897 et les instructions du gouvernement algérien du 7 mars 1898 prévoient en substance l'introduction de la propriété privée sur "la libre demande" des propriétaires. Mais comme certaines clauses déclarent que la requête d'un propriétaire, sans l'approbation des autres co-propriétaires du sol, est suffisante, et comme la pression des usuriers peut à tout moment provoquer la "libre" requête du propriétaire endetté, la nouvelle loi ouvre toutes grandes les portes au démantèlement ultérieur des terres communes et des propriétés kabyles. La vivisection de l'Algérie poursuivie depuis 80 ans trouve maintenant moins de résistance car les Arabes, à la suite de la soumission de la Tunisie tout d'abord (1881) du Maroc ensuite, sont toujours plus enserrés par le capital français et mis à sa merci. L'effet le plus récent du régime colonial en Algérie est l'émigration en masse des Arabes vers la Turquie asiatique.

o

o o

Nous sommes ainsi arrivés au seuil de notre siècle. Ce qui est advenu par la suite n'est que le prolongement, sur une plus grande échelle, de la politique d'alors. Il ne sera pas difficile de le démontrer.

L' ALGERIE CONTEMPORAINE

(Complément statistique au texte de Rosa Luxembourg)

La superficie totale de l'Algérie est de 2.205.000 Km2 en incluant les Territoires du Sud, c'est-à-dire ceux d'Aïn Sefra (Colomb Béchar), Ghardaïa (Laghouat), et les Oasis sahariennes (Ouargla), rattachés à l'Algérie au début du siècle.

La superficie de l'Algérie du Nord seule est de 2I0.000 Km2, soit environ 2I.000.000 d'hectares. Ces superficies tirées du Nouveau Larousse Universel, édition de 1948 ne coïncident pas avec celles prises en considération par Rosa Luxembourg en 1911. On peut expliquer la différence par la nature des sources utilisées par elle en ce qui concerne, notamment, les Territoires du Sud. On sait en effet que ces derniers ont été l'objet de contestations entre la Grande-Bretagne et la France, notamment après l'incident de FACHODA en 1898; de ce fait la réorganisation administrative s'est poursuivie jusqu'en 1908, époque des premières sources officielles en matière de superficies. L'hypothèse selon laquelle R. Luxembourg a utilisé des chiffres qui ont par la suite varié en fonction des nouvelles délimitations politiques est donc vraisemblable.

La superficie de 2I.000.000 ha est en tous cas la base de tous les documents que nous avons utilisés, et qui, tous écrits entre 1948 et 1955, concordent entre eux. C'est ainsi qu'une brochure éditée par le Gouvernement Général de l'Algérie en 1955 nous indique que ces 2I.000.000 ha nourrissent une population totale de 8.450.000 habitants. Nous y lisons que 850.000 Européens (1/10° du total environ) y exploitent environ 2.000.000 ha (soit 1/10° de la superficie) à titre de propriété privée. Les 19.000.000 ha restants demeureraient ainsi à la disposition des 7,7 millions de Musulmans. Un équilibre apparent se dégage de ces chiffres, mais il y a lieu de les analyser pour voir la répartition et la nature des terres en cause et obtenir la véritable physionomie de l'économie agraire de l'Algérie.

Nous apporterons en même temps quelques données sur les rapports économiques entre la France et l'Algérie qui, fondés sur les principes du pacte colonial, démontrent que l'Algérie est source de matières premières et débouché pour les produits manufacturés français.

o

o o

En matière agraire, c'est un chiffre de 20.963.580 ha qui, en 1863, a servi de base à l'application du sénatus-consulte impérial sur la répartition de la terre. On sait que la base de la législation actuelle dans ce domaine date de cette époque.

Sur ce total (1) :

- 5.550.835 ha étaient sans valeur pour l'agriculture et déclarés appartenir au domaine public

- 4.575.II7 ha appartenaient à l'Etat qui se les réserva en faveur de la colonisation officielle, puis privée.

- 4.458.805 ha appartenaient aux communes, dont seuls 223.000 ha environ propres à l'agriculture devaient être affermés à des fellahs. Le solde était impropre à toute mise en valeur (culture et élevage), soit 4.235.805 ha.
- La propriété privée était enfin réputée s'élever à 11.384.120ha dont environ 6.800.000 constituaient les terres arables, et 4.584.I20 ha représentaient des pacages et des boisements.

Pour établir maintenant, face à cette répartition de la propriété juridique, la répartition en terres improductives, zones forestières et terres utilisables pour l'agriculture, nous citerons une autre étude : "Aspects et réalités de l'Algérie agricole ", éditée à Alger en 1955 par des membres d'une école d'agriculture :

Terres improductives	appartenant au domaine public	550.000ha
Total : 5.500.000 ha	" aux communes	4.235.000ha
	" à l'Etat	715.000ha

---

(1) - tous les chiffres qui suivent sont tirés d'une étude intitulée :"La paysannerie musulmane " de A.Guellati, en 1955.

Zones forestières appartenant à des exploitations

		privées	485.000ha
Total : 3.000.000 ha	"	" " de l'Etat	2.157.000ha
	"	" " communales	358.000ha

Terres utilisées pour l'agriculture

Total : 12.500.000 ha, dont :

parcours et pâturages	5.700.000ha
terres arables	6.800.000ha

Sur les 6.800.000 ha de terres arables, on évalue à 2.400.000 ha les terres en jachère et au repos. Les terres cultivées représentent donc en moyenne seulement 4.400.000 ha, soit 2I% de la superficie totale de l'Algérie - contre 70% en France, où l'agriculture dispose de 39.000.000 ha.

Sur les 4.575.000 ha que l'Etat s'est approprié, grâce à des fictions juridiques, au détriment des associations familiales kabyles et des terres collectives des tribus, si l'on déduit 7I5.000 ha de terres improductives et les 2.I57.000 ha de zones forestières encore en sa possession aujourd'hui, il ressort que 1.700.000 ha dnt été cédés par l'Etat à des colons. En particulier, plus de I5% des zones forestières : 485.000 ha sur 3 millions sont propriété privée (par exemple, une société française possède à elle seule 50.000 ha de chênes-lièges en Kabylie) Ces terres d'Etat arrachées aux indigènes et remises à des colons, qu'en est-il advenu ? Pour défricher ou enrichir leurs terres, les colons ont brûlé des forêts entières. L'Encyclopédie Britannique de 1911 fait état à ce propos d'un rapport du Consulat anglais à Alger en 1902 qui évaluait à près de 6 millions d'arbres détruits les dégâts causés par les colons. A cause du manque de forêts, la sécheresse s'est étendue et approfondie sur de vastes territoires et, en 1949, les indigènes perdirent près de 3 millions de têtes de bétail. En s'appropriant des pacages (des bois et des forêts) l'Etat a sapé les bases de l'élevage au profit d'une colonisation qui a échoué en grande partie, car les cultures qu'on a voulu introduire ou bien ne se sont pas acclimatées, ou bien les conditions climatiques n'ont pas permis la rentabilité capitaliste que les colons espéraient.

Voyons maintenant quelle est la répartition de la propriété privée entre les Musulmans et les Européens :

a. Evolution de la superficie de la propriété européenne :

1850	115.000 ha
1870	765.000 ha
1890	1.600.000 ha
1900	1.181 000 ha
1910	1.846.000 ha
1917	2.317.000 ha
1929	2.344.000 ha
1940	2.720.000 ha

b. Structure comparée des exploitations (1940):

	Européens		Musulmans	
Moins de 10 ha	8202 exploitants	:40.000ha	391.021	= 1.850.000ha
De 10 à 50 ha	7002 "	209.000ha	118.000	= 3.013.000ha
De 50 à 100 ha	3968 "	306.000ha	17.400	= 1.226.000ha
De 100 à 500 ha	5170 "	1.202.000ha	5.015	= 1.108.000ha
Plus de 500 ha	900 "	963.000ha	600	= 474.000ha
	25517 "	2.720.000ha	532.036	= 7.672.000ha

Mais toutes ces données appellent les remarques suivantes :

1 - 2.165.000 ha de terres riches (sur 4.400.000ha environ, la moitié) sont concentrés entre les mains d'environ 6.000 propriétaires européens (70 colons, entre autres, possèdent chacun plus de 10.000 ha)
2 - 141.000 propriétaires musulmans seulement possèdent plus de 10 ha de terre.
3 - Tous les exploitants européens, mais seulement les Musulmans qui exploitent plus de 50 ha pratiquent une agriculture évoluée.
4 - Sur un total de 50.000 exploitants pratiquant une agriculture évoluée près des 3/5° sont Européens.
5 - Plus de 500.000 fellahs, qui disposent de moins des 2/3 des terres réellement cultivables, se consacrent à l'agriculture traditionnelle
6 - Résultats frappants de la politique du cantonnement, de l'établissement de la "propriété privée " (voir R. Luxembourg): sur l'ensemble des exploitations musulmanes, moins du quart est d'un seul tenant, la moitié est constituée de 2 à 5 parcelles, le quart restant est morcelé jusqu'à 31 parcelles(1)

(1) - cité dans "Aspects et réalités de l'Algérie agricole ".

Il nous faut indiquer maintenant les principaux secteurs de la production agricole algérienne (Sources : " La paysannerie musulmane ", 1955 et " Les grands secteurs de l'agriculture algérienne ", Gouv. Gén. Algérie, 1956).

	Musulmans	Européens
Terres au repos ou jachère	1.800.000 ha	650.000 ha
Céréales d'été et d'hiver	2.670.000 ha	910.000 ha
Légumes secs	80.500 ha	42.000 ha
Vignoble	42.000 ha	356.000 ha
Agrumes	4.000 ha	29.000 ha
Arbres fruitiers	164.500 ha	35.000 ha
Cultures maraîchères	28.000 ha	27.000 ha
Cultures fourragères	96.500 ha	103.000 ha
	4.885.500 ha	2.552.000 ha

Il s'agit de chiffres moyens, variant d'une année sur l'autre, et que nous avons cités plus pour le rapport existant entre les cultures musulmanes et européennes que pour leur valeur intrinsèque. Mais nous devons compléter ce tableau par les données suivantes :

I - Sur les 2.450.000 ha de terres au repos ou en jachère, 1.800.000 ha appartenant aux Musulmans représentent près du tiers de leur propriété, tandis que seul un peu plus du quart des propriétés européennes demeure au repos. Il y a jachère et terre au repos. Jachère musulmane, en grande partie parce que la pauvreté de la terre et un grattage primitif dont l'érosion est la principale bénéficiaire (1) interdisent toute récolte. La terre est alors laissée à l'abandon et à la pâture de maigres troupeaux.

---

(1) L'érosion frappe l'agriculture algérienne à raison de 40.000 ha environ de terres perdues chaque année (selon R. Dumont:"Economie agricole dans le monde"). Elle a 2 causes principales: la première résulte des méthodes primitives des indigènes sur les terres qui leur ont été laissées, et surtout du fait que la colonisation, en les expropriant des terres fertiles, les a obligés à déboiser et à défricher des terres de plus en plus élevées en altitude; la seconde est la conséquence d'une exploitation forcenée, dans les vignes surtout, en vue d'un rendement immédiat (les rendements dans les vignobles d'Oran et de Bône s'abaissent jusqu'à n'être plus maintenant que de 15 hl à l'ha au lieu de 80 hl).

2 - Un dixième seulement de la superficie plantée de vignes appartient aux Musulmans.

3 - 900.000 ha de céréales cultivés rationnellement par les Européens produisent plus de 8 millions de quintaux (la moitié est constituée de blé tendre destiné à l'exportation), alors que 2.600.000 ha surtout cultivés traditionnellement (en blé dur destiné à l'auto-consommation familiale) ne parviennent à produire que 11 à 12 millions de quintaux.

4 - Le capitalisme agricole s'est concentré en majeure partie sur la vigne, les agrumes et les arbres fruitiers (sur une valeur de production agricole de 142 milliards, 50 proviennent de la vigne, 16,5 des agrumes et cultures maraîchères, et 20 milliards des arbres fruitiers). Si les officiels ont pu calculer la valeur de la production agricole, c'est la partie commercialisée de celle-ci qui a été prise en considération. Seule une estimation approximative de l'auto-consommation des agriculteurs (20 milliards en 1953) a été réalisée par le rapport Maspetiol en 1955. Cette auto-consommation n'a pu porter évidemment que sur les céréales et sur une faible part des fruits et légumes.

L'évolution du vignoble algérien est à noter :

1850	810 ha	1905	162.000 ha
1878	20.000 ha	1930	221.000 ha
1888	103.000 ha	1955	400.000 ha
1895	121.500 ha		

Entre 1929 et 1931, près de 250.000 ha ont été plantés de vignes à la hâte (Voir note au bas de la page précèdente sur les conséquences de ce passage massif à la vigne: l'érosion).

La concentration du vignoble est à retenir : dans la plaine de la Mitidja près d'Alger, en 1930, plus de la moitié de la surface totale plantée de vignes est occupée par des propriétés de plus de 100 ha. Dans l'arrondissement d'Oran, en 1929 130 vignobles de plus de 100 ha couvraient 42,7 % de la surface totale complantée.

Pour les agrumes, contre 4.000 ha plantés en 1913, plus de 30.000 le sont en 1952. Notons aussi que la quasi totalité du vin (en 1953, sur 18 millions d'hectolitres, 2 millions étaient consommés sur place) est exportée vers la France.

o

o o

A titre d'exemple, montrons maintenant la part de la propriété musulmane dans les meilleures terres des plaines et des côteaux du Tell :

Sahel d'Alger : 2.700 ha sur 38.300 ha

Mitidja : 20.000 ha sur 118.000 ha

Plateaux d'Oran et de Saint-Cloud : 6.000 ha sur 46.000 ha

Plateaux de Mostaganem : 11.200 ha sur 48.700 ha

Plaine de Bône : 14.400 ha sur 42.400 ha

Région de Sidi-Bel-Abbès : 970.000 ha, dont 320.000ha improductifs
173.000ha de forêts
477.000ha cultivables

Surfaces cultivées	par les Européens	par les Musulmans
Céréales	94.000 ha	81.000 ha
Vigne	35.500 ha	600 ha
Arbres fruitiers	5.000 ha	2.000 ha
Terres au repos	70.000 ha	22.000 ha
Terrains de parcours	17.000 ha	150.000 ha

o

o o

En ce qui concerne la population musulmane, elle a doublé en un demi siècle (1886 : 3.300.000 et 1948 : 7.600.000) C'est l'augmentation de la population rurale de 3,5 millions à 5,7 millions qui est à retenir. L'excédent de la population rurale, poussé par la misère et la faim (la production totale de grains par tête d'habitant musulman s'effondre, de plus de 5 quintaux à moins de 2 quintaux, entre 1872 et 1948), subissant un chômage partiel ou total, végète à la campagne, s'entasse dans les bidonvilles de la côte (Constantine a vu sa population tripler en 50 ans, Oran sextupler, Alger septupler), ou émigre en France (les Algériens en France représentent en moyenne 13 à 15 % de la population mâle adulte; pour la Grande et la Petite Kabylie, la proportion d'émigrants atteint souvent 35 et même 50 %).

Les statistiques mettent en évidence une population active de 3,2 millions, soit 2,1 millions d'hommes et 1,1 million de femmes. Sur cette population active musulmane, l'agriculture - dont on sait qu'elle doit nourir 5,7 millions d'individus - occupe 2,8 millions de personnes, dont 1,7 millions d'hommes et 1 million de femmes. Puisque seuls environ 550.000 sont fellahs (propriétaires exploitants) sur un total de 1.700.000 chefs de famille, on peut être certain de compter plus d'un million et demi de journaliers agricoles, hommes et femmes, qui sont parqués dans les exploitations européennes des plaines à vin, agrumes et cultures maraîchères. Dans les villes, s'entassent près de 1,5 million de Musulmans, dont le quart seulement sont artisans, le reste étant constitué par un pur prolétariat, essentiellement confiné aux activités de manoeuvres (84 %).

o

o o

Au sujet du commerce extérieur de l'Algérie, dont on trouvera ci-dessous l'évolution depuis la conquête, on sait que depuis 1835 les marchandises françaises entrent librement en Algérie et qu'à partir de 1867 la totalité des marchandises algériennes exportées en France n'y paient aucun droit d'entrée. Dès 1892, à la suite de l'élévation du tarif des douanes en France, on constate la disparition presque complète du commerce de l'Algérie avec d'autres pays que la France.

Total des importations et exportations de l'Algérie :

1830	L.St.	175.000	1905	L.St.	24.500.000
1850	"	5.000.000	1950	"	263.000.000
1880	"	17.000.000	1954	"	359.000.000
1890	"	20.000.000	1955	"	555.000.000

La structure coloniale de l'Algérie est le mieux mise en relief par l'orientation de l'industrie algérienne, dont la production minière est presque tout entière exportée à l'état brut, comme le montrent clairement les chiffres suivants :

- Minerai de fer : production 1953, 3.372 milliers de tonnes
  Exportation : 3.211 " "

- Phosphates : production 1953, 603 milliers de tonnes
exportation 56I " "

La production des phosphates est passée de 320 milliers de tonnes en 1905 à 603 milliers de tonnes en 1953. La production/extraction de minerai de fer est concentrée entre les mains d'une seule société (exclusivité jusqu'à épuisement) à raison de 78 % du total produit en Algérie.

o

o o

Ce bref panorama de l'Algérie contemporaine nous permettra, dans un article ultérieur, l'examen des perspectives politiques, et notamment des possibilités d'ériger un Etat national algérien. Pour cela, nous rappellerons les causes historiques de la stagnation du pays jusqu'à la conquête française. Cette stagnation, à nos yeux, ne provient pas d'une incapacité d'une race ou d'un peuple inférieurs aux autres : l'histoire de la partie de la Berbérie que les troupes de Louis-Philippe isolèrent dans le sang de son contexte historico-économique nous fournira une explication purement matérialiste de cette stagnation. Nous y justifierons en particulier le fait que les peuples arabo-berbères n'ont jamais pu se doter de formes d'organisation de la production et, partant, de formes sociales susceptibles d'évoluer, même tardivement, vers des structures appelant l'Etat national, comme au Maroc. La pétrification des formes sociales jusqu'au milieu du XIXme siècle nous aidera à comprendre comment et pourquoi, sur cette terre ingrate, la conquête française s'est heurtée près d'un siècle durant à une résistance dont les origines étaient justifiées par une forme de domination de la nature parfaitement adaptée aux conditions du pays (communisme primitif tribal, ce qu'illustre R. Luxembourg). Au lieu d'une stagnation c'est en fait un exemple de résistance consciente d'un groupe humain à une nature hostile que l'histoire de l'Algérie nous offre.

L'histoire de la pénétration du capitalisme en Algérie, son gaspillage de forces et, finalement, son demi-échec par la limitation de l'extension des formes de production bourgeoises à ce pays, nous fonde à conclure qu'au lieu de mener de pair la

décomposition des structures sociales pré-bourgeoises et le progrès industriel, le capitalisme, dans cette zone, n'a en fait procédé qu'à un pillage pur et simple, transformant des millions d'individus en "sans réserve" désespérés. Rosa Luxembourg montre, par exemple, que la mobilité de la propriété rurale obtenue par le morcellement des terres collectives n'a servi que les spéculateurs et non l'implantation de formes de production modernes.

Nous joindrons alors quelques remarques sur l'évolution des mouvements bourgeois d'indépendance, leurs origines et leurs différents objectifs, et nous montrerons pourquoi, jamais clairement et nettement énoncés par une minorité avant ces dernières années, ces objectifs demeurent privés d'un support suffisant de l'infrastructure économique et sociale. Jusqu'aux formes mêmes de la lutte violente contre l'impérialisme que nous connaissons sont étroitement liées à une absence de perspectives, qui est évidemment liée organiquement, elle-même, à l'attitude et à l'action des partis ouvriers français. Cette liaison nécessaire entre le mouvement d'indépendance nationale dans un pays colonial et le mouvement ouvrier du pays impérialiste ne pouvait trouver meilleure application que dans le cas France - Algérie.

Le recul révolutionnaire, significatif de la période actuelle, est lourd de conséquences non seulement pour l'Algérie où il interdit toute ouverture positive à l'évolution du conflit, même dans le cadre purement bourgeois de la lutte nationale, mais encore en France où il offre un dérivatif raciste à d'éventuelles explosions de la lutte des classes.

Dialectiquement, cette impossibilité de l'application de solutions bourgeoises de type " bourguibisme" ou du Maroc de l'Istiqlal est un gage du rôle révolutionnaire que pourrait jouer le mouvement nationaliste algérien dans le cadre d'une double révolution en Afrique. Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur tous ces aspects dans un prochain numéro.

" L'AVANT - GARDE " ET L'ALGERIE

En parcourant l'éditorial de mai-juin de "Socialisme ou Barbarie" un lecteur assidu de la revue aurait pu se demander si ce groupe n'était pas à la veille d'un tournant politique en faveur des positions classiques qu'en général il déclare caduques et désormais inefficaces. Critiquant les hésitations, les réticences et les demi-mesures des divers groupements " d'extrême-gauche " en face de la question algérienne, les barbaristes, dont on se rappelle pourtant la profonde défiance à l'égard des révolutions nationales d'Asie, semblent brusquement s'être mués en farouches défenseurs de celle qui se développe de l'autre côté de la Méditerranée. Ne déclarent-ils pas en effet : "Nous devons mettre au centre de notre argumentation l'idée que la lutte des colonisés pour leur indépendance a une valeur révolutionnaire, qu'elle est intrinsèquement juste " (1)?

La tactique d'appui aux mouvements nationaux des peuples de couleur préconisée par Lénine aurait-elle retrouvé définitivement grâce à leurs yeux ? Il faudrait alors s'attendre à une révision complète de toutes leurs positions. C'est aller un peu vite en besogne. Une telle démarche, si elle était conduite jusqu'à ses conséquences logiques, devrait réduire en fumée la théorie de la "bureaucratie, nouvelle classe exploiteuse ". Et alors que resterait-il du barbarisme ? Le texte, d'ailleurs, ne nous laisse pas d'illusions quant à la portée de ce retour à l'orthodoxie doctrinale. Ce n'est qu'une brève incartade, au demeurant bien superficielle, dont les tabous théoriques de "Socialisme ou Barbarie" sortent intacts.

L'auteur n'y esquisse même pas une remise en cause de "l'analyse" antérieure, contre laquelle, pourtant, il s'inscrit implicitement en faux. A qui veut lire attentivement il apparaît au contraire que ce faux tournant n'est qu'une <u>adaptation</u> - non malhabile certes - à la difficile situation présente où tous les courants politiques qui se réclament du mouvement ouvrier et du socialisme sont placés en face de cette nette alternative : ou

---

(1) " SOCIALISME ou BARBARIE " Mai-Juin 1958; éditorial n° 24

soutenir la révolte des peuples coloniaux (et alors il faut dire pourquoi) ou se révéler objectivement solidaires de la bourgeoisie capitaliste et du colonialisme. "Socialisme ou Barbarie" opte pour le principe du soutien. Qu'importe si cela contredit toutes les affirmations précédentes et si cela réduit à néant les intempestives mises en garde contre les illusions sur "ce que vaut l'indépendance nationale sous le contrôle de la bureaucratie " (1). La cohérence n'est pas le plus grand souci des barbaristes et, hélas, pas davantage, le plus souvent, celui du public. On nous pardonnera d'apporter la note discordante en nous montrant plus exigeants que les uns et que l'autre, étant persuadés qu'il importe plus de démasquer la confusion là où elle se veut subtile que là où elle est flagrante.

" Le prolétariat français et le nationalisme algérien ", tel est le titre de l'éditorial; et en voici l'idée générale : sur la question algérienne, "l'avant-garde" est divisée et la classe ouvrière indifférente; il faut affirmer avec force le principe de la solidarité internationale des exploités de toutes races et de toutes couleurs; mais ce n'est là qu'un principe dont les applications historiques sont aujourd'hui inadéquates; il convient donc de défendre la notion du caractère révolutionnaire de la lutte algérienne et de démontrer qu'elle est positive, non pas du point de vue des intérêts "bien compris" de la nation française, ou de ceux du prolétariat français, mais du point de vue des masses algériennes; quant à la solidarité entre travailleurs d'Afrique du Nord et de la Métropole, elle ne sera effective que lorsque ces derniers sauront reprendre une lutte autonome contre leur propre bureaucratie syndicale et politique, etc .....

Dans cette position, dont bien des points appellent la critique, nous mettrons principalement en cause : 1° - l'insuffisance des explications concernant l'attitude de "l'avant-garde" et de la masse des travailleurs à l'égard de la guerre d'Algérie; 2°- les interprétations aberrantes de la tactique et des principes de l'internationalisme prolétarien; 3°- la "valeur intrinsèque" de la révolution algérienne en tant que thèse s'opposant aux principes classiques de la stratégie internationale du prolétariat.

---

(1) - Dans "Socialisme ou Barbarie" n° 7, 1950; "Situation internationale" à propos de la guerre de Corée. On verra plus loin qu'au sujet de l'Algérie S.B. n'exclut pas que la guerre aboutisse aussi au "contrôle de la bureaucratie ".

Les barbaristes acceptent bien, à la rigueur, la logique de la désaffection de la classe ouvrière à l'égard de l'Algérie: il leur est facile d'en rejeter la responsabilité sur la trahison des "bureaucrates" et d'invoquer des raisons historiques incontestables. Mais ce qui leur est insupportable c'est, comme ils l'écrivent, "qu'il se manifeste dans l'avant-garde une confusion idéologique, une hétérogénéité de positions et les signes d'un désarroi dont on aurait pu penser qu'ils étaient les attributs exclusifs de la pensée bourgeoise ".

On comprend où le bât les blesse. Voilà des gens qui ont décrété, depuis près de dix ans, que toutes les vieilles tendances révolutionnaires étaient frappées de sclérose théorique, qu'il fallait laisser la parole aux ouvriers afin qu'ils exprimant leur expérience des " nouvelles formes d'exploitation " (notamment " bureaucratiques ") et en déduisent leur programme d'action. Ils ont affirmé à plusieurs reprises que le mouvement prolétarien ne pourrait reprendre son élan impétueux que sur cette plateforme de "table rase " de la pensée socialiste. Trouver logique la confusion actuelle de l'"avant-garde" serait reconnaître le néant de cette perspective, d'une part parce qu'ils sont eux-mêmes contraints de revenir, en paroles au moins, sur une de ces vieilles positions défendues par les anciennes tendances tant méprisées, de l'autre parce qu'il leur faut bien constater que sur cette portion la seule active qu'on appelle "avant-garde ouvrière " ne passe plus le souffle révolutionnaire de la "spontanéité " si chère à S.B. , mais le scepticisme et l'indécision des différentes couches de la bourgeoisie.

Aussi nos barbaristes préfèrent-ils s'étonner de cette situation "paradoxale", donnant par là la mesure de leurs propres illusions et rendant un involontaire hommage à l'élément "parti" dont ils contestent l'utilité, mais dont il faudra bien reconnaître qu'il est indispensable pour redresser le mouvement ouvrier, puisqu'on s'aperçoit qu'en fait de "spontanéité", il ne se manifeste que la persistance de positions politiques déterminées qu'on ne peut combattre sans organisation et sans programme.

Mais de quoi se compose donc, en fait, cette "avant-garde" dont les barbaristes déplorent la confusion ? De trotskystes, d'anarchistes, de syndicalistes, voire de sympathisants ouvriers isolés auxquels des feuilles d'usine ouvrent de généreuses

"Tribunes" mais n'apportent guère, hormis la confrontation d'expériences personnelles qui n'apprennent pas grand'chose, que les illusions et incertitudes des tendances précitées. L'opportunisme des militants de "Socialisme ou Barbarie", leur confusionnisme inguérissable et, en définitive, les raisons qui inspirent leur attitude anti-parti nous en découvrons ici la cause. A leurs yeux trotkystes, anarchistes, syndicalistes et autres "gauchistes" peuvent être des gens qui se trompent, qui ne se sont pas "mis à jour" de l'expérience de la "phase bureaucratique" du capitalisme, mais ce sont indiscutablement des gens dont le groupement constitue une force authentiquement prolétarienne ou, tout au moins, susceptible de le redevenir.

Ne connaissant pas d'autres formes de la corruption idéologique que celles qui ont pour base la corruption crapuleuse et sordide qui produit des "bureaucrates", les barbaristes pensent qu'en dehors des fonctionnaires politiques ou syndicaux appointés il n'y a que bonne et saine "sonscience prolétarienne". Ils pensent qu'à la condition de ne pas être bureaucratisés les mouvements et tendances qui groupent des ouvriers ne peuvent que concourir à la réalisation d'objectifs de classe, pour peu qu'on les oriente à l'aide de savantes démonstrations et qu'on les stimule par une participation démocratique à leurs efforts. Ils ne voient pas que, dans les grandes phases modernes de la société bourgeoise, au sein d'un système social qui est d'autant plus totalitaire - sur le terrain des idées comme sur celui de l'action - qu'il s'enrobe de démocratie formelle, la nature sociale des organisations politiques n'est pas la simple expression des intérêts sociaux de ceux qui grossissent leurs rangs, mais qu'elle est conditionnée par le rôle qu'elles jouent effectivement dans la lutte sociale et, particulièrement, par l'attitude qu'elles prennent en des moments cruciaux des grandes convulsions historiques: il est des alignements politiques décisifs qui ne pardonnent pas.

Ainsi il n'est pas douteux que toutes les tendances " d'avant-garde " qui ont sacrifié l'internationalisme révolutionnaire à la défense de la démocratie bourgeoise lors de la grande crise de la seconde guerre impérialiste, sont définitivement perdues pour le prolétariat et pour la révolution, même si, après cela, elles ont retrouvé la force de faire du "gauchisme", c'est-à-dire d'utiliser une phraséologie et des mots d'ordre de classe alors que, dans la pratique, elles ne pouvaient faire autrement que préconiser l'appui des masses à la politique des complices du capitalisme ou de ses agents directs.

Les trotkystes, par exemple, qui ont fait preuve d'un indéniable courage en défendant le principe de l'appui aux mouvements d'indépendance coloniaux, qu'ont-ils été contraints de faire, pratiquement, pour lui donner un contenu ? Il leur a fallu bloquer avec les staliniste qui, eux, ouvertement, délibérement, sabotent tout l'aspect social et révolutionnaire de ces mouvements. De même ces tendances syndicalistes fermement attachées à l'internationalisme prolétarien et qui préconisent, contre les directions réformistes, la solidarité des travailleurs avec la révolution algérienne, ne sont-elles pas conduites, dans l'action effective - et bientôt, pour bon nombre de ceux qui les suivent, autant par conviction que par "tactique" - à soutenir les objectifs généraux de ces directions, lesquels ne sont ni prolétariens, ni révolutionnaires, mais bourgeois et conservateurs comme ... la défense de la République ?

Aux uns et aux autres nous ne faisons pas grief de ne pas parvenir à radicaliser selon leurs vues les mouvements qu'ils appuient, mais nous reprochons de sacrifier à une illusoire "efficience" des principes politiques essentiels du prolétariat. Leur complicité objective avec la politique de l'opportunisme, ils ne la doivent certes pas à la corruption économique de leurs militants - ce sont d'intégres et courageux lutteurs (hélas, l'opportunisme sincère est le pire des opportunismes !) - mais au fait qu'ils partagent au moins une partie des illusions qu'entretiennent les agents appointés du capitalisme et leurs alliés "de gauche". Ce ne sont pas des bureaucrates, non, mais ils se conduisent en opportunistes à l'égard de l'opportunisme officiel, ils se posent en réformistes du réformisme déclaré. Et tout cela parce qu'ils veulent avant tout agir !

Ainsi, le vice indécrottable de cette "avant-garde" c'est de ne pas s'attacher d'abord à délimiter intégralement une position de classe complète et de vouloir entraîner de larges couches ouvrières contrôlées par les agents du capitalisme vers des positions intermédiaires entre celles qu'elle voudrait leur voir adopter et celles que leur impriment effectivement les directions "bureaucratiques"; et c'est aussi de croire que ces positions intermédiaires constituent un progrès sur les autres et un pas vers la gauche, alors qu'elles laissent intact (lorsqu' elles ne le renforcent pas !) le lien politique et idéologique qui ligote le prolétariat à la bourgeoisie : la défense des valeurs démocratiques .

Comment les barbaristes font-ils pour ne pas voir qu'à cause de cette attitude " l'avant-garde " elle-même NE VEUT PAS rompre avec le tabou idéologique de "défense de la République" et que, pour cette raison, il est vain de vouloir la mobiliser sur un objectif qui, qu'on le veuille ou non, n'est réel qu'à la condition d'être internationaliste et révolutionnaire ? Mais c'est cette contradiction entre la phrase et le geste qui est la cause, dans cette "avant-garde", du "désarroi" que vous déplorez! Et si, en présence d'un problème brutal, elle manifeste cette confusion qui est "l'attribut de la pensée bourgeoise", n'est-il pas évident que c'est parce qu'elle est, secrétement, fondamentalement, imprégnée de cette pensée ?

Pourquoi donc, semblent penser les barbaristes, ces militants ne sont-ils pas convaincus " qu'un communiste ne peut qu'être pour le soutien inconditionnel des mouvements d'émancipation des peuples coloniaux "? La réponse est pourtant simple. Les principes qu'on a une seule fois mis au rencart ont une façon bien à eux de se venger : ils ne "prennent" plus lorsqu'on se met à les propager, à nouveau. Ceux qui ont lâché l'internationalisme prolétarien au moment où tout le monde mangeait du bôche sont condamnés à prêcher dans le désert s'ils les ressortent alors que tout le monde s'apprête à manger de l'arabe ou, ce qui est encore plus hypocrite, à le laisser dévorer. Les groupes " d'avant-garde" qui ont, au moins une fois, mis une sourdine à leur internationalisme, doivent se résigner aujourd'hui, ou bien à n'être pas pris au sérieux lorsqu'ils l'exhibent derechef, ou, plus sagement, à le remiser pour toujours. Si le courant politique "Socialisme ou Barbarie" peut s'offrir le luxe de " s'étonner" de ce fait, c'est parce que, comme l'agneau de la fable, il a eu la chance de n'être pas encore né au moment de l'orgie nationaliste antifasciste, ce qui présente de plus l'avantage de le dispenser d'une analyse qui, peut-être, mettrait en cause ses propres antécédents.

o

o o

Avec plus de prudence, "Socialisme ou Barbarie",pour expliquer " l'indifférence croissante de la classe ouvrière" à l'égard de la guerre d'Algérie, se borne à invoquer la trahison du P.C.F. et de la S.F.I.O. qui, aux côtés de leurs alliés électoraux du Front Républicain, avaient promis la paix en Afrique du Nord, lors de la consultation générale de 1956, et ont poursuivi la guerre, en l'aggravant, pour le compte de la bourgeoisie capitaliste.

" Nous ne nous proposons ni de justifier, ni même pour l'instant d'expliquer le cours qu'ont suivi les évènements - écrit l'auteur de l'éditorial barbariste - mais seulement de rappeler comment s'est établie la situation qui dure jusqu'à ce jour ... ". Voire. Cette volonté de ne retracer que le " film de la crise algérienne" ne répond pas du tout aux préoccupations initiales de mettre fin à la "confusion idéologique " de " l'avant-garde " (ou tout au moins de la combattre), et la modestie de cette déclaration préalable contraste avec les développements qui suivent, au cours desquels seront prises en considération de grandes questions de principe du mouvement prolétarien, les traditions historiques du mouvement ouvrier français, les caractéristiques de la société coloniale d'Alger, etc etc .....

Pour notre compte nous professons l'opinion qu'on ne peut traiter aucune des questions importantes touchant à la situation politique actuelle et aux rapports de force entre les classes sans se référer à toute la phase historique qui englobe la dégénérescence du mouvement communiste international et la débandade idéologique qui consignera, dans l'histoire du mouvement ouvrier, la seconde et durable union sacrée que lui a fait subir l'opportunisme et la trahison de ses partis.

On peut toujours sourire des gens " qui rabâchent de vieilles histoires ". Pour ne pas vouloir comprendre que l' impuissance actuelle de la classe ouvrière est encore la conséquence de la grande défaite subie il y a quelques trente ans, les barbaristes passent à côté des raisons véritables de l'attitude présente des travailleurs en face de l'Algérie; les explications qu'ils donnent de leur apathie sont à la fois trop générales et trop particulières. Nous avons de bonnes raisons de croire que le choix de cette méthode n'est tout de même pas le résultat du hasard. S'il leur est facile d'admettre que le monopole staliniste sur la classe ouvrière est la cause directe et permanente de tous ses échecs, ils ne peuvent se résigner à reconnaître qu'à côté de la "trahison" du P.C.F. il se perpétue d'autres aspects encore plus tenaces et plus profonds de la grande défaite <u>historique</u> qui fut à l'origine de cette trahison et qu'on ne surmontera pas avant d'avoir vidé complètement l'abcès idéologique qui en résulta dans l'ensemble du mouvement ouvrier et dont la purulence a contaminé l'avant-garde tout autant que la troupe dans l'armée des travailleurs. Vérité trop

désagréable à des spontanéistes, voie trop banale, trop ingrate et trop longue pour ceux qui ont cru ouvrir une "page blanche" de l'histoire du socialisme.

Les raisons invoquées par "Socialisme ou Barbarie" pour expliquer l'actuelle apathie des travailleurs à l'égard de l'Algérie relèvent donc de l'histoire, de la sociologie et des évènements politiques de ces dernières années, c'est-à-dire : l'influence corruptrice de l'idéologie d'une vieille puissance colonialiste sur son propre prolétariat, les obstacles de langue et de moeurs entre les travailleurs d'Afrique du Nord et de la Métropole ainsi que la réprobation que suscite, chez ces derniers, le terrorisme fratricide des deux mouvements rivaux, et enfin la démoralisation des quelques velléités de résistance ouvrière à la guerre par la politique stalinisteste des "pleins pouvoirs" et du front unique avec la S.F.I.O.

Il n'est pas contestable que, dans leur généralité, ces explications sont justes, mais on y chercherait vainement une contribution quelconque à l'esquisse d'une solution future. Il aurait fallu savoir y faire la part des facteurs qui sont tout à fait indépendants de la volonté des militants révolutionnaires et ceux dans lesquels leur responsabilité politique est engagée. S'il s'avère, comme le reconnaissent les barbaristes, que la masse des travailleurs est " de plus en plus indifférente" à la guerre d'Algérie cela veut dire que le rapport des forces est toujours très défavorable au prolétariat puisque ce dernier ne réagit pas à une situation dans laquelle ses intérêts immédaits sont en contraste flagrant avec ceux de la politique bourgeoise. Dans ces conditions, à cette marge extrêmement réduite d'ouvriers qui cherchent leur voie en dehors de l'opportunisme stalinien, que faut-il proposer ? Faut-il leur laisser croire que l'Algérie est un problème tellement "particulier" que cette "avant-garde" qui se propose de les guider dans la voie de classe est amenée à patauger lamentablement, "divisée" et en plein "désarroi "? Ou bien faut-il leur montrer que la crise d'Algérie, comme toute crise en face de laquelle le prolétariat n'a pas la force d'imposer SA solution, doit être intégrée dans les questions classiques qui conditionnent la future reprise de classe : quand et comment le prolétariat rompra-t-il avec les illusions réformistes et démocratiques ? quand et comment retrouvera-t-il sa direction politique authentique ?

Ce que nous savons déjà concernant les conditions

de toute rupture politique entre les masses ouvrières d'un pays impérialiste et les agents de sa propre bourgeoisie, c'est que cette rupture ne peut survenir sans de réelles luttes sociales qui exigent des conditions objectives et subjectives déterminées, c'est-à-dire : d'une part de graves difficultés économiques que le phénomène actuel - quelle que soit son issue : guerre ou "négociation" - est en train, à plus ou moins brève échéance de préparer, de l'autre la formation d'une direction politique prolétarienne puissante, qui ne peut s'ériger que sur la base de tout l'acquis historique du mouvement ouvrier. Eternel retour donc, aux questions du programme et du parti.

Rendons cependant à César ce qui lui revient: il est bien vrai que les conditions spécifiques du mouvement ouvrier en France, qui l'ont sans cesse exposé au retour des influences cocardières, chauvines et militaristes de la bourgeoisie, ont laissé de profondes traces qu'entretinrent les deux dégénérescences successives du mouvement prolétarien et qui ressurgissent avec une brutalité toujours plus grande, à tous les moments de crise de ce capitalisme. Il est bien vrai, aussi, que lors de l'épisode crucial de l'envoi du contingent en Algérie, l'attitude des staliniste refusant de prendre la responsabilité des manifestations hostiles des jeunes, a joué un rôle déterminant qui a permis d'intensifier cette intervention qui, sous couvert de " pacification" a pris les dimensions de véritables opérations militaires. Il n'est pas discutable que c'est lors de ce tournant que fut irrésistiblement donnée l'impulsion à toute la politique ultérieure dont l'évolution n'exclut pas, pour demain, la domination des éléments les plus brutaux de la société capitaliste.

Mais s'en tenir à ces données, fut-ce avec une profusion de détails concernant les obstacles pratiques à la fraternisation entre travailleurs de race différente, c'est cacher ce qu'il importe le plus de mettre en évidence, à savoir que l'actuelle carence du prolétariat français, au moment où sa bourgeoisie traverse une des plus graves crises de son histoire, était déjà incluse dans sa fidélité aux partis qui l'ont entraîné dans la seconde guerre impérialiste et dans son attachement aux conceptions politiques qui la justifiaient. Des "gérants loyaux du capitalisme" et de leurs rivaux " de gauche ", prompts à se prostituer pour l'ombre d'un espoir de gain électoral, pouvait-on attendre autre chose que la "trahison" des promesses faites en

1956 ? On ne peut jamais mesurer la portée d'une trahison opportuniste, à plus forte raison d'un chapelet de trahisons. L'opportunisme se rebiffe toujours contre les conséquences des concessions politiques qu'il a faites, mais il n'arrête ses jérémiades que pour en entreprendre de nouvelles : la mobilisation des ouvriers dans la croisade anti-fasciste n'a servi en définitive qu'à sauver le contenu du fascisme, c'est-à-dire cette tendance à la concentration totalitaire que les démocrates ne découvrent qu'aujourd'hui; la politique staliniste internationale qui, par son intervention conciliatrice à GENEVE, a limité les dégâts de la précédente crise du colonialisme français, a permis à tout l'appareil militaire d'Indochine de se rejeter sur l'Afrique du Nord où il a fait germer le monstrueux militarisme qui, aujourd'hui, glace d'effroi tous les bons démocrates et auquel les Thorez et Duclos s'apprêtent à répondre farouchement .... par une poignée de bulletins de vote au référendum !

La pilule est bien amère, non seulement pour eux mais aussi pour tous ceux qui croient chaque matin que la "reprise" est pour le lendemain. Si ces derniers veulent faire du sérieux et du durable, il ne leur faudra pas se borner à dénoncer les "bureaucrates", à déplorer " la confusion de l'avant-garde" et " l'indifférence de la classe ouvrière"; il leur faudra purger les séquelles de toute une phase historique de dégénérescence et d'abandon.

o

o o

Cette exigence, la suite de l'éditorial de "Socialisme ou Barbarie" nous la confirme. On y a bien retrouvé le principe de l'appui inconditionnel aux mouvements coloniaux pour l'indépendance; mais que faire d'un seul principe en quelque sorte "suspendu dans le vide ", sinon spéculer sur les difficultés de son application et les "conditions originales" qui en sont la cause ? Il nous faut citer tout entier le passage pour que le lecteur puisse percer la subtilité de l'argumentation ... et son néant politique :

" Le colonialisme étant intimement lié au mécanisme
" de l'exploitation capitaliste, le prolétariat ne peut que se
" désolidariser de toute action visant à maintenir la domina-
" tion impérialiste de son propre pays sur un peuple colonisé.
" Toutefois ce dernier argument est encore abstrait en ce sens

" qu'il vaut indépendamment de toute référence à une situation " historique déterminée. Peu importe dans une telle perspec- " tive le caractère particulier du mouvement d'émancipation; " à l'occasion de celui-ci s'affirme ou se réaffirme un prin- " cipe dont la valeur est permanente, celui de l'opposition " irréductible des classes. Or quelle que soit la portée théo- " rique d'un tel problème on peut douter qu'il ait en lui- " même une quelconque efficacité. Il énonce la vérité du prolé- " tariat en termes très généraux, il est vérifié chaque fois " que la lutte des ouvriers conteste radicalement l'ordre " capitaliste, mais il n'introduit pas la compréhension des " liens qui unissent ouvriers métropolitains et colonisés, il " n'établit aucune relation positive entre les actions des " uns et des autres (1).

" L'idée d'un soutien inconditionnel à fournir au " peuple colonisé n'acquiert un contenu positif qu'avec la " reconnaissance explicite de son droit à l'indépendance. Elle " va ainsi au-delà de ce que le léninisme définissait, d'autre " part, comme le défaitisme révolutionnaire. Cette dernière " formule signifie que les ouvriers doivent lutter contre " leur propre bourgeoisie engagée dans un conflit inter-impé- " rialiste et, en précipitant sa défaite, transformer celle-ci " en révolution. Le défaitisme revolutionnaire tel que les " bolchevicks l'ont pratiqué implique au fond une ignorance " délibérée des fins et de la conduite de "l'adversaire". Qu'on " appelle à la fraternisation avec le prolétariat du camp " " ennemi ", qu'on lui suggère un comportement symétrique du " sien propre, bref qu'on manifeste un internationalisme posi- " tif, n'empêchent qu'en dernier ressort le défaitisme révo- " lutionnaire est fondé sur cette idée : le prolétariat doit " se détourner de la guerre et considérer comme son affaire " personnelle la destruction du pouvoir bourgeois dans son " pays, quelles qu'en soient les conséquences.

" Aux sociaux démocrates qui soutenaient qu'une " telle théorie exigeait que les divers prolétariats engagés " dans le conflit agissent de concert, faute de quoi une révo- " lution unilatérale provoquerait la victoire de l'impéria- " lisme ennemi, les bolchevicks répondaient en substance que " les ouvriers n'avaient pas à s'embarrasser de ces considé-

---

(1) C'est nous qui soulignons.

" rations, la tâche était non de choisir tel ou tel camp impé-
" rialiste, mais de se battre sur un terrain de classe dans le
" seul cadre possible, le cadre national.

" Ce qui répond aux conditions de la guerre inter -
" impérialiste ne répond pas de toute évidence à celles de la
" guerre menée contre un peuple colonisé. Dans ce dernier cas
" la cause de "l'adversaire" ne peut manquer d'être considérée
" en elle-même et jugée légitime. Il est donc très étonnant
" que des militants d'avant-garde, confrontés au conflit al-
" gérien s'arrêtent en fait à une position voisine du défaitis-
" me révolutionnaire. Soutiennent-ils la thèse de l'indépen-
" dance, ils se bornent à expliquer que la désagrégation de sa
" puissance coloniale affaiblit l'impérialisme français, dé-
" chaîne des conflits au sein de la bourgeoisie et crée une
" situation politique favorable à la lutte prolétarienne .
" Thèse, au reste, fort contestable, inspirée par la tradition
" plutôt que par l'observation de la réalité. Peu importe qu'
" elle soit ou non exacte : le communiste se situe alors en
" regard du mouvement d'émancipation dans une perspective ana-
" logue à celle du bourgeois libéral. L'un parle des intérêts
" bien compris de la France, l'autre des intérêts bien compris
" du prolétariat; mais tous deux donnent la justification de
" l'indépendance sur des considérations extrinsèques (1)."

Il semble clair, après ce long passage, que pour les barbaristes, l'intérêt de la révolution algérienne se situe essentiellement en elle-même,et que toute tentative de l'examiner sous l'angle de la perspective internationale du prolétariat, ou bien est vaine, fondée sur des traditions mais infirmée par la réalité , ou bien aboutit à une vision étroite des intérêts ouvriers dans la métropole.

Que la cause de la révolution algérienne soit légitime, irons-nous le contester, alors que nous nous évertuons à montrer que tous ses précédents asiatiques étaient l'expression d'un phénomène identique de profonde crise sociale ? Mais ce qui, par contre, est inacceptable c'est de raisonner comme s'il n'existait pas d'autre alternative que de célébrer la révolution algé-

---

(1) - souligné par nous.

rienne en "elle-même", sans poser la question de sa portée et de sa place dans le mouvement prolétarien international, ou de tomber dans " une perspective analogue à celle du bourgeois libéral".

En réalité ce que les barbaristes visent en ces termes ce n'est pas tant l'opportunisme dont font preuve les prétendus marxistes de "l'avant-garde" que le classicisme politique et l'orthodoxie doctrinale dont ces derniers se réclament ... bien à tort, mais pas pour les raisons que leur oppose Socialisme ou Barbarie. Les barbaristes aussi en prennent à leur aise avec principes et tactiques tels qu'ils figurent chez MARX et LENINE, et c'est pour cette raison qu'avant d'examiner leurs arguments sur l'Algérie, il faut essayer de tirer au clair cette question du défaitisme révolutionnaire qui leur reste sur les bras comme une arme vénérable mais inutile. Ce mot d'ordre, ils semblent en effet le concevoir comme une expression tactique unique, correspondant à une situation et à une perspective historique déterminée au-delà desquelles il faudrait l'assortir de tactiques nouvelles, de points d'application différents de la propagande et de l'action prolétarienne, comme, par exemple, la "valeur intrinsèque " d'une révolution nationale-coloniale en tant que justification exclusive de l'appui que doit lui apporter la classe ouvrière.

Justifier un tel point de vue n'est évidemment possible qu'en amputant " a posteriori " le défaitisme révolutionnaire de son élément fondamental : son caractère de stratégie internationale pour toute la phase impérialiste du capitalisme. Les barbaristes n'hésitent pas à le faire, affirmant que les bolchevicks, lors de la généralisation de ce mot d'ordre, se souciaient peu de ses répercussions hors des frontières russes. Pour " valoriser " leurs " découvertes " théoriques ils emploient toujours le même procédé qui consiste à amoindrir les formulations classiques, à leur découvrir des limites qui n'existent que dans leur propre imagination.

Ici, l'opération résulte d'une confusion simpliste entre les arguments de propagande et les éléments de stratégie. Il est bien entendu que les uns ne s'opposent pas aux autres, à l'encontre de ce qui se produit dans la falsification staliniste et post-staliniste qui veut dissimuler ses contradictions sous la référence à la "dialectique", mais on ne peut toutefois étudier sérieusement la stratégie de la Troisième Internationale au travers de ses expressions propagandistes qui n'en développent

qu'une vue très générale, une vue de principe. Ainsi, la réponse des bolchevicks aux sociaux-démocrates qu'on nous cite est en accord rigoureux avec les principes : tout prolétariat doit d'abord vaincre sa propre bourgeoisie; elle n'est que la transposition de la formule fondamentale du "Manifeste" qu'on aura toujours à défendre contre les vagues opportunistes successives : les prolétaires n'ont pas de patrie, on ne peut donc la leur ravir. Mais il faut avoir l'esprit singulièrement retord pour en déduire que la stratégie du défaitisme révolutionnaire s'enferme dans un cadre national. La justification idéologique à laquelle se réfèrent les barbaristes implique au contraire tout l'opposé de cette limitation car elle affirme un principe qui est la première condition de toute stratégie vraiment internationaliste du prolétariat.

Il est donc faux que le mot d'ordre de LENINE ait été une création politique de circonstance, déterminée par une perspective immédiate, comme il est faux que les bolchevicks soient demeurés indifférents à sa portée internationale. En réalité ils ne visaient pas seulement la victoire révolutionnaire en Russie mais la liaient à la réussite du même objectif, du même mot d'ordre de l'autre côté de la ligne de feu, dans cette Allemagne dont le puissant prolétariat, donnant à son tour l'assaut à sa propre bourgeoisie, devait garantir les voies du socialisme en Russie. Faut-il être intoxiqué par la manie de la "découverte" pour ne pas voir que cette thèse du défaitisme révolutionnaire dans le seul cadre national russe sonne comme un écho désagréable de la propagande chauvine selon laquelle (et un grand magazine a eu le front, l'année dernière, de reprendre à son compte cette fable ridicule) LENINE était le complice de l'Etat-Major allemand !

Pour être juste on peut parler d'une certaine " spécificité" du mot d'ordre en cause, mais elle ne concerne que l' ordre chronologique des situations dans l'évolution d'un rapport de force. Autrement dit, parce que la guerre impérialiste était déjà déchaînée lorsque s'opéra le redressement du mouvement prolétarien trahi par la Seconde Internationale, il fallait transformer cette guerre d'impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Mais lors de la prochaine reprise de classe si, comme nous pouvons l'espérer, ce redressement s'effectue avant l'éclatement du troisième conflit mondial, c'est au moment où se précisera la grande crise sociale, prémisse d'un nouveau carnage impérialiste, que le prolétariat devra " le prendre de vitesse", c'est-à-

dire s'élancer à l'assaut du pouvoir avant le départ des premiers missiles destinés à semer la mort et à entraîner l'humanité dans une nouvelle et plus terrible " der des der ". Mais qu'il s'agisse de transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire ou de la devancer par le déclanchement de la guerre des classes, le principe est toujours le même et c'est proprement celui du défaitisme révolutionnaire. De la période noire où LENINE à peu près seul dans la gauche de Zimmerwald, le défendait contre l'hystérie patriotique des uns et la pusillanimité des autres, jusqu'à la brillante phase de son application massive dans la vague irrésistible de la révolution russe, il se développe dans une absolue rigueur de théorie et de programme. Entre les deux situations une seule chose différait : le rapport de force entre les classes.

De même pour son application à l'appui aux mouvements d'indépendance nationale des pays assujettis par l'impérialisme. C'est bien évident que les "conditions n'y sont pas identiques" à celles du premier conflit mondial. Mais en quoi en diffèrent-elles ? Il ne serait pas sérieux de parler, dans la situation présente de total recul prolétarien, de prise de pouvoir et de révolution internationale. Mais même pour pouvoir théoriquement définir ce que le prolétariat pourrait apporter aux révolutions anti-impérialistes s'il venait à sortir de l'ornière conformiste actuelle, il faut poser la continuité de principe de son attitude de classe en face d'elles, à tous ses degrés et depuis la solidarité effective jusqu'à leur intégration dans une perspective révolutionnaire internationale.

Jusqu'à la guerre de 1914, LENINE mettait au premier plan des préoccupations de la social-démocratie internationale la sauvegarde de l'unité des prolétariats de tous les pays dans la liquidation des questions nationales " en suspens ". Il exigeait du parti socialiste du pays oppresseur de nationalités qu'il se désolidarisât effectivement de sa propre bourgeoisie (et dans ce but il fit figurer dans le programme du parti russe le droit à la séparation pour la Pologne). Ceci, afin de ne pas désarmer le prolétariat du pays opprimé en face de sa bourgeoisie nationale, aux côtés de laquelle il était contraint de lutter pour l'objectif d'indépendance. Le capitalisme était encore dans sa phase idyllique de relative paix internationale : il ne pouvait être question de parler de défaitisme révolutionnaire. Plus tard, en 1915, le même LENINE, dénonçant les mots d'ordre patriotiques de la guerre impérialiste, y opposait les guerres " justes " que les socialis-

tes auraient le devoir de soutenir : les guerres d'indépendance nationale des peuples assujettis par les grandes puissances capitalistes européennes. Enfin, en 1920, quand la révolution internationale est à l'ordre du jour, il préconise, avec toute l'I.C., la stratégie qui doit grouper en un faisceau unique contre l'Impérialisme, la lutte sociale et politique des travailleurs des métropoles capitalistes avec les mouvements révolutionnaires nationaux dans les colonies.

L'erreur des barbaristes est d'opposer implicitement toutes ces attitudes entre elles et de considérer, en substance, que la première ne correspond plus à rien, sinon à développer chez les ouvriers une "optique analogue à celle du libéral bourgeois ", que la seconde puise son principal argument, non pas dans les buts de classe du prolétariat métropolitain, mais dans la seule " valeur intrinsèque " de la révolution coloniale, et enfin d'ignorer complètement la troisième .

Or, il est inutile de parler de socialisme et de prolétariat si on n'a pas une vue claire de sa stratégie "maximun". Nous savons bien que dans la phase historique actuelle il ne peut y avoir d'autre stratégie révolutionnaire que celle du type " Premier Congrès de l'I.C." et que la question des révolutions nationales et coloniales ne peut être posée en d'autres termes que ceux de 1920. Mais nous ne pouvons ignorer que tout un processus de tension des contrastes de classe, toute une succession de luttes partielles nous séparent encore, pour de longues années, des points culminants où cette stratégie pourra devenir effective. Le nouveau cours révolutionnaire ne s'ouvrira pas par le coup de tonnerre d'une attaque générale et simultanée de toutes les classes exploitées et opprimées contre l'impérialisme. Il débutera par de premières et frustes manifestations, au cours desquelles les masses ouvrières, alors directement touchées par les conséquences des révolutions nationales en zones "arriérées", reprendront les objectifs élèmentaires de désolidarisation avec leur propre bourgeoisie et déclancheront en ces occasions des mouvements qui seront d'une importance déterminante, indépendamment de la valeur intrinsèque des révoltes auxquels ils apporteront leur solidarité matérielle. C'est pourquoi on ne peut poser la question de l'appui aux mouvements révolutionnaires anti-colonialistes exclusivement en fonction du degré de radicalisme particulier à chacun d'eux. On ne peut l'envisager que sous l'angle de leur portée générale et du point de vue du prolétariat dans son aspect historique et international.

Si au moment de la révolution égyptienne, par exemple, le prolétariat anglais avait rompu le lien idéologique avec sa propre bourgeoisie, en prenant fait et cause pour les fellahs, cet évènement n'aurait-il pas eu une portée capitale, même si la révolution de NASSER, "intrinséquement", n'est qu'une révolution de palais ?

Le paradoxe de la situation actuelle c'est que la lutte de classe somnole dans les grandes métropoles des pays impérialistes - pour ne pas dire qu'elle est inexistante - tandis que le monde des peuples de couleur est secoué par de profondes convulsions révolutionnaires .... Et, à cause de la carence du prolétariat blanc, la jonction des deux séries de mouvements est impossible; ce qui constitue, pour nos amis barbaristes, une source de perplexité mais aussi une excellente occasion de théoriser une situation "originale ".

Tout révisionnisme est ainsi contraint de minimiser et de limiter dans le temps des principes qui sont valables pour toute l'histoire du prolétariat. Il agit comme si le rapport des forces n'était pas simplement une condition d'application des principes, mais en déterminait la valeur. Comme il est lui-même l'expression d'un rapport de force négatif, le produit d'une défaite historique, il déclare que les principes fondamentaux du prolétariat ne " correspondent plus " aux situations "nouvelles", il veut les aménager en conséquence ou en trouver de nouveaux. On comprendra mieux les raisons pour lesquelles les barbaristes procèdent ainsi à l'égard du défaitisme révolutionnaire lorsqu'on saura que, dans le passé et à propos d'un problème bien plus grave que celui des révolutions nationales - coloniales, ils l'ont une première fois trouvé "caduc". C'était en faisant un court bilan de la politique suivie par les groupes " d'avant-garde " au cours de la dernière guerre, et dont ils pensaient, en substance, qu'ils n'avaient pas su saisir de prétendues occasions de redressement de la situation en faveur de la classe ouvrière. Devant cette évidence que la tactique de Lénine en 1917 s'y était révélée inapplicable, ils tiraient cette conclusion curieuse qu'il aurait fallu lui substituer une autre forme d'action dont la base aurait bien pu être l'action menée par les partisans contre les troupes d'occupation allemande. Autrement dit - et c'est une thèse que les barbaristes se promettaient bien, alors, de mettre à profit dans le troisième conflit mondial qu'ils croyaient proche - puisque la fraternisation prolétarienne était impossible, il fallait tendre

à "utiliser" le maquis à des fins révolutionnaires et de classe(1)

---

(1).- Rappelons, pour le lecteur qui n'a pas fait de la série de publications de Socialisme ou Barbarie sa bibliothèque de chevet, que ce groupe, au cours des années 49-50, a développé la théorie suivante: les ressources de la technique moderne, dans le domaine de l'armement individuel comme dans celui de l'adaptation aux nouvelles(!) formes de combat (guerilla, corps francs, commandos, etc..) confèrent au combattant de grandes possibilités d'initiative et de liberté de mouvement. Familiarisés avec cette technique, les prolétaires devenus partisans par le fait de l'existence d'une résistance armée aux troupes d'occupation, peuvent former le noyau d'une force militaire susceptible de poursuivre, non plus la stratégie de l'un des belligérants, mais leur propre but de classe.

En somme, de même que S.B. fonde sur le haut niveau de connaissance technique de l'ouvrier moderne son aptitude à "prendre conscience" du rôle historique échu à la classe sociale à laquelle il appartient, de même la théorie barbariste du "partisanat" fondait sur la connaissance des armes actuelles et sur les formes typiques de lutte remises à la mode par l'occupation massive des territoires et les réactions qu'elle suscite, une aptitude à agir de façon autonome et à s'organiser dans un but de classe.

Aujourd'hui les chefs militaires bourgeois sont eux-mêmes obnubilés par ce "miracle" de la guerre révolutionnaire. Ils rêvent, en pillant Mao-Tsé-Tung ou Ho-Chi-Minh, de battre le F.L.N. "sur son propre terrain". Ils oublient simplement que la valeur des méthodes de lutte armée des révolutions asiatiques réside essentiellement en ce qu'elles sont au service de révolutions sociales. Nos barbaristes aussi croyaient aux vertus d'une révolution... dans l'armement et dans les méthodes de combat pour faire naître la révolution sociale. Si on doit reconnaître l'importance de ces éléments techniques dans la phase armée de la révolution (Lénine lui-même y a insisté) il ne faut pas oublier qu'ils ne constituent toutefois qu'un <u>facteur</u>, produit du capitalisme comme tous les autres éléments de la révolution prolétarienne, mais ne peuvent suppléer à l'absence d'une <u>situation révolutionnaire</u> et d'une <u>direction politique</u>. Les faits d'ailleurs ont prouvé que lorsque ces deux conditions font défaut, comme dans la période de la plus grande intensité de la lutte partisane, et encore au moment où S.B. "théorisait" le "troisième front", le lien politique et idéologique qui rivait les maquisards à la sauvegarde des valeurs bourgeoises était autrement efficace que les moyens classiques de discipline " qui font la force principale des armées". Le lecteur nous dispensera d'autre part, de citer un exemple tout récent de la possibilité de greffer une idéologie sur des formations militaires particulièrement dotées de moyens "autonomes" d'action, mais sur la psychologie desquelles aucun doute n'existe quant à sa nature sociale.

Voilà où conduit la méthode des principes ... " à éclipse " : d'une façon générale on veut bien se réclamer du défaitisme révolutionnaire mais lorsque les ouvriers n'ont pas la force ou la possibilité de l'appliquer, comme au cours de la seconde guerre mondiale, il faut essayer de les conduire à leur lutte propre par des moyens détournés, c'est-à-dire en voulant canaliser dans une voie prolétarienne et révolutionnaire des phénomènes politiques et militaires qui n'étaient que la mobilisation, au profit des Alliés, des réfractaires aux exigences de l'occupant allemand et de ceux qu'il menaçait ou persécutait. On se demande comment il est possible, surtout après coup, de soutenir que le maquis pouvait être "autre chose" que la participation à la guerre impérialiste. Va pour ceux qui sont morts sur cette illusion, mais les vivants ! ... Il est vrai que, comme tout enfer, celui de la politique opportuniste est pavé des meilleures intentions.

o

o o

Pour qui ne soupçonne pas ces causes lointaines et cachées de la déférente mais effective "stérilisation" du défaitisme révolutionnaire par les barbaristes, leur position sur la révolution algérienne et le mouvement prolétarien peut apparaître invraisemblable. "L'idée d'un soutien inconditionnel de l'indépendance .... va au-delà - disent-ils - de ce que LENINE défendait comme défaitisme révolutionnaire ". Quiconque a lu tant soit peu le restaurateur du marxisme authentique ne peut ignorer qu'il fut un des très rares, sinon le seul, des chefs prolétariens de sa génération politique à savoir donner son contenu révolutionnaire à la revendication d'indépendance nationale des peuples assujettis : le droit à la libre disposition, que les beaux esprits de la social-démocratie taisaient pudiquement acceptant en principe la lutte contre l'oppression des nationalistes mais la refusant en fait.

Mais ce contenu était un contenu de révolution bourgeoise, c'est-à-dire qui ne pouvait dépasser, dans son cadre initial, les formes extrêmes et les plus radicales d'une structure capitaliste. Alors que le mot d'ordre du défaitisme révolutionnaire est un mot d'ordre de révolution prolétarienne, c'est-à-dire le mot d'ordre le plus élevé, celui qui a trait à la revendication historique intégrale du prolétariat : le socialisme. Le sachant, comment peut-on soutenir que l'appui à un mouvement d'in-

dépendance nationale - à un mouvement capitaliste, progressif sans doute en zone arriérée, mais encore bourgeois - " va au-delà " du cri de guerre pour l'assaut mondial au capitalisme ?

Bien entendu, pour les barbaristes, il n'existe pas de conditions fondamentales qui "classent" les révolutions et, à propos de l'Algérie, ils invoqueront la "spécificité" du problème : " Cette situation paradoxale (la con usion idéologique de " l'avant-garde") tient sans doute, pour une part,au caractère singulier (souligné par nous) de la lutte algérienne et de la société dans laquelle elle se développe ". Dans tout cela la seule chose " singulière " c'est de voir un courant politique qui se réclame de la révolution prolétarienne, théoriser l'appui de la classe ouvrière à un mouvement d'indépendance nationale, non pas en fonction des buts historiques du prolétariat, classe universelle, mais essentiellement en fonction des intérêts du conglomérat social qui lutte dans ce mouvement. Quelque esprit mal intentionné y verrait comme un relent de la théorie du "socialisme en un seul pays ".

L'explosion des contradictions sociales qu'entraîne la destruction des formes primitives au contact du mercantilisme capitaliste, la xénophobie raciale se greffant sur la haine engendrée par la misère sociale, la poussée impétueuse des forces productives dialectiquement développées par l'impérialisme blanc, leur choc contre toute superstructure politique existante, la folie vengeresse des opprimés de couleur contre toutes les hiérarchies, castes et couches bourgeoises soudoyées et corrompues par le colonialisme, voilà qui figure intégralement chez LENINE qui n'a eu qu'à s'inspirer de MARX, lequel, il y aura bientôt un siècle, en a tracé un processus-type à propos de l'Inde occupée par les Anglais. Est-ce donc cela qui est "singulier " ?

En réalité les barbaristes, en bons subjectivistes qui s'ignorent, ont été frappés par l'ampleur, la force et la cohérence de la révolution algérienne. Sans vouloir leur faire injure, n'est-ce pas un réflexe propre à la "pensée bourgeoise" de ne prendre en considération un mouvement social qu'au moment où il devient "rentable", c'est-à-dire susceptible de résultats positifs ? N'importe quel " esprit éclairé " sait reconnaître aujourd'hui la puissance du réveil national en Asie et en Afrique. Autre chose est, cependant, de savoir démasquer la supercherie de l'étiquette "communiste" dont, bien souvent, on l'affuble. Et plus rare encore est la compréhension des véritables causes de

sa limitation au seul cadre économique et social du capitalisme.

Nous expliquons ce fait, non par la " singularité " de ces révolutions, mais par le rapport de force social existant aujourd'hui à l'échelle mondiale. Si la poussée irrésistible des peuples de couleur a fait de larges brèches dans le dispositif militaire et politique de l'Impérialisme c'est sans doute comme conséquence d'une contradiction interne du capitalisme, mais non pas la contradiction fondamentale entre prolétariat et bourgeoisie dans les grands pays de forte concentration industrielle, seulement celle qui oppose entre eux les impérialismes rivaux et dont l'explosion a déclanché la seconde guerre mondiale. Au cours de ce phénomène historique le prolétariat occidental n'a joué qu'un rôle passif, en ce sens que c'est par crainte de ses réactions, mais non pas sous l'effet de ses menaces, que la plupart des bourgeoisies colonialistes ont hésité à employer les grands moyens de la "reconquête" des territoires perdus Outremer: les capitalistes sont quelquefois plus conscients que les prolétaires des dangers que ces derniers peuvent leur faire courir. Il a fallu que se rencontre l'inextricable situation française, où l'insigne faiblesse du prolétariat a été confirmée par toutes les garanties de non-belligérance sociale prodiguées par l'opportunisme staliniste et par ses complices, pour que la bourgeoisie " la plus bête du monde " se laisse contraindre à envisager, sous la direction de son aile la plus résolue mais la plus bornée, ce " jusqu'au-boutisme " qui heurte de front le mouvement de l'histoire.

L' "originalité" du cas algérien, si originalité il y avait, résiderait donc dans l'invraisemblable raidissement de la bourgeoisie française en face de la révolution algérienne, plutôt que dans les caractéristiques radicales de celle-ci qui, indubitablement, fascinent les barbaristes. Le caractère colonial et racial de l'exploitation économique des masses indigènes, la convergence sur l'objectif d'indépendance nationale d'intérêts divers appelés à se différencier ensuite, la présence d'un facteur semi-prolétarien dans les campagnes, la dynamique générale du mouvement qui, demain, peut transmettre de son énergie à une autre révolution, tous ces éléments éminemment suggestifs sont, certes, à prendre en considération. Mais ils ne devraient surprendre ou émerveiller que les analphabètes politiques qui hantent les salles de rédaction et les cercles électoraux des milieux démocratiques et petit-bourgeois. Si nous voulions polémiquer avec les barbaristes il nous serait facile d'ironiser sur le tournant

qu'ils ont accompli. Jusqu'à ce jour ils sous-estimaient, ou même condamnaient les révolutions nationales parce qu'elles portent au pouvoir la fameuse "nouvelle classe exploiteuse". Aujourd'hui ils stigmatisent " le simplisme borné " des gens qui, "sous prétexte que demain s'instaurera un capitalisme indigène ", ignorent " qu'un bouleversement social d'une extraordinaire ampleur s'effectue sous nos yeux, que les masses, hier encore apparemment écrasées, annihilées sous l'oppression, tentent de prendre leur sort entre leurs mains, découvrent un immense pouvoir, transforment leur vision du monde et se frayent une voie historique nouvelle ". A la bonne heure ! Voilà reconnu le rôle révolutionnaire du capitalisme en aire arriérée (Et, s'il vous plait, de cette forme particulièrement haïe des barbaristes : le capitalisme soit-disant " bureaucratique " (1). Hélas, ce lyrisme est gratuit et ne signifie nullement le retour à LENINE : ce dernier ne s'intéressait à de telles révolutions qu'en fonction de la perspective de la lutte internationale du prolétariat contre le capitalisme; les barbaristes pensent que le dernier mot de la politique révolutionnaire c'est de les révérer " en soi " !

Une vision plus large et plus assurée montrerait que les problèmes qui se posent à la révolution algérienne ne diffèrent pas sensiblement, quant à leur nature, de ceux que leurs ainées d'Asie ont eu à affronter, ou, plus exactement, que ce qui les en différencie ce ne sont pas les caractères de ces mouvements mais la situation des forces, l'attitude de l'adversaire colonialiste. Et c'est pourquoi son aspect politique crucial rejaillit sur le prolétariat français qui, objectivement suit sa propre bourgeoisie. Cette sourde solidarité de classe n'est pas un fait isolé dans l'actuelle crise générale du colonialisme mais elle prend ici une ampleur bien plus lourde de conséquences que dans les cas précédents : Inde, Indonésie,dans lesquels on a vu les puissances dominatrices concéder la souveraineté nationale à leurs ex-colonies sans subir de sérieux préjudices internes. Dans le cas algérien, par contre, la bourgeoisie française, pour des raisons bien connues, s'accroche à ce morceau de terre africaine et place ainsi le prolétariat français devant une grande responsabilité historique sous la forme du dilemme

---

(1) - " De quelle manière fusionneront - ou ont déjà fusionné - les éléments bourgeois traditionnels et les nouveaux cadres (militaires et "bureaucratiquez") nous l'ignorons, mais il est hautement vraisemblable que ces derniers constitueront l'élément moteur du nouveau régime ... "(SOCIALISME OU BARBARIE n°24, éditorial p. 13).

suivant : appui inconditionné à la révolution algérienne ou solidarité effective avec la répression colonialiste. Le drame de cette alternative, qui ne peut se dissimuler sous aucune argutie, consiste en ce que le prolétariat - même si une partie seulement de son "avant-garde" en prend conscience - doit opter entre un combat pour lequel il n'a plus ni force, ni organisation, ni cohésion interne, et une complicité sociale encore plus ignominieuse que celle perpétrée lors de la seconde guerre impérialiste parce que, sur la signification de la guerre d'Algérie, et même aux yeux du moins averti des travailleurs, aucun doute ne peut plus subsister.

Ainsi, non seulement dans la plus orthodoxe acception du marxisme et dans la vraie tradition révolutionnaire du socialisme, c'est le rôle du prolétariat des pays capitalistes développés qui est déterminant pour l'issue, l'ampleur et la portée des révolutions nationales des peuples assujettis, mais encore, dans le cas précis de l'Algérie, c'est toujours l'attitude des ouvriers de la métropole qui décide, pour de longues années de ce que seront les mouvements anti-impérialistes en Afrique.

Les barbaristes croyaient peut-être en la vertu du radicalisme de la révolution algérienne pour tirer les travailleurs français de leur torpeur sociale ? C'est au contraire la crise politique déclanchée par cette révolution qui prend ces derniers au dépourvu et les trouve plus désarmés que jamais. Aussi les barbaristes ont-ils dû, en toute hâte, dès le numéro suivant de leur revue se détourner de la "valeur intrinsèque" de la révolution algérienne pour se préoccuper de la façon dont les travailleurs allaient réagir à la "menace fasciste". Problème qui, à leurs yeux, se pose " en termes nouveaux " (on s'en serait douté) et en face duquel leur grande ressource demeure .... l'improvisation : " ... la tâche de forger de nouveaux organes de classe, effectivement autonomes ... " (1).

Rien ne pouvait mieux montrer la vanité des spéculations que nous avons critiquées : la seule chose que des révolutionnaires peuvent aujourd'hui garder d' "autonome" c'est le PROGRAMME politique. Toute la dissertation des barbaristes

---

(1) SOCIALISME OU BARBARIE n° 25 juillet-août 1958, page 40.

sur la révolution algérienne n'en était que la négation. Ils avaient découvert la " spécificité " de cette révolution et cette vision devait bouleverser toutes les données du problème; il leur faut maintenant revenir au prolétariat de la métropole, dont on voit mal comment, n'ayant eu qu'une optique " bourgeoise et nationale " de la crise d'Afrique du Nord et, de plus, ne disposant, en dehors des partis traîtres à la classe ouvrière, que d'une "avant-garde" divisée et en "plein désarroi", il pourra se constituer des organismes de défense "autonomes".

Notre ambition était plus modeste et elle le demeure. Cette cascade d'indépendances nationales, complètes ou larvées, radicales ou entâchées de compromission, nous ne savons pas jusqu'où elle pourra se développer avant que soit possible la jonction des mouvements qu'elle suscite avec la reprise de la lutte de classe du prolétariat des grands pays capitalistes. Mais ce dont nous sommes sûrs c'est qu'au moment où les conditions en seront mûres, seul ce prolétariat des métropoles sera capable de les intégrer dans un objectif international pour le socialisme et seul le programme authentique de MARX et LENINE pourra constituer la garantie de leur dépassement du cadre initial de revendication nationale et bourgeoise .

Avant d'en terminer avec les barbaristes et l'Algérie, relevons à leur charge deux exemples d'incompréhension politique et de déformation systématique des positions qu'ils critiquent, qui constituent peut-être deux cas qui illustrent le mieux leur confusion générale.

Pour justifier la primauté qu'ils accordent à la révolution algérienne " en elle-même ", ils l'opposaient à la démagogie à double usage des staliniste qui, d'un côté, font valoir, au nom d'un intérêt national " bien compris ", la nécessité de reconnaître la " personnalité de la nation algérienne ", et de l'autre, agitent devant les ouvriers la menace des privations et aggravations de leur niveau de vie que fait peser sur eux la continuation de la coûteuse entreprise d'Afrique du Nord. On comprend sans peine que cette position est dictée par le louable souci de porter le problème sur son plan politique plus élevé : la solidarité de classe et non la surenchère sur la perte des " avantages acquis ". Sans nous arrêter sur le fait que les barbaristes ne sont pas absolument étrangers au succès possible de cette démagogie (n'ont-ils pas, en effet, chanté les louanges de " Tribune Ouvrière Renault " qui repre-

nait de tels arguments, bien conformes à sa myopie politique) il nous faut constater cependant que la confusion de la terminologie barbariste exprime en fait une confusion dans les idées. Pour ces militants, ouvriers et prolétaires sont des mots synonymes. On doit au contraire établir entre eux une notable différence et refuser de parler de prolétariat à propos de cette masse amorphe et divisée que l'emprise opportuniste a conduite à abdiquer, au profit d'éphémères et trompeurs "avantages" économiques tout sentiment de solidarité prolétarienne et toute notion élémentaire de classe. On ne peut donc honnêtement, au sujet de la position qui consiste à lier l'appui à la révolution algérienne à la défense des hauts salaires, parler d'intérêt national - bien ou mal compris - du prolétariat. Le prolétariat c'est autre chose que l'aristocratie ouvrière des entreprises-pilotes de la grosse métallurgie. C'est la masse entière de la classe ouvrière lorsqu'elle lutte sur un plan unitaire et collectif, lorsqu'elle affirme, même au travers de ses revendications immédiates, un but historique et révolutionnaire, ce qui ne peut se faire sans l'aide du parti et du programme de classe. Ici nous ne relevons pas seulement la classique aberration des spontanéistes, de ceux qui croient à la " conscience de classe " infuse, mais nous avons affaire à un raisonnement retord qui identifie la grande masse suiveuse au prolétariat pour pouvoir conclure que ce dernier n'a pas de rôle déterminant à jouer à l'égard d'une révolution anti-impérialiste.

La seconde confusion est un nouvel exemple de la méthode déjà relevée plus haut qui consiste à émasculer une position classique pour justifier la révision qu'on veut en faire. C'est le trotkysme qui, cette fois, en fait les frais; mais derrière lui c'est toujours l'orthodoxie marxiste qui en prend un sérieux coup : " Dans tous les cas où l'impérialisme a dû céder et reconnaître son indépendance à un pays qu'il dominait - écrivent les barbaristes - s'est institué un système de classe qui tend à se modeler soit sur le capitalisme de type occidental soit sur le capitalisme de type bureaucratique. Cette expérience engendre un scepticisme à l'endroit des mouvements d'émancipation qui n'existait pas autrefois. De fait, les militants révolutionnaires ont longtemps vécu dans l'illusion (dont la mise en forme rationnelle se trouve dans la théorie trotkyste de la révolution permanente) que la bourgeoisie indigène d'un pays colonisé était incapable de soutenir une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et de satisfaire les revendications nationales démocratiques auxquelles son destin était apparemment lié .

Nous ne pouvons considérer ici toutes les illusions dans lesquelles ont vécu et vivent encore les barbaristes, mais en ce qui concerne celles des trotskystes nous savons en quoi elles consistent. Avant de devenir l'amalgame démocratico-stalinist qu'il est aujourd'hui, le trotskysme fut toujours " en retard d'une phase " sur les évènements politiques, défendant comme socialiste l'infrastructure économique russe alors que le pouvoir politique y avait depuis longtemps perdu le caractère prolétarien qui, seul, garantissait la marche de ce pays vers le socialisme. De cette grande erreur de TROTSKY il est resté chez ses épigones une sorte d'empreinte qui, d'innombrables marchandages de principe aidant, a laissé une sorte de scolastique politique qui répète inlassablement et fastidieusement la même ressource : appliquer en tous temps et en tous lieux, sans considération des pays et des situations politiques, les mêmes mots d'ordre transitoires qui firent le succès des bolchevicks et que, depuis trente ans, les trotkystes condensent dans la miraculeuse formule du " gouvernement ouvrier-paysan ".

Il n'en demeure pas moins que la "révolution permanente " - au sens de Marx repris par Trotsky - est toujours fondamentale du vrai marxisme et que l'incapacité des bourgeoisies indigènes de lutter pour leur propre revendication de classe n'est nullement, dans la phase impérialiste, une "illusion".Mais pour que cette incapacité soit totale et permette au prolétariat d'intervenir, pour son propre compte et sur son programme de classe, au sein d'un mouvement initialement national et démocratique, il faut des circonstances historiques déterminées. Elles se vérifièrent au moins une fois, au cours de la révolution russe d'Octobre I7 et dans le cadre de l'Impérialisme à cette époque. La bourgeoisie russe, liée au capitalisme occidental comme l'étaient jusqu'à hier à l'Impérialisme européen les bourgeoisies d'Orient, ne pouvait prendre en mains les destinées de la révolution anti-féodale : ellesavait que dans les conditions existantes, et en présence d'un prolétariat menaçant, toute révolution, même démocratique-bourgeoise, lui aurait été fatale. Cette solidarité de toutes les classes dirigeantes - capitalistes d'occident, bourgeois et propriétaires fonciers russes - reposait sur l'équilibre existant entre les puissances impérialistes . La première guerre mondiale lui fut une fois fatale; permettant l'irruption de la révolution d'Octobre, impulsant le mouvement révolutionnaire d'Orient, ouvrant la perspective de son unification avec la lutte du prolétariat d'Europe. Ce mouvement de révolte des peuples de couleur fut stoppé

par la dégénérescence de la révolution russe et la défaite du prolétariat européen. Il a repris sa lancée, mais sans l'appui de ce dernier, grâce aux séquelles de la seconde guerre mondiale qui a ruiné les plus riches des grandes puissances colonisatrices. Si, au sein de l'actuelle vague révolutionnaire nationale d'Orient des facteurs nationaux - donc virtuellement bourgeois - peuvent effectivement lutter contre l'Impérialisme, c'est sans doute grâce à cette situation de fait qui leur laisse de grandes possibilités de manoeuvre, mais c'est surtout parce qu'ils ne craignent pas le prolétariat mondial, divisé, affaibli et que l'opportunisme stalinien a livré, pieds et poings liés, à toutes les bourgeoisies du monde, dominantes ou dominées, oppresseuses ou révolutionnaires. Tant que le prolétariat d'Europe ne rompra pas son lien d'union sacrée avec sa bourgeoisie au coeur des centres vitaux de l'Impérialisme, les Mao et les Nasser savent bien n'avoir rien à craindre des masses exploitées qu'ils dirigent.

C'est pourquoi la grave erreur des trotkystes consiste à agir à l'égard des révolutions nationales-coloniales comme si cette rupture était en cours, comme si la stratégie générale, mondiale, appartenait à la classe prolétarienne et non à la classe bourgeoise, quelle que soit l'âpreté avec laquelle cette dernière règle ses propres comptes internes et justement parce que cette âpreté suppose la division, l'impuissance, la non-manifestation du prolétariat.

Nous savons bien, d'autre part, que la faute des trotkystes ne se borne pas au terrain "tactique". Non seulement la position qu'ils préconisent ne répond pas du tout au rapport des forces, mais ils la dépouillent de toutes ses garanties essentielles, notamment l'autonomie organique et politique du parti de classe au sein des mouvements nationaux. Cependant, ce qu'il faut souligner ici c'est la confusion dont font preuve les barbaristes à leur égard. Les trotkystes se réclament d'une vraie thèse de Lénine mais la noient dans un marais de compromissions, de manoeuvres démocratiques et de fronts uniques avec les partis traîtres. Ce que les barbaristes critiquent chez eux ce n'est pas cet opportunisme qui fausse une position exacte, mais cette position même et ils l'attaquent en mettant à profit les résultats négatifs de cet opportunisme. Autrement dit, les barbaristes connaissent moins bien les thèses classiques du marxisme que les trotskystes, mais ils sont encore plus opportunistes qu'eux.

La conclusion de l'éditorial barbariste nous ramène au problème impudemment escamoté tout au long de l'article : le soutien d'un mouvement révolutionnaire dans les colonies par le prolétariat de la métropole suppose " un certain rapport de force ". Sans doute les barbaristes croient-ils avoir traité cette question en chargeant les staliniste et en préconisant leurs petites " recettes d'entreprise " : les comités d'action, " l'auto-organisation " des travailleurs etc... Ils nous font tout de même la grâce de nous concéder que la classe ouvrière ne peut agir sur un plan de solidarité internationaliste sans une direction politique : une "avant-garde organisée " disent-ils. Ce n'est pas là une affaire de jargon politique. Une "avant-garde" ce n'est pas un parti ni un embryon de parti. C'est ce conglomérat de confusionnistes, d'opportunistes, de petits bourgeois de "gauche" qui ne peut s' "organiser" que démocratiquement, c'est-à-dire en respectant les opinions de chacun, les illusions démocratiques de la plupart et la filiation politique de certains qui, par ce biais-là, tireront le tout vers la collaboration avec les représentants reconnus et puissants de l'opportunisme ouvrier. Ce n'est pas nouveau et toute l'histoire de cette "avant-garde" tient dans quelques dix ou douze répétitions de ce processus.

Nous disons, nous, qu'il n'y a pas de direction politique sans programme et que, sans programme de classe, on ne peut parler ni de prolétariat, ni " d'avant-garde". Le programme c'est ce qui permet à la direction politique, au parti, de prévoir les moyens et les conditions d'action. Mais c'est aussi une arme efficace - les deux tâches sont liées - pour combattre cette idéologie bourgeoise dont les barbaristes se plaisent à reconnaître qu'elle "embrouille" l'avant-garde elle-même. La question de la tactique prolétarienne en face des mouvements nationaux anti-impérialistes c'est en effet une question de programme, c'est la délicate question de la fusion de toutes les poussées révolutionnaires en une force et un mouvement uniques dirigés contre le capitalisme mondial. Mais c'est aussi un élément idéologique primordial. Il s'agit d'inculquer aux masses de travailleurs que la nation, carcan de la conservation sociale dans les pays développés, peut-être un ferment révolutionnaire dans les pays arriérés et opprimés et qu'il faut donc l'y soutenir, alors que la classe ouvrière, entraînée par l'opportunisme a, par deux fois, renversé l'ordre de ces valeurs: se sacrifiant à la nation bourgeoise là où elle est un fait historique accompli, garant de l'exploitation capitaliste, lui refusant son appui là où sa

constitution, par les mouvements révolutionnaires qu'elle suscite, contribue puissamment à la maturation des conditions internationales futures du socialisme : extension des formes économiques et sociales modernes, accroissement qualitatif et quantitatif du prolétariat mondial.

LE P.C.F. ET LA QUESTION COLONIALE

Que le P.C.F. n'ait pas "aidé" sérieusement la "cause algérienne" c'est un fait bien connu aujourd'hui. Nous n'en voulons pour preuve que cette courte citation extraite d'un document publié par la Fédération de France du F.L.N. algérien :

" Il est de notre devoir de préciser un certain nombre
" de points d'ordre historique et politique sur lesquels
" le P.C.F. n'a pas eu jusqu'ici le comportement que lui
" commande le principe dont il se réclame : le soutien in-
" conditionnel de la lutte des peuples opprimés contre
" l'impérialisme ". Sans commentaires .....

Aussi bien le but du présent article n'est pas de démontrer cette vérité mais de mettre en évidence l'optique petite-bourgeoise et réformiste que le P.C.F. n'a jamais dépassé dans cette question, que ce soit dans ses critiques sur les "excès de la répression" ou dans les solutions envisagées. Précisons en outre que ces dernières ont un caractère chimérique parce que fondées sur une conception idyllique des rapports entre Etats dans le mode capitaliste de production.

Disons tout de suite que cette attitude est en connexion directe avec la dégénérescence de la 3me Internationale et la conséquence logique de ses grands "tournants" qui sont autant d'abandons des vrais principes communistes et de trahisons des intérêts du prolétariat. La position actuelle du P.C.F. qui en est l'aboutissement ne s'explique pas seulement par des impératifs tactiques du parti mais bien par la perte complète de toute aptitude à reconnaître les éléments des conflits sur leur plan de classe et leur inéluctabilité historique.

Dès 1926 s'amorce le grand tournant au sein de la 3me Internationale avec la théorie stalinienne du "Socialisme dans un seul pays". De ce sujet développé dans notre revue sous le titre " La tactique du Komintern de 1926 à 1940 " nous extrayons les courts passages suivants (1) : " l'asservissement du Komintern

(1) - "Programme Communiste" n°4 - pages 41 et 51.

" aux intérêts de l'Etat russe était désormais vérifié et les
" partis communistes des diverses nations, au lieu de se mouvoir
" vers l'objectif unique et réel de la lutte révolutionnaire
" contre leur capitalisme, furent manoeuvrés comme des pions du
" jeu diplomatique engagé par la Russie avec les autres puissan-
" ces et amenés, lorsque les circonstances le requéraient, aux
" compromissions les plus désastreuses avec les forces de l'op-
" portunisme centriste et de la bourgeoisie ..... Evidemment ce
" tournant de l'Etat russe n'était possible qu'à deux conditions:
" 1°/ que les partis communistes cessent de représenter une me-
" nace pour le capitalisme.
" 2°/ qu'à l'intérieur de la Russie le principe de l'économie
" capitaliste - l'exploitation des travailleurs - soit définiti-
" vement consacré. "

En descendant le cours des ans depuis cette époque nous allons voir que l'évolution de la tactique du P.C.F. (ex S.F.I.C.) sur la question coloniale est en tous points conforme à ces affirmations.

On lit dans les thèses complémentaires du II° Congrés de l'Internationale (1920) (thèses de Bakou):

" La plus-value obtenue par l'exploitation des colonies
" est un des appuis du capitalisme moderne. Aussi longtemps
" que cette source de bénéfices ne sera pas supprimée, il
" sera difficile à la classe ouvrière de vaincre le capita-
" lisme ... l'impérialisme européen a réussi, dans ses pro-
" pres pays, à faire des concessions toujours plus grandes
" à l'aristocratie ouvrière. Tout en cherchant à maintenir
" les conditions de vie des ouvriers dans les pays asservis
" à un niveau très bas, il ne recule devant aucun sacrifice
" et consent à sacrifier la plus-value dans ses propres
" pays, celle des colonies lui demeurant.
" La suppression par la révolution prolétarienne de
" la puissance coloniale de l'Europe renversera le capita-
" lisme européen. La révolution prolétarienne et la révo-
" lution des colonies doivent concourir, dans une certaine
" mesure, à l'issue victorieuse de la lutte."

Le manifeste que lut ZINOVIEV, alors Président de l'Internationale Communiste, en conclusion des travaux, lançait ce cri de guerre :

" l'Internationale communiste invite les peuples d'Orient
" à renverser par la force des armes les oppresseurs colo-
" nialistes; dans ce but elle proclame contre eux la guerre
" sainte ..... ".

Cette proclamation vouait aussi bien la France que l'Angleterre et l'Amérique à la haine des communistes.

+

\+ +

Lors de la guerre du Rif (mai 1925), un an avant le grand tournant stalinien, le parti fut mis pour la première fois à l'épreuve de la guerre coloniale. Sa position, conforme aux thèses de Bakou, fut nettement révolutionnaire. Voici, à ce sujet, le mot d'ordre lancé par le Comité Central le 17 mai 1925 aux "ouvriers de France et des colonies ":

" ..... soutenez et propagez partout les mots d'ordre
" du Parti communiste. Paix immédiate avec le Rif ! Frater-
" nisation des soldats Français et Rifains. Reconnaissance
" de la république rifaine. Evacuation immédiate du Maroc".

De même, un "Comité d'Action" dont le Comité Central fut présidé par Maurice THOREZ lança un appel (20 mai 1925) adressé " aux soldats et aux marins " :

" ..... Vous ne serez pas les valets de la Banque. Vous vous
" souviendrez que les bolchevicks russes, les glorieux marins
" de la Mer Noire, les soldats d'Odessa, les soldats espa-
" gnols du Rif ont su arrêter la guerre par la fraternisation.
" Fraternisez avec les rifains. Arrêtez la guerre du Maroc".

Si nous comparons ce langage sans équivoque parce que strictement classiste, au bla-bla-bla de nos staliniste actuels (que nous verrons plus loin) nous pourrons mesurer le chemin parcouru par le P.C.F. sur le terrain glissant, ô combien ! de la dégénérescence et de la décrépitude. Point n'était question en 1925 de "liens culturels" "d'intérêts supérieurs de la France", de "négociation avec la métropole", " d'indépendance au sein de l'Union française", et d'autres balivernes du même genre, mais tout simplement de " fraternisation des combattants ", " d'évacuation des territoires occupés" et d'indépendance tout court. Quant à " l'intérêt bien compris " de la France, on laissait cela aux bons patriotes petits-bourgeois. Il est vrai que depuis nous avons connu le front unique avec la démocratie, le front populaire, l'antifascisme, le patriotisme de la résis-

tance, le " retroussez vos manches" de la libération, autant d'étapes qui jalonnent la route du P.C.F. jusqu'à nos jours.

Reprenons donc cette route au cours des ans pour en arriver (1934-35) à la naissance de "l'antifascisme" avec son corollaire, sur le plan politique, du "front populaire". C'est l'époque où l'Allemagne, dont les contrastes économiques sont exacerbées par les dispositions du traité de Versailles, réclame un repartage des colonies, imitée en cela par l'Italie.

La politique coloniale du P.C.F. est alors orientée vers la défense de l'intégrité de l'empire colonial contre ce qu'il appelle les " menées du fascisme". Pour le moins qu'on puisse en dire, voilà une bien curieuse position pour un parti "communiste" qui, ne réclamant plus l'indépendance vis-à-vis de la métropole pour les peuples coloniaux, leur conseille face à la "botte fasciste" d'opter pour le "coup de pied au cul" démocratique. Quant au contenu de cette creuse formule "fascisme ou démocratie" le lecteur nous dispensera de la développer à nouveau (1). Nous sommes loin du Comité d'Action contre la guerre du Rif de 1925 et voici ce qu'écrit Maurice THOREZ en décembre 1937 :

" Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit
" aux camarades tunisiens qui nous ont approuvés, que le
" droit au divorce ne signifiait pas l'obligation de di-
" vorcer. Si la question décisive du moment, c'est la lutte
" victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples
" coloniaux est dans leur union avec le peuple de France
" et non dans une attitude qui pourrait favoriser les en-
" treprises du fascisme et placer, par exemple, l'Algérie
" la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini ou de
" Hitler, ou faire de l'Indochine une base d'opération
" pour le Japon militariste.
" Créer les conditions de cette union libre, confiante
" et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple,
" n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission
" de la France à travers le monde ?"

---

(1) - développé dans "Programme Communiste n° 4, sous le titre " l'enfant légitime de la démocratie"; Cf. également " Le capitalisme français au tournant" dans ce présent numéro.

C'est l'époque du Front Populaire qui consacre l'alliance du P.C.F. avec les partis de "Gauche", et le subtil distinguo entre le "droit au divorce" et "l'obligation de divorcer" n'est qu'une figure de réthorique dont le but est de faire accepter par les masses l'alignement de la politique du P.C.F. avec celle des partis "frères" (S.F.I.O.-Radical) dont le réformisme et le programme petit-bourgeois ne sont plus à démontrer.

Dans la pratique, l'abandon de la revendication du "droit au divorce" se traduisit par le soutien d'un programme de réformes, tel le projet Blum - Violette, assorti de promesses sur une problématique égalité de droits entre Français et Musulmans. Leur abdication ne s'arrêta pas là, ils combattirent dans le mouvement Nord africain la tendance la plus radicale restée fidèle à l'indépendance, cessèrent de soutenir l'Etoile Nord africaine et contribuèrent même à faire exclure Messali Hadj du II° Congrès musulman (1937).

Si nous nous reportons à notre affirmation du début au sujet de l'asservissement du Komintern aux intérêts de l'Etat Russe, et bien que dans ce cas on ne puisse pas dire que le P.C.F. fut manoeuvré par la Russie comme un "pion de son jeu diplomatique" sur l'échiquier international, la position de ce dernier illustre parfaitement le rôle de bon serviteur de la bourgeoisie française que ce "jeu diplomatique" devait nécessairement en faire.

La politique coloniale du P.C.F. inaugurée avec le " front populaire " durera jusqu'en 1945, année qui vit la défaite militaire des Etats "fascistes".

Ce nouveau bond de 10 ans nous amène au lendemain de la libération, et nos "super-patriotes communistes" non content d'avoir entraîné le prolétariat dans la grande tuerie impérialiste de 1939-45 s'attèlent à l'infame besogne de reconstruction nationale. Le mot d'ordre était alors " travailler d'abord, revendiquer ensuite " et la compromission " Front Populaire" fut dépassée par le "tripartisme" où l'on vit le P.C.F. siéger au gouvernement. Dans une telle ambiance et avec de tels objectifs il est bien évident que l'indépendance des colonies était moins que jamais à l'ordre du jour; Maurice THOREZ ne nous laisse aucun doute là dessus, après avoir rappelé que le "droit au divorce"

ne signifiait pas " l'obligation de divorcer ", il proclamait tout bonnement (Juin 1945):

" Nous n'avons jamais cessé de montrer que, par exemple, " l'intérêt des populations de l'Afrique du Nord était dans " leur union avec le peuple de France. Les Nord africains " dont beaucoup sont morts depuis la Tunisie jusqu'aux " champs de bataille de l'Allemagne pour la libération de " la France, l'ont admirablement compris ". On ne peut être plus explicite !

Malheureusement pour nos staliniste, l'histoire n'a que faire des beaux discours, même s'ils émanent de Maurice THOREZ : elle poursuit sa marche inexorable. Ils ont sans doute oublié que " ..... Si les hommes font leur histoire, ce n'est " nullement afin de suivre une voie de progrès tracée d'a- " vance, ni parce qu'ils doivent se soumettre aux lois d'on " ne sait quelle évolution abstraite. Les hommes font leur " histoire en cherchant à satisfaire leurs besoins ....(1). Oubliée aussi, cette phrase de Marx (2) : " Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité, c'est au contraire la réalité sociale qui détermine leur conscience ". Lamentable parti "communiste" qui, ayant perdu de vue toute conception matérialiste de l'histoire va se montrer incapable de situer sur leur plan de classe les conflits coloniaux et se livrer à toutes sortes de contorsions oratoires afin d'adapter ses mots d'ordre à chaque situation nouvelle. Qu'il soit passé maître dans l'art des pirouettes et des volte-faces cela ne fait aucun doute, mais le prolétariat aura payé cher pour le savoir.

Lorsqu'éclatèrent les émeutes de Constantine (mai 1945) dues à la misère dans les campagnes d'Afrique du Nord, le P.C.F. ne trouva rien de mieux que dersssortir le cliché, par trop usé pourtant, de "l'anti-fascisme" et de mettre ces évènements sur le compte de provocateurs "hitlériens" et des "trusts sans patrie". Partant de là, les mesures à prendre étaient évidemment fort simples : donner à manger aux populations musulmanes, mettre hors d'état de nuire les tueurs hitlériens, relever de leurs postes les hauts fonctionnaires participant à ce complot, cesser toutes repressions, car ... "toute autre mesure ne pourrait que " dresser les populations qui espèrent en la France et

---

(1) - G. PLEKHANOV : "De la conception matérialiste de l'histoire"
(2) - MARX : Préface à son ouvrage "Contribution à la critique de l'économie politique "

" faire aboutir les menées séparatistes des quelques hi-
" tlériens à la Abbo Serda Borjeaud et autres fascistes
" algériens (1)".

Or, quelques mois auparavant, la Conférence des trois partis communistes d'Afrique du Nord (26.2.45), si elle dénonçait la famine dans les campagnes nord-africaines en la mettant également sur le compte d'éléments fascistes, c'était surtout pour mettre en garde les populations musulmanes contre la répression qu'auraient justifiée (sic) les mouvements de colère suscités par le sabotage des "hitlériens" et des "trusts sans patrie". Elle affirmait : " Il est clair que l'intérêt de l'Al-
" gérie n'est pas de demander le divorce avec une France
" démocratique qui se forge dans la lutte contre les
" trusts sans patrie ".

En ce qui concerne plus particulièrement le Parti communiste algérien (P.C.A.) une telle position devait immanquablement le couper du mouvement nationaliste algérien. C'est ce que constate A.Marty qui, après avoir souligné le brillant succès obtenu par le P.C.A. après le vote de l'amnistie(1.3.46), est obligé de convenir que " .... ayant reculé sur sa ligne
" en estompant sa position nationale, comme le constata
" le Comité Central des 20 et 21 juillet, il apparut
" comme un parti non algérien (souligné dans le texte)
" et ses suffrages tombèrent de 135 000 à 53 000 au pro-
" fit des Amis du Manifeste.
" Les résultats du 2 juin ont donc révélé l'ampleur
" du courant national algérien (2).

Pour le P.C.F., il fallait évidemment faire cadrer cette réalité avec son "interprétation" et du même coup la misère en Afrique du Nord n'était plus le fait de provocateurs nazis mais " ..... la cause essentielle de la misère et de la
" famine réside en ce que l'Algérie est encore traitée en
" colonie " (2).

A nouvelle interprétation, nouvelles mesures ! voici donc ce que propose le P.C.F. pour "abolir" le colonialisme :

---

(1) Rouge-Midi 24 mai 1945 (Les Evènements d'Algérie)
(2) Cahiers du Communisme - La question algérienne n° 8, 1946.

" Abolir les méthodes colonialistes
" Eliminer la malfaisance des trusts
" Nationaliser les banques d'émission coloniales (Indo-
" Nationaliser les industries clés chine)
" l'union des forces vraiment démocratiques de la métro-
" pole ... aux forces progressives des territoires
" encore assujettis.

Abolir des méthodes ! éliminer une malfaisance ! Quel charabia ! comme si l'impérialisme était simplement le fait de méthodes plus ou moins malfaisantes. Quant aux nationalisations il reste encore à démontrer que l'Etat français, sous le contrôle duquel seraient passées les banques et les industries clés, n'était pas un Etat bourgeois .... malgré le "tripartisme" ! De même, sans doute, que par la grâce de ce "tripartisme" la France avait cessé d'être un Etat impérialiste pour permettre à nos staliniste d'affirmer : " .... toute tentative de sortir de l'Union française ne pourrait qu'amener, avec une pseudo-indépendance, le renforcement de l'impérialisme (1) ".

Nous nous abstiendrons de tout commentaires sur l'union des forces vraiment démocratiques avec les forces progressives entièrement vide de sens, pour constater simplement que toutes ces bouffonneries seraient du plus haut comique si elles n'avaient pour résultat d'escamoter aux yeux du prolétariat français le fait économique et social de l'exploitation impérialiste en limitant le colonialisme à l'action des trusts et à ses méthodes .... "malfaisantes".

Afin de mieux comprendre la "stratégie coloniale" du P.C.F., nous pensons qu'il ne sera pas inutile d'ouvrir ici une parenthèse sur l'Indochine.

En Extrême Orient, il ne s'agit plus d'une simple révolte coloniale, mais bel et bien d'une guerre qui va secouer brutalement l'Empire colonial français sur son déclin.

Quelle était la position du P.C.F. au début de la lutte du Viet Nam ? Laissons à J. Duclos le soin de nous le préciser lui-même (février 1947) :

---

(1) - Cahiers du Communisme n° 10 - Octobre 1946.

" ..... les ministres communistes en ne rompant pas la
" solidarité ministérielle ont montré à quel point le P.C.
" a le souci des intérêts du pays et un sens aigu de ses
" responsabilités. Espérons que sur le problème du Viet-Nam
" lui-même on comprendra en haut lieu qu'il est temps d'ou-
" vrir la voie aux négociations en vue de rétablir au plus
" vite de fraternels rapports avec le peuple Vietnamien
" que nous voulons voir étroitement uni au peuple français
" dans le cadre de l'Union française " (1)

Comme l'on voit, nous sommes, tout comme pour l'Algérie, bien loin encore de l'indépendance, et s'il n'est plus question ici de "provocations fascistes " c'est uniquement du fait de l'appui Russe et Chinois au Viet Minh.

Dans les années qui suivirent,la lutte en s'intensifiant vit croître l'antagonisme Russo-Américain en Extrême-Orient, et, si sur le plan international les accords de Yalta et de Postdam s'estompaient de plus en plus devant la rivalité des deux grands impérialismes mondiaux, sur le plan intérieur nous assistions à la fin du "tripartisme". Revenu dans l'opposition, le P.C.F. pouvait plus facilement se livrer, au sujet de la "sale guerre", à une agitation aussi stérile que démagogique ayant surtout pour but de reconquérir la confiance des masses que son passage au gouvernement avait quelque peu émoussée. Ils découvrent enfin le réveil national en Asie, mais n'en sont pas moins pour la négociation, au nom de l'intérêt national .... toujours !

Lorsqu'après la défaite de Dien-Bien-Phu, les négociations pour un cessez-le-feu s'ouvrirent à Genève, les staliniste présentèrent cet évènement comme un succès de leur campagne contre la "sale guerre".

Si certains ont pu se laisser abuser et croire que l'agitation autour de cette "paix" pouvait constituer un succès de classe, la déclaration du groupe communiste au moment de l'investiture du gouvernement Mendès-France vint en effet tout à propos pour rappeler au contraire que ce parti, qui ose encore se réclamer du marxisme et de la révolution, est bien dans la

---

(1) cité par " Le Communiste", mensuel de l'opposition Révolutionnaire du Parti Communiste Français, Juin 1958.

lignée des "conciliateurs" et parfaitement décidé à sacrifier à la "paix capitaliste" la révolte des peuples de couleur en Asie, tout comme il lui a déjà sacrifié la lutte ouvrière dans la métropole. En soutenant le nouveau gouvernement parce que celui-ci avait promis d' "oeuvrer à la paix en Indochine", les stalinistes lui ont donné un appui bien plus considérable que les quelques cent voix qu'ils apportèrent à une majorité déjà acquise. Ils lui ont fourni la meilleure des garanties de tranquillité sociale, de paix sociale, et lui ont ainsi laissé les mains libres pour traiter en Indochine et sauver ce qu'il était encore possible de sauver de la débacle du colonialisme français. En effet, voyons dans quel sens le gouvernement entendait traiter, et à quelle "paix" ces "communistes" ont souscrit :

" La France n'a pas à accepter et n'acceptera pas des conditions de règlement qui seraient incompatibles avec ses intérêts les plus vitaux. La France restera présente en Extrême-Orient" déclara Mendès-France. C'était là une pétition de principe qui n'était certes pas faite pour déconcerter nos " nationaux-communistes" qui en ont vu bien d'autres depuis qu'ils sont devenus les champions de la production nationale et les "super-patriotes" que l'on sait. Mais le malheur pour eux c'est qu'elle démasquait leur adhésion à un plan qui n'avait pas d'autre objectif que de stopper cette "émancipation des peuples " qu'ils évoquent à tout propos.

On voit bien par là quel rôle déterminant joue ce mouvement international de conservation sociale qui a pour centre Moscou. Tandis que "l'allié" russe du Viet Minh s'est attaché à plier ce dernier au jeu diplomatique et à la stratégie mondiale opportuniste du Kremlin, s'efforçant même de négocier la guerre d'Indochine contre une révision des alliances en Occident, sa succursale politique en France a oeuvré de son côté pour faciliter la voie du compromis, par l'offre de son appui parlementaire et l'implicite proposition d'une " mise au pas " de l'agitation sociale, facile à faire cadrer d'ailleurs avec la propagande antérieure de "défense de la production" et de souci de "l'intérêt national".

Comme il était à prévoir, la paix signée à Genève (1954) apporta au Viet Nam une systématisation nationale batarde obtenue sur un plan de totale collaboration de classe. Non seulement le Viet Minh n'a jamais lancé à l'égard de la France l'anathème révolutionnaire sur l'impérialisme, mais il a toujours

prêché la "conciliation", la "sauvegarde" des intérêts respectifs " ..... comme en fait foi cette déclaration de Phan Van Dong, chef de la délégation Vietnamienne à Genève : " Nous voulons établir avec la France des liens économiques avantageux pour les deux partis ".

Le résultat fut, que le nouveau gouvernement n'obtint pas l'indépendance de toute l'Indochine mais seulement du Nord et du Centre alors qu'il contrôlait militairement, après Dien Bien Phu, d'importantes zones dans le sud. Le Sud Viet Nam, resté isolé de la république vietnamienne a donné le spectacle de l'anarchie et de la décomposition de ses partis politiques, il n'est que la tête de pont américain sur la péninsule.

L'objectif de la révolution nationale en Indochine - la réunion des 3 Ky (Tonkin, Annam, Cochinchine) - ne fut point obtenue, non pas à cause du succès incomplet de la lutte révolutionnaire, mais du fait de la diplomatie défaitiste imposée au Viet Minh par ses Alliés Russes et Chinois. Si nous voyons là une totale trahison des intérêts nationaux Vietnamiens, ce ne sont certes pas les "clowns staliniste " qui nous contredirons, car dès avril 1947 ils affirmaient par la plume de J. Guillou : " Détacher la Cochinchine du Viet-Nam, c'est d'une part exercer le chantage de la famine sur le " reste du Viet Nam car cette région est le grenier à riz de " l'Indochine, c'est d'autre part, sauver les meilleures posi- " tions des trusts " (1).

Cette parenthèse sur la question d'Indochine, en nous faisant parcourir quelques années, nous aura surtout éclairé sur le comportement du P.C.F. face aux problèmes coloniaux.

En 1954, tandis que la paix est signée au Viet Nam, se développe peu à peu la même crise en Afrique du Nord. Si pour le P.C.F. les causes ne varient pas , "pensées de l'impérialisme américain", "comportement criminel de certains coloniaux", les "remèdes" proposés non plus : "Reconnaître solen- " nellement au peuple tunisien et au peuple marocain le droit " de gérer leurs affaires ..... Entreprendre une discussion a- " vec les représentants qualifiés du peuple marocain et du peu- " ple tunisien ..... " (2).

---

(1) - Cahiers du Communisme Mars-Avril 1947 - à propos du Viet-Nam, J. Guillou.
(2) - Humanité du 23.7.1954.

Même la timide revendication pour le Maroc et la Tunisie du "droit de gérer leurs affaires ", ne change en rien son optique bourgeoise de la question et son rôle de "défenseur de l'Empire français"; c'est ce qui ressort de ces quelques lignes empruntées à " l'Humanité " (1) :

" Les manifestations de terrorisme colonialiste qui se
" déroulent au Maroc et en Tunisie constituent un facteur
" de désintégration de l'Union Française ".

Par contre, on ne souffle pas un mot sur l'Algérie, comme toujours; ce ne sera fait que sous la poussée des évènements.

Ceux-ci ne se firent point attendre, dès le 1er Octobre 1954 la lutte nationale commença en Algérie par une série d'attentats, et une semaine après, le 8.11.1954, le P.C.F. publiait un communiqué dans lequel, après avoir reconnu " qu'un problème à caractère national " (bel euphémisme) se posait en Algérie, il était dit : "Fidèle à l'enseignement de Lénine, le " P.C.F. qui ne saurait approuver le recours à des actes indi-
" viduels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes
" si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple
" algérien de la solidarité de la classe ouvrière française
" dans sa lutte de masse contre la répression et la défense de
" ses droits ". (2)

Non seulement c'était dénaturer le caractère national de la lutte menée par les algériens, mais encore désavouer la lutte elle-même, la mettant (invariablement) sur le compte de provocateurs, les "pires colonialistes ".

Les mois passent, la guerre s'intensifie, mais le P.C.F. restera sur cette position, l'assortissant de ci - de là de revendications plus réformistes les unes que les autres :

- défense des intérêts matériels des travailleurs algériens (allocations familiales),etc.....
- lutte (toute verbale) contre la répression et pour l'amnistie.
- soutien des légitimes revendications à la liberté du

(1) - Humanité du 23.7.1954
(2) - souligné par nous.

peuple algérien (Liberté ?... à défaut d'indépendance !)
- Négociations avec les représentants autorisés, etc,etc...

Nous en arrivons aux élections du 2.I.1956 où nous voyons le P.C.F. faire campagne électorale aux côtés des S.F.I.O. et des Radicaux, pour la "paix en Afrique du Nord". Quand on est en si bonne compagnie, il est indispensable d'avoir sur la question coloniale un programme " national - patriote - bourgeois " : c'est exactement celui des staliniste tel qu'il ressort de la déclaration publiée par le bureau politique du P.C.F. le 2.3.56 : " Nous sommes pour l'existence et pour la permanence des liens politiques,économiques et culturels, particuliers entre la France et l'Algérie .... il faut vouloir rétablir la paix en Algérie. Il n'est pas d'autres moyens pour y parvenir, que de négocier d'abord avec ceux contre qui on se bat afin d'aboutir rapidement à un cessez-le-feu général dans les conditions librement débattues, à l'arrêt de la répression et à la libération de tous les emprisonnés. Cela permettrait l'ouverture de négociations locales entre le gouvernement français et les représentants de tous les courants du mouvement national, de toutes les couches sociales de la population algérienne sans distinction d'origine.

Ce programme ne renferme rien d'autre que les précédentes affirmations du P.C.F. sur les "liens durables", la négociation, dont il est en outre bien précisé qu'elle doit d'abord avoir lieu entre combattants et ensuite avec les représentants .... de "toutes les couches sociales sans distinction d'origine".

Ces élections (véritable "victoire pour le prolétariat", comme on sait !) amenèrent la S.F.I.O. et G.Mollet à la tête du gouvernement. Bien entendu, le premier souci de celui-ci fut d'intensifier les opérations de "pacification" et de réclamer à cette fin les pleins pouvoirs. Nos staliniste, qui ont vraiment un sens aigu de leurs responsabilités, les accordèrent sans sourciller, et si pour eux la "solidarité parlementaire" n'est pas un vain mot, il fallait toutefois s'en justifier devant le mécontentement de la base :"Le sens essentiel de ce vote, écrit Florimond Bonte dans "France nouvelle" (1), c'était de faire pencher la balance à gauche ...Il était d'obtenir que les pleins pouvoirs soient utilisés, non pour accentuer une néfaste

(1) "France nouvelle"; le sens d'un vote.Florimond-Bonte, 17.3.56

" politique de force .... mais pour aboutir dans les plus brefs " délais par une négociation menée avec les représentants du " peuple algérien à une paix solide assurant par des décisions " librement consenties l'existence de liens politiques économi- " ques et culturels entre la France et l'Algérie, pour contrain- " dre si besoin est les grands possédants d'Algérie à renoncer " à leurs scandaleux privilèges .... ".

Quelques mois après (le gouvernement de G.Mollet ayant pourtant bien fait ses preuves en matière de "pacification"), sur le vote de la question de confiance, le P.C.F., devant la pression grandissante des militants, ne va pas jusqu'à voter pour le gouvernement, mais il s'abstient, afin, nous dit M. THOREZ (1), " de ne pas se couper des socialistes.... nous devons " donc éviter de dresser entre eux et nous la barrière d'un vote " hostile ".

Il faut attendre le congrès du Havre (juin 1956) pour entendre le P.C.F. parler d'indépendance, "assortie de liens avec l'Union française "!, et comme toujours au nom de l'intérêt supérieur de la France. Qu'on en juge par ces quelques citations (2): " Une Algérie indépendante offrirait un débouché plus impor- " tant que l'Algérie appauvrie par l'exploitation coloniale ...

" La politique du Parti Communiste permet à un peuple " ami d'accéder à la liberté et répond aux intérêts supérieurs de " la France ".

" Communistes et socialistes se prononceront pour la " répudiation des rapports coloniaux et pour leur remplacement " par des rapports d'association conforme à la libre volonté des " peuples ".

Et ceci au moment où la répression se déchaîne en Algérie comme dans la métropole. Dans la mesure où ces "rapports d'association" sont autre chose qu'une pure phraséologie quelle différence y a-t-il entre cette position et celles des bourgeois libéraux, voire de De Gaulle ?

Pratiquement, de telles positions devaient réduire à néant toute velléité de protestation de la part du prolétariat français en le liant à sa propre bourgeoisie.

---

(1) M.THOREZ -Réunion du groupe communiste salle Colbert au Palais Bourbon, Juin 1956

(2) L'Humanité-Dimanche, 22.7.56 - "le XIV° Congrès au seuil d'une grande époque - J.Freville.

Lors des incidents de Rouen (8.10.57) où 600 "rappelés" refusèrent de quitter la caserne, non seulement le P.C.F. se montra des plus discret, mais encore on vit un maire "communiste" (le maire de Petit Quevilly) s'entretenir avec les soldats et les haranguer. Le fait que le "service d'ordre "ait autorisé un "communiste" à pénétrer dans la caserne nous éclaire suffisamment quant à la teneur de sa "harangue". Résultat : malgré quelques incidents entre C.R.S. et ouvriers alertés à la sortie des usines, à 2 heures du matin les soldats partaient en camions.

Un simple rapprochement entre ces évènements et ceux qui se produisirent lors de la guerre du Maroc en 1925 sera bien plus éloquent que tout commentaire, pour mesurer le chemin parcouru depuis par ce triste parti "communiste" dégénéré.

En 1925 (1) :"Le principe de la grève générale est " adopté par les congrés ouvriers. L'exécution est décidée pour " le 12 Octobre. Pendant 10 mois, le gouvernement ne peut em- " barquer les soldats à Marseille et à Sète. La grève a comme " mot d'ordre essentiel : la lutte contre la guerre du Maroc " et de la Syrie ... 900 000 ouvriers y participent, ce qui " amène une violente répression : 1371 condamnés militaires, " 535 civils, tout le bureau politique, la direction de la " C.G.T.U. ".

Même en ce qui concerne ses critiques sur les excès de la répression, le P.C.F. les a toujours formulées sous la forme la plus platonique de l'humanisme petit bourgeois. C'est ainsi que J. DUCLOS dans une intervention à l'Assemblée Nationale après avoir mentionné quelques cas d'arrestations et d' exécution sommaires "s'indigne" de la besogne que l'on fait faire à l'armée française : "telles sont quelques unes des be- "sognes auxquelles sont mêlés des jeunes français qui revien- "nent d'Algérie, avec au fond d'eux-mêmes une terrible "bles- " sure morale", que seule la proclamation de la vérité "peut " cicatriser " (2). Evoquant ensuite sur le même thème le geste du général de Bollardière ("reflet du trouble qui s'empare des patriotes courageux"), il déclare (2) : " Le général soulignait

(1) "Cahiers du Communisme",cité par "l'Etincelle" n°4, aout 57
(2) Intervention de J.Duclos à l'Assemblée Nationale le 25.9.57

le danger qu'il y avait à perdre de vue ces valeurs morales qui seules ont fait jusqu'à maintenant la grandeur de notre civilisation et de notre armée " (interruptions à droite, applaudissements à l'extrême gauche)!

Evidemment pour remédier à ce "triste état d'âme" quoi de mieux que de demander à M. le Ministre de l'Algérie (1)"...la " publication de l'ensemble des travaux de la Commission parle-". mentaire de sauvegarde des Libertés et des droits individuels".

Le malheur pour J. Duclos, c'est que 6 mois auparavant (le 20 mars 1957) son collègue Laurent Casanova ait déclaré devant cette même assemblée : " Le rapport de la commission par-" lementaire d'enquête à ce sujet (il parle des tortures) n' " est convaincant pour personne, sauf pour "le Figaro" et le " Gouvernement. D'abord la commission n'est pas unanime dans ses " conclusions; ensuite elle entoure son propre jugement de réti-" cences et de précautions, telles qu'aucun observateur impartial " ne pourrait s'y laisser prendre ". Quel bel exemple de bouffonnerie parlementaire !

Après le bombardement du village tunisien de SAKHIET par l'aviation française, la crise algérienne prend un caractère plus aigu, mais devant les remous provoqués par cette action, le P.C.F. s'en tient toujours à "des propositions aux partis de " gauche en vue de rechercher un compromis permettant d'aboutir " à une solution pacifique du problème algérien " (2). L'atti-" tude de notre parti, précise Waldeck Rocher, consiste à ne " poser aucune condition que ne puisse accepter les formations " de gauche "... Cette terrible nostalgie du "Front populaire" !

Cependant, les protestations et les prises de position commencent à réclamer une attitude plus efficace contre la guerre d'Algérie.

C'est ainsi que parmi les 1800 délégués réunis à Pleyel le 30.8.58 lors de la "Conférence pour la paix en Algérie " certains orateurs eurent une attitude plus radicale, s'inspirant, bien que timidement, d'un esprit de classe. Telle cette institutrice du Calvados faisant part à l'Assemblée d'une motion adoptée

---

(1) Intervention de J.Duclos à l'Assemblée Nationale le 25.9.57
(2) Déclaration de J.Duclos à l'Assemblée Nationale.

à l'unanimité par les instituteurs de son département et proposant " une journée de grève dans toute la France avec pour objectif unique la paix en Algérie ".

Mieux encore, la proposition faite par Barrat qui, ayant déclaré que " pour faire cesser la guerre " ...démarches et délégations étaient nettement insuffisantes", évoqua devant la conférence de Pleyel la perspective d'une grève générale illimitée en cas de putsch ou de coup d'Etat des militaires. Il préconisait également la désobéissance civique (impression, diffusion des textes interdits.... etc).

Devant ces prises de position, pourtant limitées, l'intervention du P.C.F. n'en apparaît que plus terne. Son porte-parole L.Feix, se contenta de développer toujours les mêmes thèmes, à savoir : " Intérêt de la France", "liens" avec la métropole appelés ici " Recherche des formes d'une coopération politique, économique et culturelle", action auprès des pouvoirs publics, messages au Président de la République,etc...

Après cela on comprend mieux que l'Humanité ait "omis" de mentionner l'intervention de Barrat, qu'elle ait tronqué celle des enseignants du Calvados, comme elle passa sous silence le fait que le délégué radical du Calvados rappelant "l'oeuvre civilisatrice de la France en Algérie " fut hué lorsqu'il demanda le désaveu, parallèlement aux tortures, " des sévices et tortures exercés par l'A.L.N.".

S'il n'y avait rien à attendre de cette assemblée hétéroclite, les quelques vélléités qui s'y manifestèrent ne pouvant en aucun cas changer le cours des choses, elle aura tout au moins eu le mérite de mettre à nu la véritable position du P.C.F.

Avec les évènements d'Alger (30 mars 1958) celui-ci se voit contraint de mener la campagne pour la paix non plus seulement sur le terrain platonique de l'intérêt national, mais aussi sur celui de la structure et de la politique intérieure. Cela lui fournira l'occasion de mettre une fois de plus en évidence le contenu parlementariste petit-bourgeois de sa politique.

Devenu l'ardent défenseur de la république, il lance les plus pressants appels aux "partis de gauche" poussant la

servilité jusqu'à les assurer solennellement de sa bonne foi(1): " les communistes respecteront comme toujours le programme adop- "té en commun, et de son " respect de la légalité "(2). Le parti "communiste français réaffirme solennellement qu'il ne saurait y "avoir dans la bataille engagée, d'autres buts pour la classe "ouvrière que de défendre la légalité républicaine et de sauve- "garder les institutions démocratiques constitutionnelles. Tout "l'effort du parti communiste français, chacun de ses actes sont "commandés par cet unique souci. Ceux qui lui prêtent d'autres "intentions abusent les démocrates, divisent leurs rangs et af- "faiblissent la riposte républicaine ".

Il est évident qu'aiguillée vers de tels"buts",ligotée par de tels mots d'ordre, la classe ouvrière, dont le P.C.F.ose encore se réclamer, n'a pu jusqu'à présent entreprendre la moindre action de classe et qu'elle assiste aujourd hui impuissante à l'extension du "terrorisme" dans la métropole, avec parallèlement, l'extension de la répression.

Devant l'ampleur accrue de la lutte, les staliniste ne peuvent plus (comme en novembre 1954) condamner ouvertement les "actes individuels" des fellaghas, mais, incapables d'une interprétation prolétarienne des évènements, ils se dérobent lamentablement."Il serait inutile et même préjudiciable à la " cause de la paix, de discuter sur le choix des méthodes et " des moyens utilisés par les combattants algériens (3).

En fait de jésuitisme on ne fait pas mieux !

Il est vrai que ce "grand parti" champion de la paix en Algérie ne recule devant aucun obstacle ... même celui du vote des pouvoirs spéciaux au M.R.P. Pflimlin, présenté comme un moyen d'y parvenir : ".... or de ce point de vue aussi(faire " la paix), le vote de mardi ouvre des perspectives. Il est en " effet absolument certain que l'isolement dans lequel sont tom- " bés les "ultras" de Paris et d'Alger doit faciliter l'ouvertu- " re d'une négociation " (4).

---

(1) L'Humanité-Dimanche, 7 Sept.1958 -"La question de l'alliance avec les communistes", P.Courtade.
(2) La Marseillaise - 19 Mai 1958
(3) La Provence Nouvelle - le Non au référendum-plébiscite garantie de la paix en Algérie, Jean Espana
(4) La Marseillaise du 22 Mai 1958

Inutile d'insister davantage, pensons nous, sur l'imbécilité (il n'y a pas d'autre mot) d'une pareille tactique qui relève plutôt de l'art des "pirouettes oratoires" que d'une quelconque augmentation politique. En fait "d'isolement des ultras", peu de temps après, Pflimlin, nanti pourtant des pouvoirs spéciaux, démissionnait (ou plutôt abdiquait) en faveur de De Gaulle. Quant aux "négociations" la lecture de "Provence Nouvelle" nous apprend que leur objectif n'a pas changé depuis Pleyel: " Il n'est pas trop tard encore pour sauvegarder les " chances de la France , pour établir entre nos pays et les ter- " ritoires d'Outre-Mer (Algérie bien entendu comprise) des " rapports d'association durables et réciproquement avantageux. " Pour cela il convient que la France reconnaisse à tous ces " pays leur droit d'indépendance et sur cette base engage avec " eux des négociations d'égal à égal, pour déterminer les nou- " veaux rapports " (1).

Enfin, ces temps-ci, la "bataille" pour le référendum la dernière en date de ce très réformiste P.C.F., représente une double trahison du point de vue de la classe ouvrière :

1°/ Elle la mobilise sur des objectifs qui ne sont pas les siens (conservation de la République démocratique bourgeoise, au lieu de sa destruction par la violence).

2°/ Elle accrédite aux yeux du prolétariat la valeur de cet inutile bulletin de vote, alors que sa force réside essentiellement dans la masse qu'il représente et la place primordiale qu'il occupe dans la production capitaliste.

Mais nous savons que pour les staliniste's l'histoire peut changer de cours pour un "oui" ou pour un "non" !

\+

\+ \+

Le fait essentiel qui ressort de ce long et fastidieux historique, c'est la dénaturation complète par le P.C.F. du phénomène impérialiste avec toutes les conséquences politiques qui en découlent.

En effet, toute la politique staliniste sur l'Algérie a été de minimiser et d'aplanir les contrastes sociaux qui sont

---

(1)"Provence Nouvelle" du 7. Sept. 1958 - Espana J.

à la base des mouvements d'indépendance. Pour cela ils ont isolé le fait de l'oppression et de l'exploitation de son contexte économique et impérialiste, mettant seuls en cause les trusts et les gros colons. Dans son discours à l'Assemblée Nationale du 20.5.57, Laurent Casanova exprime bien cette position lorsqu'il dit : " Notre parti tient compte de .... la présence " sur le sol d'Afrique d'une population algérienne d'origine " française et européenne dont les intérêts n'ont rien à voir " avec le colonialisme ". Ce qui, entre parenthèses, est entièrement faux.

Or, il y a deux façons d'aborder le phénomène des révoltes nationales :

1°/- Une façon petit-bourgeoise, idéaliste, démocratique, humanitaire, etc... présentée comme le résultat de la progression des idées modernes de liberté, d'égalité, de justice.

2°/- Comme l'expression des contrastes économiques sociaux, liés à l'implantation des rapports mercantiles capitalistes dans les pays sous développés ou colonisés (rôle révolutionnaire du capitalisme). Dans ce dernier cas on peut considérer deux sortes de contrastes inégalement développés et encore mal délimités : entre impérialisme monopoliste et facteurs économiques et sociaux nationaux ,(encore que ces derniers aient longtemps collaboré avec l'impérialisme et ne l'ont affronté que contraints et forcés par la pression des éléments les plus défavorisés). Entre classes "nationales" privilégiées et prolétariat et sous prolétariat indigène (1).

Les stalinistes n'ont envisagé tout d'abord le problème colonial que sous son premier aspect : petit bourgeois, utopique (entente fraternelle des "peuples", liens culturels, etc..) et, lorsqu'il leur a fallu, sous l'effet de la brutalité des faits, prendre en considération les contrastes du phénomène, ils se sont uniquement penchés sur le contraste entre l'impérialisme monopoliste et facteurs économiques et sociaux nationaux (objectivement ou non justifié) et encore pour les étouffer sous des solutions de marchandage.

Ils ont fait de ce mouvement le résultat de la pro-

---

(1) Pour l'évaluation de la portée et de la nature des révolutions coloniales, nous renvoyons le lecteur à 2 articles parus dans cette revue:"Physionomie sociale des révolutions coloniales"(n°2) et "La question coloniale : un premier bilan " (n°4).

gression d'une "idée", donc acceptable par la "France de 1789". " Telle est la position de notre parti (proclame Casanova) car " nous avons conscience d'être ainsi dans la tradition de Jaurès " et de Guesde et dans celle du grand mouvement émancipateur qui " débuta avec la Révolution française puisque c'est elle qui con- " sacra l'idée de la nation dans la conscience des peuples "(1).

En effet, pure tradition bourgeoise ! Ce n'est plus l'opportuniste qui parle, mais le petit bourgeois. Aussi, Casanova se réfère-t-il non pas à Lénine ... mais à Jaurès qui disait "(2) que la France a de grandes choses à faire, qu'elle est " la grande, la belle, l'impérissable nation ". Mais Jaurès était un humanitaire et un socialiste "romantique", Casanova n'est qu'un flagorneur qui veut avoir l'air d'être solidaire des peuples exploités et s'adresse à la piraterie impérialiste en invoquant la "grande tradition française". Cette flagornerie n'est pas seulement bassesse devant les bourgeois, abandon de toute position de classe, mais encore source de confusion aux yeux des ouvriers instinctivement réticents à tout ce qui est "national", en valorisant le grandiloquent côté jacobin bourgeois des révolutions coloniales.

Pratiquement, ils ont été conduits à se proposer comme intermédiaires dans un compromis entre ces mouvements et l'Etat français faisant valoir une politique de type "coexistence pacifique", " ... recherche des formes d'une coopération politique " et culturelle". Ce qui, dans la mesure où c'est possible, représente une reconversion du colonialisme en impérialisme moderne à domination financière ... historiquement interdit à la France.

Pour faire accepter ce "plan", ils n'ont renoncé à aucune bassesse, spéculant sur toute velléité de lucre des capitalistes français. Le meilleur exemple nous en est donné par l'argumentation de Garaudy sur Suez dont voici quelques extraits: "(3)...à Suez, en provoquant le départ de nos techniciens,vous " créez les conditions d'un recul de notre industrie...La France

---

(1) Laurent Casanova - Intervention à l'Assemblée Nationale, le 20.3.1957
(2) Discours de Jaurès le 6 Décembre 1906 à l'Assemblée Nationale cité par Roger Garaudy à cette même assemblée le 16.10.1956
(3) Roger Garaudy - Intervention à l'Assemblée Nationale le 16.10.1956

" était aussi le deuxième fournisseur de l'Egypte ... toute
" mesure de force ou de boycott à l'égard de l'Egypte compro-
" mettrait irrémédiablement nos positions .... nous sommes
" toujours prêts à seconder l'expansion pacifique de l'économie
" et de la civilisation française ".

Devenue les apologistes de l'affairisme mercantile, ils n'ont pas hésité, non seulement à abandonner toute solidarité prolétarienne internationale, mais encore à abandonner les communistes des partis "frères". C'est ainsi qu'à divers députés et à Guy Mollet qui lui demandaient pourquoi il applaudissait Nasser alors que ce dernier emprisonnait les communistes, Garaudy répondit : " ... dans les relations internationales - et c'est
" une doctrine que je croyais être la votre du point de vue de
" la coexistence pacifique des peuples - les régimes intérieurs
" ne doivent pas être un élément de notre appréciation sur les
" actes extérieurs " (1).

Ainsi les staliniste ont fait bien du chemin depuis la période où ils réclamaient la rupture des relations diplomatiques avec Franco " parce qu'il était un fasciste ". Se plaçant sur le même terrain que Guy Mollet, ils renient ouvertement toute solidarité internationale, non seulement de classe, mais de parti." ... C'est une doctrine constante ... de notre parti
" ... d'admettre que, en vertu des principes de la coexistence
" pacifique, nous ne fassions pas intervenir nos préférences
" subjectives dans les relations internationales "(2).

La solidarité avec les communistes des autres pays relève ... de "préférences subjectives". Voilà qui se passe de commentaires ! Les communistes de Lénine eussent proclamé leur solidarité pour le mouvement révolutionnaire arabe, salué sa victoire sur l'impérialisme anglais et impitoyablement dénoncé Nasser qui brime ses travailleurs et n'est révolutionnaire et anti-féodal.... que pour l'extérieur.

Ainsi, nos "communistes" ont dénaturé le problème des révolutions nationales sur ses deux plans primordiaux :

---

(1) Roger Garaudy - Intervention à l'Assemblée Nationale le 16.10.1956
(2) R. Garaudy - Intervention à l'Assemblée Nationale du 16.10. 1958. C'est nous qui soulignons.

1°/ DANS LE MOUVEMENT DU PAYS QUI SE REVOLTE, ils n'ont pas fait valoir la solidarité internationale avec les prolétaires du monde entier, mais les liens culturels, économiques, politiques (au nom des intérêts légitimes de la France) avec la nation oppresseuse. Dans cet ordre d'idées, ils ont préconisé toutes sortes de statuts intermédiaires comme autant de solutions "pratiques" du problème algérien. Or voici ce que disait Lénine à ce sujet : " (1) Dans la cause nationale, toute " bourgeoisie veut, soit des privilèges, soit des avantages ex- " ceptionnels pour sa nation, c'est ce qu'on entend par "prati- " que". Le prolétariat est contre tout privilège, tout exclusi- " visme. Exiger qu'il soit "pratique" c'est verser dans l'oppor- " tunisme ".

Dans l'opportunisme, les stalinistes y sont tellement embourbés qu'ils n'ont jamais mis en avant le minimum de la revendication prolétarienne, à savoir : le droit à la séparation et la formation de l'Etat national. Si, sous la pression des évènements, ils ont avancé le mot d'ordre d'indépendance, c'est après l'avoir émasculé de toute énergie révolutionnaire par le souci du maintien des bonnes relations, de liens durables,etc.. Curieuse indépendance, en effet, que celle qui est assortie de " rapports d'association" ou de "coopération politique". Lénine était bien plus calirement affirmatif sur cette question : "(2) " ... par libre disposition des nations on entend leur séparation en tant qu'Etat d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'Etats nationaux indépendants ... dans le programme des marxistes, la "libre disposition des "nations" ne peut avoir, du point de vue historico- " politique d'autre signification que la libre disposition po- " litique, l'indépendance en tant qu'Etat, la formation d'un Etat " national ".

Ici, une précision s'impose sur la délicate question de la position du prolétariat de la métropole, face à la bourgeoisie du pays qui se révolte, et c'est encore à Lénine que nous la demanderons : "(3) On nous dit, en soutenant le droit " à la séparation, vous soutenez le nationalisme bourgeois des " nations opprimées .....

" Nous répondrons : Non, c'est à la bourgeoisie qu'il "importe d'avoir ici une solution "pratique" tandis qu'aux ouvriers "il importe de dégager en principe deux tendances. Pour autant que "la bourgeoisie de la nation opprimée lutte contre la nation qui "opprime, pour autant nous sommes toujours, en tout état de cause "et plus résolument que tous les autres, pour, car nous sommes

(1) - Lénine - Du droit des peuples à disposer d'eux mêmes,pp.51,52
(2) - idem p. 40 et 43 (3) - Idem p. 53

" l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour " autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour son pro- " pre nationalisme bourgeois, nous sommes contre. Lutte contre les " privilèges et les violences de la nation qui opprime, aucune to- " lérance pour la recherche de privilèges de la part de la nation " opprimée ".

En somme, exactement le contraire de la position de R. Garaudy sur l'affaire de Suez !

2°/ DANS LA METROPOLE, où la "revendication de la paix" a toujours été assortie des intérêts supérieurs de la nation et jamais étayée par un argument de classe. A ces staliniste, défenseurs conséquents de l' "Union Française", Lénine a déjà répondu depuis longtemps "(1) Le moindre appui accordé par le "prolétariat " d'une nation quelconque aux privilèges de "sa" bourgeoisie natio- " nale provoquera inévitablement la défiance du prolétariat de l'au- " tre nation, affaiblira la solidarité internationale des ouvriers".

Il est vrai que les staliniste ont une façon toute particulière d'interpréter les écrits authentiquement marxistes afin de les invoquer à tout propos pour justifier leur politique ..... authentiquement bourgeoise. C'est ainsi que Pierre Courtade écrit au sujet de l'alliance du P.C.F. avec les "partis de gauche" pour la défense de la République : " (2).... il s'agit d'une applica- "tion des principes de Marx sur l'alliance nécessaire jusqu'au bout "de la classe ouvrière et des classes moyennes ".

Il oublie volontairement que cette alliance n'est concevable que lorsque la bourgeoisie lutte pour détruire des rapports économiques et sociaux pré-capitalistes et que cette phrase a été définitivement close dès 1870 en Europe occidentale.

Nous nous contenterons d'opposer à ces tristes flagorneurs ces quelques lignes de Lénine . " (3).... La politique du prolétaria- "riat dans la question nationale (de même que dans les autres ques- "tions) ne soutient la bourgeoisie que dans une direction détermi- "née, mais ne coïncide jamais avec sa politique .... La classe ou- "vrière soutient la bourgeoisie .... afin d'assurer à la lutte de "classe l'ambiance la plus favorable ".

---

(1) - Lénine - "Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", p. 66
(2) - Humanité Dimanche du 7.9.1958 - La question de l'alliance avec les communistes . P.Courtade.
(3) - Lénine - "Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ".

Lénine parlait de lutte de classe... on peut se demander si nos staliniste d'aujourd'hui savent encore ce que cela veut dire, eux qui n'ont jamais mis en avant le moindre argument de classe dans leur démagogique "campagne" pour la paix. Il suffit de nous reporter à l'intervention de L. Feix à Pleyel face aux quelques interventions classistes qui s'y manifestèrent, de savoir que " l'Humanité" a passé ces dernières sous silence, pour en être convaincu, [illegible] - ou encore d'écouter Roger Garaudy : " .... Les 500 000 jeunes gens que vous utilisez à la " guerre, manquent terriblement au travail en France " (1) .

Comment, en effet, interpréter ces paroles, sinon que pour les ouvriers, il n'y a d'autre alternative que d'être " chair à canon" ou "chair à profit" .... pour le grand bien de la France, à moins que ce ne soit pour illustrer la parole du "grand maître Staline" : " L'homme est le capital le plus précieux !"

Evidemment, ces "communistes" nouveau style ne pouvaient faire autrement que d'envelopper leurs "mots d'ordre" de la plus servile référence aux "valeurs bourgeoises" et à la patrie, citant par exemple le général de Bollardière pour étayer leur argumentation .... sur les "blessures morales" et la grandeur de l'armée.

En un mot, ils ont rompu totalement avec la "garantie" de Lénine dans la question nationale : <u>la lutte de classe dans la métropole</u>.

-=-=-=-=-=-=-

Le but de cet article était de mettre en lumière la position petit bourgeoise, réformiste et opportuniste du P.C.F. sur le problème colonial. A ce sujet, la lecture de la presse staliniste nous a grandement aidé dans notre tâche, car, non seulement elle nous a pleinement édifié sur le contenu essentiellement bourgeois de sa politique, mais elle nous permet en outre d'affirmer, qu'il ne s'agit pas là de faiblesse théorique,

---

(1) Roger Garaudy - Intervention à l'Assemblée Nationale le 16.10.1956

d'erreur de tactique ou de jeu diplomatique déterminé par la Russie, mais bel et bien de la perte totale de toute vision historique solide de classe, comme de toute conviction et de toute flamme révolutionnaires.

Arrivé à un tel degré de dégénérescence il ne peut y avoir pour le P.C.F. d'autre issue que celle réservée à la bourgeoisie, et Pierre Courtade fait ici figure de prophète lorsqu'il préconise avec elle " l'alliance jusqu'au bout .... ".

En effet, " jusqu'au bout", c'est-à-dire jusqu'à l'éviction totale et définitive de tous ces "pantins" bourgeois de la scène politique, par le prolétariat.

Puissent quelques éléments avancés de la classe ouvrière comprendre que si cette éventualité n'est pas à l'ordre du jour, le P.C.F. peut en revendiquer l'entière responsabilité.

Le résultat le plus concret de sa politique, est qu'il n'existe pas aujourd'hui sur la question coloniale (de même que sur les autres questions) de possibilité de remettre le prolétariat sur les positions abandonnées depuis si longtemps par les stalinistes, avant que l'ensemble du mouvement ne retrouve son programme général de classe, dont nous sommes certains de l'inéluctabilité.

+

+ +

LE ROLE DU PARTI DANS LA REVOLUTION RUSSE

- I -

MARXISME ET POPULISME

La grand battage de 1956 autour des évènements tragiques de l'Europe russe s'est maintenant tout à fait éteint, et il est possible de vérifier que la politique de "destalinisation " n'a pas eu les effets bouleversants que bien des communistes "oppositionnels " croyaient pouvoir en attendre.

Au lieu d'impulser le retour des travailleurs sur des positions de classe orthodoxes, le rideau soulevé par KROUTCHEV sur les crimes de la contre-révolution stalinienne n'a guère eu d'autre portée que d'engager un peu plus avant sur la voie du réformisme démocratique les diverses minorités qui se posent en renovatrices de la stratégie prolétarienne.

L'évanouissement des espoirs injustifiés, l'évidence de la vanité de polémiques oiseuses auront cependant quelque utilité. Venant après les déclarations spectaculaires qui confirment la nature non-socialiste et non-prolétarienne de la Russie actuelle, ils ont prouvé que le diagnostic de la dégénérescence de l'ex-Etat ouvrier russe n'est solide que pour autant qu'il s'appuie sur le fil historique d'une analyse rigoureuse de ses causes exactes. Fondé sur des critères de morale et de liberté, comme ce fut toujours le cas des pétitions de principe des divers " redresseurs " du stalinisme, il ne peut aboutir qu'à une confusion toujours plus grande. Et c'est bien ainsi que se concluent les débats animés de cette période particulièrement édifiante des secousses sociales en Pologne et en Hongrie.

Faisant le bilan des interprétations, polémiques et controverses qui se sont développées au sujet du "tournant" soviétique survenu après la mort de STALINE, nous ne devons pas hésiter à reconnaître - sans manifester évidemment la moindre nostalgie pour " l'ancien cours " - que les critiques adressées au stalinisme sont pires, pour la plupart, que le stalinisme lui-même car elles parachèvent le cycle de cette évolution opportuniste de la façon la plus cynique et la plus triviale, notamment en intégrant comme " valeur absolue " cette <u>démocratie</u> que les staliniens, pendant de longues années, prétendirent n'appuyer que pour des raisons de <u>pure tactique</u> : pour remonter le handicap du recul de la révolution européenne d'abord, pour combattre la contre-offensive fasciste ensuite. Effectivement, les censeurs (au dedans ou du dehors, peu importe) du stalinisme

ont accompli le pas que ce dernier hésitait à faire : ils sont revenus sur l'acceptation de la forme PARTI en tant que seul moyen de conduire la lutte pour le socialisme, à laquelle, formellement tout au moins, les staliniens de la vieille école demeuraient attachés.

Si cet ultime reniement est dans la ligne authentique de l'héritage opportuniste légué par MOSCOU, il nous autorise à penser, cependant, que la confusion engendrée par le stalinisme devra subsister, en pire, même après que celui-ci aura perdu toute audience auprès des masses travailleuses, et, de cette façon, met en évidence, une fois de plus, ce qui constitue, sur le plan théorique et idéologique, le centre de l'actuelle dépression du mouvement ouvrier : la question du parti de classe, de son rôle, de ses caractéristiques essentielles.

C'est pourquoi, si nous revenons sur ce sujet de la révolution russe, après en avoir par ailleurs développé les points fondamentaux de principe (1), c'est parce qu'en dehors d'une claire notion concernant le parti prolétarien, il n'est pas possible de comprendre la signification du grand mouvement d'Octobre 1917, de s'expliquer, tout autant que ses pages glorieuses, les raisons de son échec final.

Le parti qui conduit la classe ouvrière dans la tâche ardue qui consiste à mener à terme le terrible accouchement d'une société nouvelle n'est pas un parti identique aux partis des autres classes de la société, lesquels n'ont guère la force nécessaire de voir au-delà des intérêts immédiats et contingents des groupes et fractions sociales qu'ils représentent. Il ne s'en distingue pas seulement par une plus grande envergure numérique et une hardiesse plus évidente. Et surtout, il ne tranche pas avec eux par une habileté stratégique fondée sur l'absence de scrupules de ses chefs et sur leur machiavélisme politique, selon l'image grossière qu'a voulu en donner la dégénérescence stalinienne. Le parti de la classe ouvrière puise dans les forces vives des masses mobilisées par la crise sociale, et dans sa théorie scientifique de l'histoire une faculté d'anticipation sur les évènements politiques et sociaux qui est sa caractéristique essentielle d'organisation révolutionnaire, en ce qu'elle lui permet d'intervenir avec efficacité et décision dans les grands bouleversements historiques, et de substituer à leur mécanisme aveugle une initiative consciente, transformant la révolution d'acte déterminé en acte déterminant. Sans cette faculté il ne peut être parlé de parti révolutionnaire du prolétariat. C'est pourquoi nous pouvons dire qu'il n'y a pas de pire défaitisme que celui qui théorise l'incapacité de l'organisation politique ouvrière à prévoir les évènements sur la base d'une analyse historique ou, ce qui revient au même, entend définir empiriquement les règles d'action ou encore le faire à l'aide de périodiques et contradictoires "consultations " démocratiques des masses intéressées.

---

(1) - Voir notamment le n° 1 de cette revue et " QUARANTE ANS APRES : LE MARXISME DEVANT LA RUSSIE, dans son n° 2.

S'il fallait, donc, définir le critère principal du rôle révolutionnaire de classe d'une organisation politique du prolétariat, nous dirions que l'attribut essentiel d'une telle organisation, indispensable pour lui conférer le titre de parti, est celui qui réside dans sa faculté d'interpréter et de prévoir, qui est inséparable de l'intégration de toute l'expérience historique du prolétariat. Plus que toutes les spéculations et les bavardages sur les aspects superficiels de la dégénérescence staliniste, ce critère, appliqué à la chute du mouvement communiste international, nous montre que lorsque le parti prolétarien, au lieu de dominer les forces économiques, les subit, lorsqu'il perd la conscience de leur véritable nature, qualifiant de " socialisme " une planification génératrice de capital, il est déjà sur la pente abrupte qui le conduit vers un rôle politique et historique qui n'est plus celui du parti révolutionnaire mais celui de la conservation sociale. Et lorsqu'il se livre à l'apologie des formes économiques qu'il s'était donné préalablement pour tâche de détruire, il n'est pas éloigné du moment où il lui faudra, d'une manière ou d'une autre, et sous la pression des intérêts réels qu'il a développés, avouer son rôle véritable et la nature politique et sociale qu'il a désormais acquise.

C'est sous cet angle, sous celui du rapport de l'organisation politique prolétarienne avec le mouvement de l'histoire, qu'il est particulièrement nécessaire d'étudier le cycle historique et politique de la révolution russe et de ses suites : le parti révolutionnaire, parti à l'assaut de la société capitaliste et vainqueur, en une première phase, de l'Etat tsariste, est passé avec armes et bagages du côté de l'ennemi de classe, au même moment où il perdait la maîtrise de sa propre perspective et contraignait ses cadres politiques à épouser, avec une servilité qui tourne au ridicule, des impératifs sociaux qui ne sont pas ceux du prolétariat révolutionnaire et du socialisme, mais de cette vieille société capitaliste dont il a, par sa trahison, prolongé de quelques lustres l'existence historiquement condamnée.

Pour comprendre une telle involution il faut dépasser les illusions (qui font tellement l'affaire des stalino-réformistes) sur l'ininterrompu " progrès historique " de la société et y opposer la notion des bonds et des crises de l'histoire qu'il est facile, pour le premier venu, de vérifier par un simple coup d'oeil sur un manuel scolaire, où la violence est présente à toutes les pages, mais que toute société décadente n'a jamais le courage de voir en face.

Les temps modernes ont vu alterner les périodes de grave convulsion sociale avec les oasis de paix civique et internationale. L'Europe occidentale a connu sa phase révolutionnaire dans la première moitié du XIXme siècle puis s'est assoupie dans ce qu'on a appelé " l'idylle " entre les classes, qui fut brutalement déchirée par l'éclatement de la première guerre mondiale. La Russie, après la longue torpeur médiévale dont elle n'était sortie qu'avec les grandes grèves ouvrières du début du siècle, connut une première révolution qui fut défaite en 1905, mais,après dix ans de réaction féroce, elle fut projetée dans la grande catastrophe sociale par la guerre impérialiste. Et c'est cette vague partie des terres slaves qui mit toute l'Europe au bord de la révolution prolétarienne socialiste.

C'est donc en fonction de ce "cours" historique révolutionnaire du plein XXme siècle, et de son influence sur la courbe ascendante et descendante du mouvement armé des masses, qu'il faut analyser l'histoire du parti communiste russe et international, qu'il est facile, sur ce schéma, de diviser en trois grandes périodes : une phase de formation et de préparation de l'organisation politique de classe a son rôle révolutionnaire, une phase de décisive et victorieuse intervention, enfin une phase de recul et de déclin, au cours de laquelle ce parti accuse toutes les conséquences des échecs de la révolution européenne et capitule sur toute la ligne politique et idéologique.

Toute l'histoire de la Seconde Internationale est marquée par la lutte entre le marxisme révolutionnaire orthodoxe et le révisionnisme réformiste. La caractéristique essentielle de la social-démocratie russe est la convergence de cette lutte avec la montée et le développement de la lutte des masses ouvrières et paysannes. Non seulement les marxistes russes luttèrent pour la fidélité rigoureuse à la théorie et à la doctrine de Marx mais ils surent encore l'utiliser à démêler la complexité du devenir social de la Russie arriérée, et se séparer à temps des émules russes du puissant courant opportuniste qui gangrenait toute la social-démocratie européenne. Ceci suffit à montrer que, contrairement à l'opinion aujourd'hui souveraine selon laquelle le succès révolutionnaire d'Octobre 1917 fut le produit d'une improvisation géniale ou chanceuse, cette victoire du prolétariat russe est l'aboutissement logique de toute l'oeuvre antérieure du parti.

On trouvera la meilleure preuve de ce fait en relevant tout au long des péripéties de l'histoire du parti bolchevick la sûreté d'anticipation qui ne lui fit défaut à aucun instant, jusqu'au moment où le sort général de la révolution prolétarienne internationale ne dépendait plus ni de lui ni du prolétariat russe mais des masses ouvrières de l'Europe Occidentale. En face d'une tendance prétendument "socialiste", et d'ambition politique et sociale apparemment plus radicale, le parti bolchevick démontra être le seul capable de définir les possibilités exactes de la révolution russe et surtout de définir le caractère qu'elle devait prendre, non seulement pour arracher ce pays à l'autocratie tsariste mais aussi pour remettre sur la voie révolutionnaire du socialisme tout le mouvement ouvrier international que la trahison de la social-démocratie avait jeté dans la guerre impérialiste.

Mais si on rejette sans recours l'imagerie d'Epinal qui veut justifier cette réussite par le génie des chefs et le mérite des hommes, il faut de même bannir toute explication semblable en ce qui concerne la phase du déclin et de dégénérescence qui lui a succédée. Plus encore que l'enthousiasmant enchaînement des actes politiques de la victoire, le gouffre de la déchéance du parti russe, par ses formes difficilement prévisibles, prête le flanc à une interprétation extra-matérialiste, irrationnelle, de l'inversion totale subie par le mouvement politique et l'Etat dirigés par Moscou. Les sourdes mais opiniâtres nécessités de la stabilité sociale ont contraint les chefs du Kremlin - et les contraindront toujours davantage - à révéler l'envers de la scène historique où s'est joué le sort de

l'Etat prolétarien et de son parti. Cependant, le grand public entrevoit à peine les coulisses sanglantes du drame de la révolution russe qu'il est rejeté, soit vers le cynisme du philistin petit bourgeois, tout heureux de voir que la "politique" est tout autant, sinon davantage, un champ d'actions sordides et cruelles dans les pays dits "communistes" que dans ceux du capitalisme, soit vers l'impuissante exorcisation des "intellectuels" qui, à chaque manifestation historique de la violence contre-révolutionnaire, invoquent, non la froide projection des intérêts sociaux, mais un phénomène aberrant, "psycho-pathologique", une monstruosité sociale sans liens réels avec les moteurs définis de la lutte des classes.

Quelqu'écouerants que soient les détails - d'ailleurs révélés depuis longtemps à qui voulait se donner la peine de les chercher - de la contre-révolution stalinienne, nous ne devons pas nous laisser prendre à leur pure suggestivité: la grande imposture au "socialisme russe " repose sur une formidable falsification des faits et des principes, le poids de l'appareil qui l'accomplit est écrasant parce qu'il a bénéficié de l'appui ouvert ou caché de toutes les forces impersonnelles de la conservation sociale internationale, mais la machinerie n'est en rien mystérieuse ou relevant des domaines inexplicables de la "perversion humaine",de son sadisme ou de sa cruauté. Ni la brutalité de Staline, ni l'insensibilité de ses tortionnaires, ni l'habileté procédurière de ses procureurs ne peuvent expliquer la grande débandade de toute opposition physique en face de la contre-révolution. Seule l'expliquent la défaite prolétarienne sur tous les fronts de lutte, l'épuisement des ressources en cadres révolutionnaires, les grandes réserves sociales dont disposait encore la bourgeoisie trouvant à point nommé une véritable armée d'opportunistes, de renégats, de carrièristes, d'hommes à vendre, même au plus vil prix.

Il n'est aucun aspect de la dégénérescence russe qui ne puisse être ramené aux problèmes de la lutte de classe et à ses bases économiques. Les mêmes facteurs historiques et sociaux qui jouèrent en faveur de la révolution et du prolétariat lors de sa première phase, antiféodaliste, constituèrent ensuite un poids contre-révolutionnaire dès que se mit à faiblir la vague internationale soulevée par le succès d'Octobre. L'ensemble du mouvement international subit ce reflux qui se termina par le triomphe des éléments centristes et opportunistes. D'un phénomène qui dérive d'un rapport de force on n'a pas le droit de déduire l'existence d'une "carence " programmatique, mais surtout pas de créer un "mystère" et d'invoquer des facteurs extra-politiques. Pour décider loyalement de la validité du marxisme et du programme léniniste qui en était la rigoureuse application, il suffit de répondre à cette question : l'abandon de la perspective de la révolution prolétarienne internationale a-t-il pu survenir <u>en accord</u> avec les principes primitivement définis ou bien les renégats ont-ils dû les falsifier d'abord, les répudier ensuite, prouvant par là que les principes politiques du mouvement d'Octobre représentaient bien la ligne révolutionnaire et ne pouvaient s'accommoder de la totale démission de classe survenue dans le parti ?

CULTE DE L'HISTOIRE OU HISTOIRE D'UN CULTE ?

Il est clair qu'il ne servirait à rien de montrer que la politique russe n'a pu dégénérer qu'en passant sur le corps des principes fondamentaux de la doctrine, si on laissait croire que tout accord vérifié entre la doctrine et la réalité historique est un fait fortuit. En d'autres termes, pour que des principes d'action politique aient réellement un caractère scientifique il faut admettre que l'histoire est objet de science. Or c'est ce que nient implicitement toutes les conceptions politiques qui ne veulent accepter qu'une partie du marxisme et de son programme (1). De telles attitudes, quasi-générales dans la plupart des tendances qui dénoncent les infamies du stalinisme, n'ont nullement pour résultat de "sauver la doctrine de la sclérose politique ", comme elles le prétendent, mais au contraire lui incorporent en fait des postulats qui lui sont étrangers. Le marxisme ne serait pas une critique cohérente et intégrale de la société capitaliste s'il n'avait, dès son apparition, opposé au système mercantile d'exploitation de la force de travail, la définition de la forme sociale qui doit lui succéder et les grandes lignes du mouvement qui doit en assurer le triomphe. Qu'ils le veuillent ou non les contempteurs de l'intégralité de la doctrine de MARX sont amenés à se fonder, non pas sur le matérialisme historique dont nombre d'entr'eux se revendiquent, mais sur un principe " d'indétermination " de l'histoire, puisqu'à leurs yeux il n'est pas possible de théoriser en un programme définitif des rapports rigoureux entre les contrastes économiques et leurs manifestations sociales. Dans cette première exposition nous nous efforcerons de montrer que l'histoire du parti bolchevick, dès sa phase de genèse, s'inscrit en faux contre cette sorte de nihilisme théorique. Mais pour rendre un peu moins aride le rappel des principes de l'application de la méthode matérialiste à l'histoire il convient assez de le faire sur le canevas des arguments de nos adversaires. Nous nous servirons donc d'une controverse qui opposa le philosophe "communiste" H. LEFEBVRE au social-démocrate " de gauche". A.PHILIP, et qui présente l'avantage de condenser en quelques arguments la critique classique que formulent, à l'adresse de la révolution d'Octobre, les démocrates honteux ou déclarés.

Au cours d'un débat qui a fait le tour des principales prises de position des Russes sur les grands problèmes internationaux, les deux interlocuteurs ont été conduits à dresser le bilan historique de la révolution bolchevique. On devine aisément que pour M.H.LEFEBVRE, un tel bilan est pleinement satisfaisant, y compris sous l'aspect qui concerne la situation présente de l'Etat de Moscou et de sa politique. Quant à M. A.PHILIP, ce n'est pas la réalisation économique qu'il conteste dans l'oeuvre du pouvoir stalinien, mais sa " portée humaine". Nous ne saurions trouver de meilleur "digest" de l'idéologie démocratique qui constitue le fondement inavoué de la plupart des positions anti-staliniste de gauche. La profession de foi d'un authentique et officiel social-démocrate de gauche a le mérite incontestable d'exprimer clairement et sans réticences les griefs que bien des "redresseurs" de l'actuel mouvement ouvrier dissimulent sous une abondante et soporifique phraséologie pseudo-extrémiste.

---

(1) Et à plus forte raison la gauche "socialiste" française qui cache mal sa préférence pour JAURES et son antipathie pour MARX.

M. A.PHILIP ne met donc pas en doute que le pouvoir politique russe ait réussi une profonde modernisation du pays, mais ce qu'il conteste c'est que ce résultat soit dû au caractère scientifique du programme staliniste et surtout que la déférence que les théoriciens russes témoignent à l'égard d'une conception déterministe de l'histoire soit autre chose qu'une grossière justification " a posteriori " d'une politique toute empirique. Partant sur un doute somme toute très légitime, en ce qu'il relève d'une constatation évidente : l'aptitude des staliniste à " faire cadrer " l'histoire avec leur politique, M.A. PHILIP en arrive comme il se doit pour un démocrate, à nier l'histoire en tant que suite de phénomènes déterminés.

Dans sa première critique, qui a pour but de contester la nécessité de la révolution bolchevique, il s'attaque à l'argument massue des staliniste : les "réalisations " économiques. Si la guerre n'était pas survenue, pense-t-il (celle de 1914 bien entendu) la réforme agraire de Stolypine aurait transformé la Russie tsariste en un système de petite propriété bourgeoise (1). Dans ce cas l'actuel résultat économique-technique, conquis à grand prix de sang et de souffrances par la révolution d'Octobre, aurait été atteint à meilleur compte.

L'apparente logique de ce raisonnement découle du fait que la polémique entre A. PHILIP et H. LEFEBVRE se déroule sur le terrain de la progression pacifique vers le socialisme et non sur celui de la révolution prolétarienne. Que le capitalisme ait tout de même fini, tôt ou tard par dominer l'ensemble des rapports de production russe, ce n'est pas là le centre de la question : on voit bien aujourd'hui que l'expansion de l'économie moderne est un phénomène irrésistible. Ce qui compte c'est le contexte politique et social dans lequel elle s'effectue, l'influence qu'elle exerce sur cette révolte des forces sociales qui est nécessaire pour émanciper la société entière de toutes les formes d'exploitation. Sous cet angle nous pouvons affirmer que sans la révolution d'Octobre, le cours réactionnaire international ouvert par la première guerre impérialiste n'aurait pu être renversé, quel que fut par ailleurs l'évolution successive du rapport des forces au cours de laquelle le capitalisme mondial reprit en mains les destins de la société. Même en tenant compte que l'espoir de la victoire internationale du prolétariat, qui sous-tendait toute l'initiative léniniste d'Octobre 17, n'a pas été récompensé par les évènements et que la Russie n'a pas dépassé le mode capitaliste de production, il reste acquis que la révolution russe, défaite dans le grand assaut qu'elle a tenté contre le capitalisme mondial, a intégralement assumé le maximum de la tâche d'une révolution démocratique poussée jusqu'à ses formes les plus radicales, dont les conséquences ont bouleversé le déroulement de la vie sociale dans presque toute l'Asie et dont la portée historique ne sera pas négligeable, non plus, en ce qui concerne la révolution de demain, en faveur de laquelle le potentiel industriel de la Russie, avec ses énormes bataillons de prolétaires, jouera certainement un rôle considérable.

---

(1) On verra dans un prochain texte ce que LENINE pensait de cette éventualité. La question n'était pas d'ailleurs celle de l'existence de cette petite propriété dont il voyait le développement, mais celle de la possibilité de faire vivre des producteurs indépendants, ni salariés ni petits capitalistes du sol, et auxquels seule la révolution ouvrière, en définitive, concéda la faculté pratique d'exister.

" Tout le problème, écrit M.A.PHILIP est de savoir si la voie ouverte en U.R.S.S. a permis d'obtenir au profit de l'homme des résultats supérieurs à ceux qui auraient pu être découverts par d'autres voies " (1) (c'est nous qui soulignons). Cette phrase prouve que son auteur, même comme démocrate et comme bourgeois, n'est pas aussi radical qu'on pourrait le croire, qu'il a même perdu cette flamme jacobine caractéristique des intellectuels et hommes politiques de même souche de la période d'apogée du républicanisme. Ces derniers, à ceux qui formulaient le lieu commun classique des philistins sur le parallèle entre les révolutions anglaise et française, affirmant que de l'autre côté de la Manche on était arrivé à la démocratie sans faire couler le fleuve de sang de la Terreur, rétorquaient qu'un tel point de vue réduisait à néant toute la portée de la Convention et de l'oeuvre des Sans-Culottes sur les révolutions futures et la tradition politique française.

Il va de soi que nous ne poserons pas le problème sous le même angle que M. PHILIP. Nous affirmons qu'après l'échec de la révolution ouvrière en Europe le résultat définitif de la révolution russe fut l'instauration du capitalisme. Libre aux démocrates incorrigibles de se demander si tel ou tel capitalisme est ou non " favorable à l'homme ". Nous savons ce que vaut le capitalisme comme système social et qu'il est le plus infâme de tous les modes de production que l'histoire nous a donnés. La seule chose qui compte à nos yeux, pour juger de la valeur respective de ses diverses expressions historiques, c'est de savoir dans quelles mesures et à quel degré, il développe les conditions sociales de sa propre destruction, c'est-à-dire quelle vélocité il déploie pour créer et étendre cette classe qui doit devenir son propre fossoyeur : le prolétariat.

Ce critère étant précisé, il ne s'agit pas encore, dans le cadre de cet article, de déterminer ce que vaut le capitalisme russe en tant que tel, mais seulement de savoir ce que représentait la révolution russe dans sa perspective originelle. La critique des arguments de M. A.PHILIP n'est là que pour nous y conduire.

Ainsi, un démocrate (sous étiquette "socialiste", mais que sont donc les "socialistes" d'aujourd'hui, sinon d'invétérés petits-bourgeois) met en cause la conception matérialiste de l'histoire en tirant à boulets rouges sur les contorsions pseudo-scientifiques des faux marxistes de l'école russe. Ce qui nous intéresse ici c'est d'opposer à son argumentation quelques éléments de la preuve que nous voulons faire de la possibilité, pour le parti politique de classe, non seulement de déchiffrer l'histoire, mais d'en prévoir les grands détours et de conduire en conséquence l'action politique du prolétariat. Le lecteur comprendra facilement que nous n'avons cure de convaincre personnellement M. A.PHILIP qui, d'ailleurs, ne nous lira pas et est trop occupé à modeler sur le schéma de ses généreuses mais archi-désuètes illusions la boutique électoraliste corrompue qu' est depuis longtemps devenue la social-démocratie. Persuadés que le socialisme seul peut délivrer l'humanité des misères dont l'accable l'actuel mode de production, nous ne saurions nous émouvoir des horreurs et contradictions du système

(1) - A. PHILIP "Riposte à H. LEFEBVRE " -FRANCE-OBSERVATEUR du 21.11.1957.

russe, ainsi que des vicissitudes que rencontrent ses " théoriciens ", car dans ce système RIEN n'est socialiste. Mais le défaitisme théorique qu'expriment toutes les critiques démocratiques à son égard contamine trop profondément le mouvement ouvrier pour que nous ne mettions pas à profit, à la mesure de nos très modestes moyens, toute occasion de le combattre.

Dans l'exposition de son second argument, M. A.PHILIP conteste que le parti bolchevick ait été l'expression authentique de la volonté des travailleurs russes (1). Combien de temps encore le mouvement devra-t-il traîner après lui ces critiques usées que des gens de "l'avant-garde" ouvrière n'hésitent pourtant pas à reprendre à leur compte ? A qui a lu les divers ouvrages de LENINE dirigés contre les sociaux-réformistes, et particulièrement " La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ", il pourra paraître oiseux de revenir sur une réfutation classique d'aussi vieux arguments. Et pourtant, parmi tous les gens qui parlent de la révolution russe combien y en a-t-il qui ont eu le courage de lire de tels textes définitifs ? Et surtout combien d'entre eux seront capables d'en comprendre la valeur <u>actuelle</u> si on ne prend encore une fois la peine de la leur souligner ? Sont-ils seulement capables de se reconnaître dans les griefs que formule M.PHILIP tous ces démocrates inavoués qui prétendent " mettre à jour " le marxisme et le programme du prolétariat en y insérant quelque relent de démocratie ... ouvrière, bien sûr !

Vous contestez que le parti de LENINE fut "représentatif" du prolétariat parce qu'il était minoritaire en face des menchevicks et des Socialistes - révolutionnaires. En cela vous sacrifiez au mythe classique de la "consultation souveraine "; vous réduisez la vie politique du prolétariat à des formes d'action et d'organisation qui ne sont que de plates singeries du mécanisme démocratique-bourgeois. Mais même sur ce terrain de " l'adhésion " des masses au programme bolchevick, votre argument ne résiste pas à un examen objectif de la situation politique russe au cours de la révolution d'Octobre 1917. Quelle était la <u>seule classe</u> capable de donner le signal de l'assaut à l'Etat tsariste et de conduire toutes les classes opprimées jusqu'à la victoire ? Le prolétariat. Quel était le parti qui lui assignait ouvertement cette tâche ? Le parti bolchevick. Les menchevicks voulaient laisser la direction de la révolution à la bourgeoisie, les socialismes-révolutionnaires vivaient sur une tradition qui donnait le premier rôle dans cette révolution, non pas aux ouvriers, mais aux paysans. Les uns et les autres s'entendaient comme larrons en foire, au sein du gouvernement provisoire, pour trahir les ouvriers et les paysans , et cette trahison était patente, non pas

---

(1) -"Lors de la réunion de la Douma, les mencheviques et les socialistes révolutionnaires avaient la majorité, il en était de même dans la plupart des Soviets le coup de main de LENINE n'a pas été l'expression d'une classe ouvrière consciente mais l'action d'une poignée de révolutionnaires professionnels, le type même de la révolution par en-haut que LEFEBVRE critique chez les autres " (FRANCE - OBSERVATEUR, article cité).

sur une obscure " ligne historique ", mais sur des questions à propos desquelles travailleurs de la ville et travailleurs des champs avaient des revendications bien nettes : la paix et la terre. Le fait que les bolchevicks, seuls, aient intégralement pris en main ces revendications ne découle pas d'un machiavélisme tactique, mais de ce que tout parti prolétarien révolutionnaire digne de ce nom se situe obligatoirement sur la voie de toute aspiration révolutionnaire,fut-elle non-encore socialiste. Si le parti bolchevick n'était pas devenu, également au sens pratique du terme, l'éxpression de toutes les classes travailleuses, comment comprendre que la poignée de marxistes russes qui le composaient à l'origine se soit trouvée à la tête de tout le prolétariat et de la paysannerie pauvre ?

Il semble que ces choses devraient être évidentes. Mais c'est l'oeuvre même du stalinisme de les avoir dissimulées en invoquant la théorie de "l'habileté bolchevique " et, LENINE à peine mort, la mystique du " chef génial " à qui revient tout le mérite d'avoir "conquis " la masse. C'est une vérité banale que de constater que le parti prolétarien ne peut agir qu'en tant que parti de masses et que le succès révolutionnaire est fonction de l'influence qu'il a acquise. Mais s'il peut réunir ces conditions ce n'est pas à la façon du charlatanisme électoral bourgeois, dont le souci de capter la sympathie de l'électeur s'évanouit dès que le bulletin de vote est tombé au fond de l'urne. C'est parce que son programme le place sur la voie de la solution historique vers laquelle les masses de travailleurs sont forcés d'aller et se précipitent avant d'en prendre conscience. La question de la"représentativité " du parti bolchevick n'est donc qu'un aspect secondaire lorsqu'il s'agit de définir quels furent ses caractères prolétariens et révolutionnaires. Quand le cours de maturation de la crise sociale suit son développement maximum, cette condition de l'efficience du parti de classe se présente au moment voulu, comme l'illustre - en dépit de M. A.PHILIP - l'exemple du parti russe. Mais ce qui fut déterminant pour la définition du rôle que devait jouer ce parti, ce fut le travail préalable de délimitation idéologique et d'affermissement théorique qui fut conduit alors qu'il n'avait pas encore les masses derrière lui, tout au long de la période que LENINE appela lui-même la phase "intra-utérine" du parti et qui doit d'avoir été féconde à ce que ceux qui l'animèrent témoignèrent d'une fidélité farouche à des principes et des méthodes entièrement fondés sur une conception scientifique de l'histoire, dont les évènements grandioses d'Octobre devaient consacrer l'éclatante vérification.

Dans la période que nous vivons où tout ce labeur théorique peut sembler sinon perdu, du moins inutilisable par l'ensemble de la classe ouvrière, il n'est que trop facile aux détracteurs du marxisme de mettre en doute la science de l'histoire en s'appuyant pour cela sur le spectacle tragi-comique des intellectuels attelés à la tâche ingrate de " théoriser " la politique sinueuse et déconcertante de MOSCOU. " LEFEBVRE, écrit encore M.A.PHILIP ,nous présente sa religion comme le culte d'une déesse histoire, à la fois infaillible et sacôle, dont seuls de subtils théologiens, scientifiques, bien sûr, sont capables d'interpréter les zigs-zags ". Plus encore que de dénouer l'astuce simpliste de ce sarcasme ce qui compte pour nous c'est la nécessité d'affirmer le véritable point de vue matéria-

liste et, en particulier, de l'éprouver au ban d'essai de la révolution d'Octobre Que de fois n'a-t-on entretenu une confusion involontaire ou préméditée entre déterminisme et fatalisme ! Nous ne craignons pas de dire que toute phase historique, fut-elle contre-révolutionnaire, s'avère après coup nécessaire. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ait été fatale, et que soient justifiés les remords rétrospectivement abstentionnistes dans le goût de celui où était tombé le grand Plekhanov après la révolution russe de 1905 : " Il ne fallait pas prendre les armes!" Nécessaire, disons-nous, parce qu'après tout échec de révolution prolétarienne, qui survient parce que des conditions légitimement attendues (1) n'ont pas été réunies en temps opportun, il est indispensable que, sous une forme ou sous une autre, soit " reparcouru" tout le délai qu'exige une nouvelle maturation des conditions de la crise sociale, c'est-à-dire un nouveau et plus ample développement des contrastes internes du mode de production à abattre. Que cette étape ne puisse être escamotée, il suffit pour s'en convaincre de considérer les résultats piteux qu'ont atteints ceux qui, en pleine débandade du mouvement ouvrier, s'efforcent depuis 30 ans de refaire une Internationale prolétarienne.

Dire qu'après l'extinction du flux révolutionnaire international qu'avait soulevé la victoire du prolétariat russe, et plus encore après la démission historique du mouvement dirigé par MOSCOU, en tant que chef de file politique de la révolution communiste mondiale, la phase de contre-révolution était nécessaire, cela ne veut pas dire que, selon l'énorme monstruosité idéologique stalinienne, elle ait été utile au mouvement du prolétariat : cela signifie que l'histoire ne peut connaître de hiatus et que, la perspective révolutionnaire ayant été définitivement répudiée par les dirigeants russes, ils ne pouvaient que passer dans le camp social adverse, précipiter le prolétariat mondial dans la confusion et l'impuissance. Mais s'il n'y avait aucun moyen d'arrêter cette évolution jusqu'à une nouvelle crise du capitalisme, personne ne pouvait davantage empêcher ces dirigeants de continuer et d'amplifier l'oeuvre matérielle historiquement acquise : l'instauration d'une économie mercantile-capitaliste dans la vieille Russie. On ne saurait nier qu'un tel labeur remplisse une belle tranche d'histoire !

Mais dire qu'une telle issue n'était pas "fatale" cela signifie qu'au moment où l'attaque du prolétariat russe fut déclanchée toutes les conditions de la révolution socialiste, du point de vue historique et à l'échelle internationale, étaient remplies (c'est-à-dire l'existence d'un parti du prolétariat et de son programme historique, la force et l'importance des masses ouvrières de toute l'Europe). Il est évident qu'on ne peut poser comme base de toute action politique que la conjonction des conditions nécessaires à son succès soit absolument garantie d'avance : la révolution communiste en Allemagne, attendue comme devant décider du succès final du socialisme en Russie, ne s'est pas produite.Dire après coup que, de ce fait, l'initiative de LENINE n'était pas justifiée n'abou-

---

(1) - Dans le cas russe, la victoire de la révolution prolétarienne allemande.

tirait pas seulement à décréter impossible le succès de la révolution socialiste, mais à nier toute possibilité de changement social. D'ailleurs, en 1917, toute incertitude sur l'opportunité historique de l'offensive prolétarienne était tranchée par le fait que l'explosion sociale était inévitable en Russie et que, à ne pas y donner un caractère prolétarien et socialiste on courait le risque de la laisser écraser sous les coups de la non moins inévitable contre-révolution autocratique. La révolution est un phénomène objectif : elle ne laisse pas d'autres choix que d'être pour ou contre.

Cette tranche d'histoire étant ainsi " justifiée " c'est-à-dire expliquée selon une méthode déterministe, son développement s'accomode-t-il d'une justification de la politique stalinienne ? C'est bien à cette conclusion que les partisans de MOSCOU veulent conduire leurs adversaires : du moment où l'évolution russe est historiquement déterminée, on ne pourrait contester à ses promoteurs que leur politique s'exerce dans le sens de l'histoire. Mais la ruse est grossière. L'histoire procède par bonds on ne peut lui découvrir un sens qu'en joignant les phases où elle projette l'humanité vers des formes nouvelles de son développement. Pour déjouer la scolastique staliniste il suffit de répondre à ces questions : quelle est l'étape historique réellement atteinte par le régime russe ? quelle est l'étape historique postérieure au capitalisme ? Pour les bourgeois il n'y a plus d'étape après le capitalisme dont la société démocratique est le couronnement et la forme sociale la meilleure (les opportunistes admettent une autre étape, mais, rejoignant en cela les bourgeois, ils la voient au terme d'une évolution pacifique de la démocratie). Pour les marxistes la violence sociale, dont l'usage est admis par les bourgeois jusqu'à leur propre révolution, mais jugé réactionnaire au-delà, est encore nécessaire pour l'extirpation de la dernière forme de la société de classe.

Mais cette violence n'est pas un postulat, c'est une réalité historique. C'est celle qui naît du contraste d'intérêts entre victimes et bénéficiaires du nouveau mode de production. Lorsque la violence des exploités s'intensifie, se généralise et s'organise, son application à un objectif politique, le groupement social qu'elle développe et l'idéologie qu'elle crée, tout cela constitue, au sens littéral du terme, un mouvement de l'histoire. Puisque ce mouvement naît du capitalisme et qu'il en est inséparable, il devient possible de définir le sens dans lequel se déroule l'histoire : on doit le faire, non pas en fonction des désirs et préjugés des hommes, mais en fonction du but auquel tend ce mouvement historique : la société sans classes, le socialisme. Concédons aux hommes de MOSCOU qu'ils ont fait un petit bout de chemin avec l'histoire, celui qui conduit du féodalisme au capitalisme. Mais ils se sont arrêtés là. Mieux, comme tous les bourgeois qui les ont précédés sur cette voie ils tendent à prendre cette attitude qui conteste aux autres d'y parvenir aussi. Ainsi fit l'Angleterre capitaliste à l'égard de la jeune France bourgeoise, ainsi fait la stratégie russe en face du mouvement d'indépendance nationale des peuples de couleur.

Pour revenir aux méthodes que critique M.A.PHILIP, les acrobaties théoriques des LEFEBVRE et consorts découlent de ce fait : ils veulent justifier comme

une même et cohérente ligne politique vers le socialisme des manoeuvres et des tactiques qui, depuis trente ans, VONT EN SENS INVERSE de la perspective originelle des bolcheviks et de LENINE : la grande voie qu'ils assignaient au socialisme passait bien par l'instauration, en Russie, de rapports économiques capitalistes, mais faisaient dépendre l'avènement du socialisme en Russie de la victoire du prolétariat international, qu'ils lançaient résolument à l'attaque de toutes les citadelles du pouvoir bourgeois.

Justifier l'histoire est donc une chose, c'est trouver une motivation matérielle à toutes ses phases, y compris les phases de contre-révolution. Mais justifier la politique staliniste et post-staliniste en est une autre, car elle revient, en fait, à justifier la contre-révolution au nom du socialisme. Si ce triste métier, qui impose à ses tâcherons de défendre la répression à BUDAPEST et de la condamner en AFRIQUE DU NORD, comporte des contorsions pitoyables c'est parce qu'il lui faut concilier, en une même ligne politique, deux objectifs antagonistes : la consolidation du capitalisme en Russie et le prétendu respect d'une doctrine qui préconise sa destruction dans le monde entier.

Mais en se servant du spectacle piteux de ces contradictions et difficultés pour nier la possibilité de prévoir le cours historique, les réformistes et les démocrates sentent intuitivement que leurs coups portent plus loin que les hommes qu'ils visent. Ils sèment la confusion parmi tous les prolétaires car c'est seulement en partant du principe qu'il est possible de comprendre l'histoire, d'y suivre l'expérience historique du prolétariat, dans ses défaites comme dans ses réussites, que les tentatives de regroupement révolutionnaire trouveront une solide base théorique. Par contre, en accordant la primauté à l'opinion des hommes (que ce soit celle du chef ou de la "base") tous les révisionnistes, déclarés ou non, ménagent dans leur bagage programmatique une place sûre pour la contre-révolution capitaliste car l'Homme, avec un H majuscule, ce n'est rien d'autre que l'abstraction bourgeoise derrière laquelle se dissimulent toutes les ressources de conservation sociale d'un système qui, par ironie, broie l'individu plus efficacement que tous ceux qui l'ont précédé .

" Je crois qu'aucun déterminisme absolu ne pèse sur nous, écrit M.A. PHILIP, que l'homme est un centre détermination libre, qu'il lui reste toujours des issues possibles et que l'histoire est à chaque instant ce que nous la faisons. Pour agir sur elle il faut certes analyser le réel, mais le juger au nom de réalités éthiques transhistoriques. Par aucun procédé d'alchimie un fait ne peut devenir une valeur " (souligné par nous)

Tout ceci est dirigé contre la scolastique staliniste qui célèbre tout fait de l'histoire (russe) comme un "progrès historique". Mais la riposte de M.A. PHILIP relève de l'idéalisme bourgeois et non d'une conception scientifique des faits. Tout d'abord le culte que professent les LEFEBVRE et autres théoriciens de l'école moscovite n'est en rien un " culte de l'histoire", c'est purement et simplement le culte d'un opportunisme monstrueux qui, à chaque pas, renie ce qu'il a fait

la veille et crache sur les principes et les hommes qu'il a célébrés. Peut-on prendre au sérieux les " travaux historiques " d'un système qui a récrit quatre ou cinq fois sa propre histoire uniquement dans le but d'éliminer de la postérité tel ou tel homme politique tombé en disgrâce ? Tout récemment encore, les opinions et jugements qu'ils avaient émis sur les principaux faits de la politique russe, ces adulateurs de MOSCOU ont dû les renier. Aussi longtemps qu'ils demeureront attachés à justifier les tournants du Kremlin, il leur faudra revenir sur leurs affirmations antérieures, brûler aujourd'hui ce qu'ils ont hier adoré. Mais cela ne met nullement en cause la détermination de l'histoire; bien au contraire c'est parce qu'il existe un lien réel entre la base économique d'un système, sa politique et son idéologie qu'il incombe à ces gens d'accomplir d'extraordinaires acrobaties théoriques pour faire cadrer avec une phraséologie pseudo-socialiste des actes et des décisions qui découlent du caractère purement mercantile et capitaliste de l'économie de l'actuelle Russie.

Quant aux " réalités transhistoriques " dont parle M.A.PHILIP, quel bond en arrière ce concept ne représent-t-il pas par rapport à tout le chemin parcouru dans la théorie de l'histoire et de la société ! Ce " respect de la personne humaine " dont les bourgeois ont fait une " donnée naturelle " était-il seulement concevable avant la caducité du système esclavagiste antique ? La liberté pouvait-elle apparaître comme attribut fondamental de l'animal-homme avant la destruction du droit personnel et du servage ? Quel monceau d'hypocrisie n'a-t-il pas fallu à la société bourgeoise pour qu'elle en fasse le paravent idéologique de sa domination sur l'esclave moderne du capital, le salarié ?

Quand M.A.PHILIP affirme qu'aucun alchimisme ne peut faire d'un fait une valeur, ne se rend-il pas compte qu'il est la victime de " l'alchimisme " le plus colossal de l'histoire, celui qui a transformé le <u>fait</u> de la victoire du capitalisme en <u>valeur</u> éternelle de la société ? Le marxisme, justement parce qu'il a mis au jour cette supercherie, dispose de critères qui permettent de porter <u>un jugement de valeur</u> sur toute forme sociale. En rejetant la notion d'un progrès historique absolu, qui n'est rien d'autre que la banale apologie de la <u>dernière en date</u> des formes productives, le marxisme peut évaluer chaque stade de développement, non pas en fonction de concepts " a priori " - liberté - justice, etc... mais d'après le degré de solidarité, d'entraide et d'équité que les hommes ont atteint dans leurs rapports sociaux, compte tenu de l'emprise réalisée sur la nature, c'est-à-dire selon le niveau du perfectionnement de leurs forces productives. L'application classique de cette méthode nous révèle que les rapports sociaux dans les formes primitives étaient bien supérieurs sous cet angle à ceux d'aujourd'hui, et que la <u>Barbarie</u> était bien moins "barbare" que la civilisation.

En juxtaposant et en comparant ces divers stades de la société humaine on constate certes une tendance, un mouvement; mais ce n'est nullement un mouvement vers un "idéal " abstrait, même si l'action sociale dont il a pris la forme s'est présentée comme poursuivant la réalisation "d'idées". Le progrés des formes sociales les unes par rapport aux autres réside en ce que, dans l'effort humain

pour libérer les forces productives que tout système enferme, à un certain degré de son développement, est atteint un degré supérieur de connaissance dans la tâche qui consiste à réaliser les meilleures conditions d'adaptation de l'espèce humaine à son milieu naturel, et les meilleures conditions de ses fonctions essentielles: la production et la reproduction de l'espèce.

Que le socialisme soit l'aboutissement de ce processus, que la classe ouvrière en soit l'artisan, précisément parce qu'elle en est l'expression objective et la conscience, c'est ce que résume magistralement ce passage bien connu d'ENGELS d'où il ressort également que l'oeuvre de la révolution sociale moderne est inséparable de la connaissance des lois de l'histoire et que, par voie de conséquence, ceux qui nient que l'histoire soit déterminée s'interdisent d'un accélérer consciemment le cours :

" Avec la prise des moyens de production par la société, la production marchande est éliminée, et par suite, la domination du produit sur le producteur, l'anarchie à l'intérieur de la production sociale est remplacée par l'organisation planifiée consciente. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Par là, pour la première fois, l'homme se sépare, dans un certain sens, définitivement du règne animal, passe de conditions animales d'existence à des conditions réellement humaines. Le cercle des conditions de vie entourant l'homme, qui jusqu'ici dominait l'homme, passe maintenant sous la domination et le contrôle des hommes, qui, pour la première fois deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre socialisation. Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause et par là dominées. La propre socialisation des hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères, objectives qui, jusqu'ici, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux. C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté " (1).

MERITE DES MARXISTES RUSSES .

Il peut paraître fastidieux de revenir sans cesse aux textes fondamentaux de la doctrine (le voila bien le fameux dogmatisme!) C'est pourtant indispensable à cause de l'immense falsification que leur ont fait subir les opportunistes et les renégats. De plus on y trouve une appréciable quantité d'arguments qui conviennent particulièrement à notre actuel sujet : de nombreuses prévisions historiques que

(1) - ENGELS "Anti-Dhüring", page 322, éditions sociales 1950.

les évènements ont vérifiées.

Cette faculté de découvrir le sens de l'histoire et d'y déceler le passage vers le socialisme à travers le complexe enchevêtrement des formes productives et des structures sociales, nous allons la vérifier dans l'oeuvre du parti de LENINE, dont le rôle déterminant dans la révolution russe donne pour la première fois une application de grande envergure à la fameuse formule des "Thèses sur FUEURBACH ": " Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières, mais il s'agit de le transformer ".

Le mérite du parti bolchevick d'avoir "aiguillé" la révolution russe sur la grande voie internationale qui doit mener au socialisme est d'autant plus grand qu'au moment où surgit l'embryon du futur parti marxiste russe, l'ensemble des conditions économiques et sociales de ce pays semblait donner raison à ceux qui cherchaient la voie révolutionnaire de la Russie hors du schéma classique "occidental" de MARX.

La chute du tsarisme fut espérée durant tout un siècle tant par l'opinion libérale que par l'opinion sociale ouvrière, l'une et l'autre sachant que seule une révolution sociale pouvait venir à bout du terrible joug politique et de l'implacable appareil d'Etat qui garantissait des privilèges vieux de plusieurs siècles. Pour les marxistes d'Occident, qui l'attendaient avec d'autant plus d'impatience qu'elle devait délivrer les ouvriers d'Europe de la menace de la répression cosaque, la révolution russe devait être démocratique, populaire, donc bourgeoise, quant à sa fonction politique et sociale, Mais pour bien des esprits avancés de l'élite intellectuelle russe, elle devait être plus que cela: il lui fallait répondre aux aspirations d'une immense paysannerie encore organisée dans des formes collectives primitives qu'il s'agissait de transformer en socialisme moderne.

Ainsi, vers le milieu du XIXme siècle, la révolution russe à venir pouvait être comprise de deux façons . Du point de vue du mouvement ouvrier international, déjà parvenu à une grande maturité politique, le socialisme, en Russie comme ailleurs, ne pouvait s'ériger que sur la base du développement préalable de l'économie moderne, capitaliste. Du point de vue des révolutionnaires slaves, les aptitudes propres du peuple russe et ses fortes traditions communautaires offraient à cette révolution la possibilité de parvenir au socialisme sans étape bourgeoise, sans développement des formes mercantiles et tout en conservant le "communisme" des campagnes, en un mot par une voie spécifiquement russe, indépendante de la stratégie du prolétariat européen, étrangère à ses impératifs généraux. En conséquence deux écoles politiques devaient naître en Russie, s'inspirant respectivement de ces deux conceptions de la révolution antitsariste: l'une qui jugeait selon les critères du socialisme européen, se servait de l'expérience politique qu'il avait acquise et acceptait ses applications programmatiques; l'autre qui ne prenait en considération que la structure économique et sociale de la Russie en une période où la transition du féodalisme au capitalisme n'était pas encore nettement amorcée, et qui en déduisait un programme de socialisme original.

On a déjà affirmé, comme un principe fondamental du marxisme, que la succession des modes de production n'est pas un fait indéterminé; de même que le rôle des grandes forces sociales dans les mouvements politiques nécessaires pour passer d'un mode de production à un autre et la faculté de ces forces de s'organiser autour d'un programme politique défini. Dans la vieille Russie tsariste la difficulté de définir l'alignement des couches sociales dans la future révolution provenait de ce qu'en plein milieu du XIXme siècle on n'y retrouvait pas encore les grands protagonistes classiques des révolutions européennes, notamment la bourgeoisie urbaine, dont les noyaux existants ne comptaient ni par leur poids social, ni par leur tradition politique quasi inexistante. Quant au prolétariat il fallut attendre jusqu'aux années 1880-90 pour assister à son développement, d'ailleurs impétueux, mais lié, dans sa grande masse, à l'expansion tardive de la grosse industrie. Quand il apparut en forces imposantes, l'idéologie du "socialisme spécifique russe ", fondée sur la communauté primitive agraire, était donc déjà fortement ancrée dans les milieux révolutionnaires, en dépit des vigoureuses campagnes polémiques de MARX puis d'ENGELS contre les représentants les plus autorisés de cette théorie.

Cependant il ne s'était jamais vérifié dans l'histoire qu'aux formes de communisme primitif puissent succèder des formes autres que féodales ou mercantiles. Pour la Russie, qui en était depuis des siècles à un système de féodalisme d'Etat, l'hypothèse en était d'autant plus hasardeuse que les formes communautaires primitives y étaient déjà fort détériorées. D'autre part, au contact de l'industrialisme européen, la Russie ne pouvait manquer d'accéder à son tour à la production moderne avec toutes les conséquences sociales que cela comportait.Dès lors que le démon du mercantilisme parvenait à s'insinuer au sein des vieilles formes d'économie naturelle, la succession des heurts et des bouleversements sociaux était prévisible, ainsi que le déclanchement de vastes luttes par les couches les plus misérables de la population.

Une ironie classique dans l'histoire a voulu que les partisans d'une révolution "originale" russe, qui prétendaient prendre le plus court chemin vers le socialisme ont en réalité emprunté le plus long, celui des résistances et des obstacles au capitalisme d'abord, pour prendre fait et cause, ensuite, en faveur de ce dernier contre le prolétariat et le socialisme. Tandis que les marxistes,qui avaient attendu avec patience et conviction la maturation sociale de type moderne, "occidental", démontraient être les seuls capables, à point nommé, de <u>couper court</u> au long développement historique classique des pays de l'Ouest, en sautant l'étape <u>politique</u> du capitalisme, le pouvoir bourgeois.

Mais il ne convient pas d'anticiper sur l'ordre chronologique des faits, que nous voudrions ici respecter. Nous nous bornerons à tirer de ces premières considérations un argument qui s'inscrit en faux contre toutes les théories révisionnistes des "socialismes nationaux" et des "voies originales" vers le socialisme: quiconque s'aligne sur des conceptions <u>nationales</u> est sûr de tomber, quel que soit l'objectif qu'il se propose, dans des voies sociales <u>bourgeoises</u>: ne peut poursuivre un but socialiste que celui qui voit <u>au-delà</u> du cadre national et rejoint des critères et un programme <u>internationaux</u>.

La grande force du prolétariat c'est qu'il est capable, ayant définitivement conquis son programme historique, de le diffuser même dans les pays où il n'a pas encore de nombreux et actifs frères de classe. Dans la seconde moitié du siècle dernier, lorsque toute une expérience historique et une longue critique de parti (tant à l'égard du mode capitaliste de production que des vices de la société bourgeoise) a clairement formulé l'ossature théorique de toute révolution moderne, le camp du socialisme international dispose d'une telle force subjective, bien disproportionnée au nombre existant de prolétaires actifs, qu'il peut imposer sa conviction et ses principes jusque dans les régions où le prolétariat est encore un facteur social dérisoire. En Russie le développement de masse du mouvement prolétarien devait attendre plusieurs décades, mais le noyau politique du parti marxiste russe a pu se former au contact de l'activité et de la propagande du socialisme international.

Si nous pouvons parler à son propos de parti - alors que ses membres se comptent encore sur les doigts des deux mains - c'est parce qu'il a déjà entrepris la rude tâche, pour nous préalable à tout travail d'agitation, de démontrer la validité du marxisme, y compris dans son application à l'évolution historique russe. Pour ce faire les pionniers du marxisme russe ont su déceler, dans la complexité des formes sociales de leur pays, les premiers symptomes des phénomènes qui s'étaient déjà produits dans les pays de l'ouest avancé. Il fallait qu'ils eussent la force et l'opiniâtreté nécessaires pour défendre, contre la séduction des schémas "nouveaux", l'analyse classique qui doit servir de guide et de repère dans toute étude du développement capitaliste en tout nouveau pays, et qu'on ne peut répudier sous peine, non seulement de mettre en doute l'intégralité de la doctrine marxiste, mais encore de priver de toute base solide le jeune mouvement ouvrier qui, irrésistiblement, doit surgir.

Telle fut effectivement la tâche que surent mener à bien les marxistes russes, réussissant tout à la fois à débouter les illusions petit-bourgeoises d'un socialisme "spécifiquement russe " et à faire de leur section la plus vigoureuse du socialisme international, la mieux armée du point de vue de la théorie et de l'organisation, la seule qui sut être victorieuse de l'offensive opportuniste survenue ultérieurement au sein de la Seconde Internationale.

LE " FAUX SOCIALISME " RUSSE .

Dès 1848 le "Manifeste Communiste" énonce que la lutte du prolétariat est nationale dans sa forme mais non dans son contenu. L'histoire de la formation de toute section nationale du mouvement prolétarien c'est essentiellement l'histoire de la lutte menée pour implanter ce principe fondamental dans le mouvement ouvrier tel qu'il naît des conditions particulières à chaque pays, donc entâché de conceptions étroites qui sont en premier lieu le produit du milieu historique :préjugés corporatistes ou folkloriques, démocratisme révolutionnaire, radicalisme petit-bourgeois.

C'est au prix du sang, et par les terribles expériences de la répression bourgeoise, que les prolétariats les premiers apparus dans l'histoire du capitalisme moderne (et notamment les prolétariats anglais et français) ont définitivement acquis ce principe pour les générations futures des prolétaires et pour celles des pays où la classe ouvrière a encore ses premiers pas à faire. La genèse du parti marxiste russe, c'est, conformément à cette règle, la lutte idéologique pour défendre cet acquis international contre les produits sociaux nationaux de l'histoire russe.

Lorsque le marxisme s'implante en Russie il a été précédé, en effet, d'une réelle maturation des idées sociales. La notion du socialisme s'y est fait jour, mais sous des formes confuses et contradictoires auxquelles n'ont pas peu contribué l'activité des non-marxistes de la première "Association Internationale des Travailleurs" Il faut en rappeler quelques éléments sous peine de laisser inexpliquée la forte empreinte que devait laisser le grand débat théorique que les marxistes devaient y mener pour définir le caractère et les conditions de la révolution qu'on y attendait.

Quelques complots, quelques actes de véritable héroïsme sans résultats, telles furent les premières tentatives infructueuses de soustraire la Russie au joug de l'autocratie des ROMANOV, suivies d'une longue période qui fut celle d'une morne torpeur sociale, mais au cours de laquelle l'élite intellectuelle du pays se passionna pour les doctrines de l'Occident. Cet enthousiasme venait pourtant hors de saison puisque, d'une part, il ne soulevait aucun écho dans la population, et, de l'autre, la bourgeoisie européenne avait déjà montré n'être plus une classe révolutionnaire susceptible d'apporter son appui à toute velléité de révolte des Russes. Bien que nourrissant une forte admiration pour la période faste de la pensée positive occidentale, l'élite révolutionnaire russe ne pouvait échapper à ce double jeu d'influences défaitistes : la décadence de la pensée politique bourgeoise et la déception provoquée par le vrai visage social de la révolution démocratique. Il est impossible d'analyser ici le kaléidoscope idéologique auquel aboutissaient les divers courants de cette pensée révolutionnaire russe. On peut retenir cependant que deux tendances contradictoires s'y exprimaient : celle qui manifestait le désir d'imiter et de rattraper les formes politiques libérales et la haute technique productive des pays d'occident; celle qui redoutait de voir la Russie entraînée dans le tourbillon de la production mercantile et reproduire les misères que la révolution industrielle, en Angleterre notamment, avait illustrées. Le résultat de cette divergence fut un compromis philosophicopolitique qui, tout en préconisant une profonde révolution sociale dont la nécessité en Russie était indiscutable, prétendait éviter la voie fangeuse et sanglante du capitalisme européen et accéder directement au socialisme. L'ensemble des points de vue que groupait cette nouvelle école constitue ce qu'on a appelé le populisme.

Mais avant de relater, le plus brièvement possible, ses avatars successifs, il nous faut nous arrêter quelques instants sur la constatation d'une certaine constance des manifestations du capitalisme naissant, dans un domaine que, pour plus de facilité, nous appellerons celui des "superstructures d'idée". A quelque lecteur, peu familiarisé avec cette méthode et qui s'étonnera de ce retour sur

une histoire déjà ancienne, nous pourrons rétorquer que, plus d'un siècle après l'éclosion du populisme, nous en retrouvons, sous des étiquettes différentes, d'assez fidèles reconductions : tel semble être le cas de ces doctrines disparates qui, sous le nom "d'africanisme" recouvrent des théories sociales très diverses, se réclamant du socialisme ou de la démocratie, mais qui ont ceci de commun qu' elles veulent toutes y parvenir par une voie spécifique et en évitant le trajet nauséabond et brutal qu'a suivi le capitalisme européen. Ce sont toujours là, comme dans le cas russe, des manifestations " avant la lettre " du facteur national-bourgeois contre lequel le prolétariat de ces pays devra, au cours de son processus d'affirmation historique, se défendre pour trouver la voie unitaire de la révolution internationale pour le socialisme.

Ce retour sur le passé du mouvement russe est donc utile pour retrouver les meilleures armes théoriques dans le combat contre toutes les écoles politiques qui, hier comme aujourd'hui, ne revendiquent la prétendue "nouveauté" des phénomènes sociaux que pour procéder à un reniement complet des principes essentiels de la lutte prolétarienne. Plus le capitalisme se développe, plus il projette avec force au sein des zones périphériques arriérées, ses propres concepts idéologiques, de telle sorte qu'avant le développement de ses bases économiques il y trouve déjà des partis, des chefs d'Etat qui soutiennent ses propres postulats politiques et ses préjugés sociaux. Ainsi en fut-il de la Russie dans la seconde moitié du XIXme siècle. Bien que l'élite révolutionnaire y fut de composition sociale hétéroclite, au point qu'on dut inventer pour elle le terme nouveau " d'intelligentsia ", c'est-à-dire le groupement d'intellectuels, de nobles et de libéraux, ce mouvement s'avère déjà être le dépositaire d'une idéologie petit-bourgeoise, l'idéologie d'une classe "en puissance", dont l'histoire, par une ironie qui lui est particulière, devait faire avorter le développement alors que, sous diverses formes, et même à travers dégénérescence du mouvement communiste russe, elle devait trouver des hommes fermement décidés à populariser les aspects les plus caractéristiques de son idéologie. Ses premiers tenants méritent du moins une certaine considération du fait qu'ils étaient des révolutionnaires, romantiques mais convaincus. Il n'empêche qu'ils partageaient bien des lieux communs démocratiques et des préjugés des "boutiquiers" occidentaux, en tout cas la même hantise de la paupérisation, la même défiance et le même mépris envers le prolétariat.

Certes les orgueilleux " narodovoltsi" (1) auraient été très indignés si on les avait comparés aux petits bourgeois des années 1830 et 1848 en France. Leur exaltation, leur fanatisme et leur indéniable courage physique les faisaient peu ressembler aux insurgés parisiens de la grande époque et à leurs bedonnants "représentants du peuple" (ces derniers eussent-ils le courage du député BAUDOIN qui se fit tuer sur une barricade). Mais ces distinctions sont en définitive superficielles. On comprend que les populistes imbus du rôle des "héros", dominant et entraînant la "foule", c'est-à-dire les masses sociales, y aient attaché une grande importance, dont ils donnèrent plus tard toute la mesure lorsqu'à la formation du parti social-démocrate russe, ils méprisèrent l'activité de ceux qu'ils

(1)- du nom de la société secrète populiste "Narodnaïa Volia" (La volonté du peuple) qui organisa de nombreux attentats contre les hauts dignitaires tsaristes et contre le tsar lui-même, que ses membres tuèrent d'une bombe le 1er mars 1881.

appelaient des "démagogues" . Mais pour des marxistes, ce qui compte, chez les hommes et les partis, c'est la politique effective qu'ils suivent; et plus encore, lorsqu'il s'agit de définir le caractère social d'une organisation lorsque les classes sociales ne sont pas encore clairement délimitées. Le paradoxe de la situation russe de cette époque, c'était que les populistes tiraient arguments de l'inexistence en Russie des bases historiques de la petite bourgeoisie - la fameuse "plèbe" urbaine d'ENGELS - pour affirmer que l'étape de la révolution démocratique n'y était pas possible et qu'on devait tout de suite y faire une révolution socialiste, alors qu'ils représentaient eux-mêmes la projection idéologique de la classe dont ils niaient l'existence. Mais MARX avait déjà éventé l'argument qui réduit la petite bourgeoisie à sa seule "représentation" sociale (les boutiquiers, artisans, etc...) et qu'on voudrait aujourd'hui encore nous opposer pour nier l'existence d'une idéologie petit-bourgeoise officielle dans la Russie staliniste et post-staliniste :

> " Il ne faut pas s'imaginer que les représentants démocrates sont tous des épiciers ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d' eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leurs intérêts matériels et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent "(1).

Les populistes étaient bien "séparés par un abîme" des paysans en faveur desquels ils voulaient un "socialisme de la terre ", c'est-à-dire qu'ils en étaient séparés par leur culture et leur situation personnelle. Mais le grand bouleversement historique qui se préparait en Russie et dont l'issue dépendait de la force et de l'influence du prolétariat, ils ne savaient le poser que sous l'angle étroit des aspirations du petit producteur, avide d'élargir son patrimoine ou l'usufruit du sol, mais farouchement opposé à la prolétarisation.

LA DEFENSE DE LA DOCTRINE MARXISTE DANS L'OEUVRE DE PLEKHANOV.

Si l'on nous accordera sans doute que les premiers marxistes russes ont joué un rôle déterminant dans la formation du parti qui devait être le vainqueur d'Octobre, on contestera peut-être que l'oeuvre d'un des plus grands d'entre eux, de celui qui a mérité le nom de " père du marxisme russe "(2) puisse

---

(1) - LE XVIII BRUMAIRE DE LOUIS-BONAPARTE - Editions sociales page 33.

(2) - PLEKHANOV : en 1883 se sépara avec quelques autres militants, du populisme et fonda le groupe "Libération du travail" qui fit un effort considérable pour diffuser les textes de Marx en Russie et qui peut être considéré comme le premier groupe marxiste russe .

présenter encore un intérêt certain pour résoudre les questions actuelles du mouvement ouvrier. On doutera surtout de l'utilité présente de son oeuvre philosophique.

Notre intention est justement de nous référer à celle-ci pour montrer que tout problème de "ré-orientation" du mouvement politique nous ramène, bon gré mal gré, et quelle que soit l'aversion que peuvent lui témoigner ceux auxquels le seul mot de "théorie" fait dresser les cheveux sur la tête, à la définition des grands mobiles de l'évolution humaine, aux grands rapports fondamentaux dont l'objet de toute philosophie fut précisément de rechercher la clef.

Il survint un moment dans l'histoire contemporaine de la Russie où il ne fut plus possible à tout esprit objectif d'ignorer l'importance que prenait la classe ouvrière de ce pays et l'avenir auquel son mouvement paraissait promis. Sans être à même de porter des coups directs au régime tsariste - ce qui, selon les prévisions même de Marx et d'Engels, ne pouvait survenir qu'à la faveur d'une profonde crise (guerre, catastrophe économique, etc...) - les revendications des travailleurs ne cessaient de prendre de l'ampleur et de causer à l'Etat autocratique bien plus de soucis que l'activité terroriste n'en avait jamais suscités.

Devant ce phénomène, comment s'y prenaient donc les populistes pour justifier le point d'appui social qu'ils avaient choisi en donnant à la paysannerie la primauté dans la révolution russe et comment faisaient-ils pour rester fidèles à leurs méthodes fondées sur l'idée que " l'exemple galvanise les foules "? Comment réfutaient-ils la prévision patiente des marxistes qui fondaient leur espoir révolutionnaire sur la sourde transformation économique qui venait accroître la masse sociale du prolétariat ? En niant toute connection rigoureuse entre les bases économiques de la société et l'action des classes sociales. En assimilant le marxisme, pour mieux le refuser, à un matérialisme vulgaire qui ne tiendrait compte que des besoins sordides de l'individu et indigne à ce titre d'être une théorie d'émancipation sociale.

Dès lors que l'activité terroriste des héritiers du populisme s'avéra devoir s'éteindre faute de combattants (le réseau clandestin étant décapité), il ne restait plus, derrière le radicalisme verbal de ses représentants, qu'une attitude franchement réactionnaire : les deux phases de déploiement d'une violence individuelle et désespérée n'avaient pas eu d'autre résultat que de généraliser la répression et la provocation policière, tandis que l'idéologie du "socialisme de la terre " tendait toujours davantage à recouvrir la pure et simple apologie des dernières formes de la servitude personnelle. Ce n'était plus en fait qu'une banale édition russe du "socialisme petit-bourgeois" déjà stigmatisé dans le "Manifeste Communiste". Bien que les conditions historiques qui entourent ce dernier varient profondément d'un pays à un autre et d'une situation à une autre, sa manifestation est étroitement liée à la vie du capitalisme. A ce titre nous devrons la retrouver tout au long de l'histoire du mouvement bourgeois et particulièrement dans les phases de dépression du mouvement ouvrier. Aussi paradoxal que cela puisse paraître nous le revoyons à l'oeuvre dans l'idéologie officielle de

la Russie d'aujourd'hui. De nos jours encore il figure à sa bonne place au sein de l'arsenal idéologique bourgeois et constitue une des armes les plus efficaces de la conservation sociale. Mais s'il existe une différence entre l'idéologie stalinist et le populisme c'est uniquement en l'honneur de ce dernier. Les populistes, lorsqu'ils idéalisaient la misère et la routine de la structure patriarcale de l'agriculture russe, tout en prétendant s'en servir de tremplin pour leur "socialisme", le faisaient du moins au nom d'une généreuse illusion "collectiviste" propre à bannir les catégories fondamentales de l'exploitation de l'homme par l'homme : la propriété, l'argent, le mercantilisme. Tandis que leurs émules actuels du mouvement de MOSCOU, lorsqu'ils célèbrent comme "socialiste" un coopérativisme agraire borné, ils le font en vénérant ces tabous de la société de classe; la monnaie, l'échange, la productivité. S'ils ouvrent une "voie nouvelle" c'est nullement pour le socialisme, mais bien pour la propagande capitaliste, bourgeoise, qui, grâce à leur exemple, ne commet plus la maladresse de se présenter sous le drapeau traditionnel du libéralisme, mais s'enveloppe de la même bannière populaire propre à tromper, pour de longues années encore, les masses ouvrières en les conviant à une "participation à la gestion des entreprises"à un émargement aux "bénéfices", à la détention des actions, en un mot à toutes les panacées du faux socialisme que MARX, il y a plus de cent ans, âprement, dénonçait. Ceci devrait suffire à prouver que la référence à nos textes classiques et fondamentaux n'est pas une gymnastique littéraire mais un retour à la source de nos meilleures et irremplaçables armes théoriques.

En embrassant toute l'étendue du recul du prolétariat on comprend que la reconquête de ces armes ne peut se faire que par une étude intégrale de la théorie dans sa totalité. Il est bien vrai, en effet, que le marxisme, ou du moins l'amalgame idéologique qu'on présente comme tel, a obtenu droit de cité dans l'opinion et la science économique. Partisans ou adversaires de la doctrine lui accordent d'avoir décelé et révélé les contradictions et les misères du mode capitaliste de production. Hommage médiocre car il porte sur ce que Marx dit lui-même ne pas avoir découvert - la lutte de classe - et ignore ou feint d'ignorer la contribution fondamentale du marxisme au mouvement prolétarien : la théorie de la dictature du prolétariat comme seule forme de transition entre le capitalisme et la société sans classes. Mais, de plus, toutes les opinions qui ont accepté le marxisme à côté (et avec égalité de droit) des autres doctrines sociales lui contestent sa caractéristique essentielle : d'être une théorie qui, de l'analyse du passé, tire une prévision de l'avenir. En conséquence le marxisme, dans son acception actuelle courante, et dans son acceptation par la pensée bourgeoise officieuse ou officielle, se trouve ramené à n'être qu'un "moment" de l'histoire sociale, un "apport" parmi tant d'autres à la grande évolution vers ce "progrès social" auquel opportunistes et bourgeois de "gauche" l'assimilent. Cette interprétation n'est d'ailleurs pas gratuite : les opportunistes y trouvent le climat de confusion idéologique qui leur permet, selon qu'ils militent dans les rangs des sociaux-démocrates, des staliniste ou de cette minorité hétéroclite de "révolutionnaires" révisionnistes et " innovateurs", soit de condamner intégralement MARX, soit de " l'accommoder " aux simucsités de la politique de MOSCOU ou encore, de le "com-

pléter " et de le " mettre à jour ". Les vrais et authentiques bourgeois de souche se réjouissent, eux, que MARX, sous cet aspect, soit, à l'instar des révolutionnaires qui lui ont succédé, réduit à l'état de " l'icône inoffensive " dont parlait LENINE ... lequel ne se doutait certes pas que ce serait aussi le sort qui devait l'attendre, sous le mausolée de la Place Rouge ...

Mais on ne peut momifier la méthode marxiste comme on l'a fait du grand LENINE. Elle subsiste, vivante, dans toute l'oeuvre passée des grands révolutionnaires et elle nous permet de démasquer tous les faux socialismes et de relever dans l'argumentation présente de nos adversaires tous les éléments qui assurent son efficacité de mystification, c'est-à-dire tous les éléments qui ne relèvent pas de l'analyse matérielle ou se situent vis-à-vis d'elle dans un rapport indéfinissable ou irrationnel. Cette caractéristique constitue à elle seule la preuve flagrante qu'ils sont d'une origine sociale et idéologique étrangère et ennemie du prolétariat. C'est ce que démontra PLEKHANOV à propos de l'idéologie populiste; et son oeuvre, fondée et établie sur la plus rigoureuse fidélité à MARX, est aujourd'hui encore une excellente école pour la dénonciation des falsifications doctrinales grâce auxquelles tous les agents du capitalisme neutralisent la force du prolétariat.

Chez les populistes, PLEKHANOV combattit d'abord cet argument classique des théoriciens bourgeois, qui n'est que la théorisation d'un banal sarcasme de philistin, selon lequel le marxisme est une doctrine qui ne prend en considération que les exigences sociales les plus vulgaires et les plus sordides. Ce que les populistes exprimaient en disant que la doctrine de MARX était un "matérialisme économique ". Nous ne pouvons ici prétendre résumer toute la bataille idéologique de PLEKHANOV, mais seulement en citer quelques traits, quelques polémiques importantes au cours desquelles il démontra que ce "matérialisme-là" n'était rien d'autre que le matérialisme vulgaire, c'est-à-dire le matérialisme bourgeois.En effet, par économie, ce dernier n'entend que l'économie mercantile dont le mobile unique est la soif de profit et en face de laquelle toute la couche d'intellectuels, de philosophes et d'hommes politiques non directement intégrée dans le jeu des affaires doit forcément rechercher un domaine sacré des choses de l'esprit, étanche aux préoccupations des chefs d'entreprises et des hommes d'affaire. Ce domaine c'est évidemment celui des grandes spéculations sur l'idéologie de liberté, de justice, etc...Aussi, à ceux qui veulent trouver à l'activité sociale des motivations matérielles, font-ils grief d'ériger en principe la cupidité dont ils prétendent, pour leur compte, s'affranchir, en réservant à l'intellect une "zone franche" de spéculation libre et désintéressée.

Dans cette acception le matérialisme marxiste ne serait que le prolongement du seul matérialisme que connaissent les bourgeois, le matérialisme vulgaire, jusque dans cette région inviolable des pures satisfactions de l'esprit. C'était bien le sens de l'accusation que les populistes lui portaient. Et pour ce faire ils voulaient le tronquer de sa filiation historique, l'assimiler à un

rejeton dégénéré de tout le mouvement philosophique antérieur, un recul en quelque sorte, par rapport à tout le vaste champ défriché par la pensée sociale au cours des siècles. PLEKHANOV y répondit en rétablissant la trame de toute l'évolution de la pensée philosophique, en brossant la vaste fresque de toute la recherche théorique de l'humanité en relation avec l'histoire des bouleversements successifs des conditions matérielles, économiques et sociales des collectivités humaines. Le marxisme n'est pas une simple phase théorique postérieure au matérialisme bourgeois et se greffant sur lui, c'est une phase de critique de tous les systèmes précédents, et c'est en dénonçant l'étroitesse de l'idéologie et de la philosophie bourgeoises qui, effectivement, n'ont pas su utiliser les méthodes qu'elles avaient découvertes pour les appliquer au-delà d'un domaine étriqué, que le marxisme se présente comme l'intelligence de l'histoire de la société. Ce mérite ne repose pas sur une faculté abstraite, mais sur le fait qu'il est l'expression d'une phase nouvelle de l'histoire, d'une phase qui voit poindre et se développer une classe qui, non seulement n'est pas contrainte de penser et de se mouvoir dans les limites du mode bourgeois de vie (pour l'excellente raison qu'elle est privée des privilèges qui le caractérisent) mais ne peut défendre ses intérêts propres qu'en posant la perspective historique d'un mode de vie vraiment humain.

La première grande conquête de la pensée philosophique moderne est celle du matérialisme français du XVIIIme siècle qui expliquait, à la suite des sensualistes anglais, et d'une façon plus radicale qu'eux, que le comportement des individus sociaux est déterminé par les conditions politiques et sociales ambiantes, "par leur système de gouvernement". Mais après ce premier et considérable pas en avant, le matérialisme "des lumières" tombait dans une impasse profonde où toute l'école philosophique française ultérieure (et notamment les penseurs de la période de la Restauration) allait en vain se débattre, celui du cercle vicieux bien connu : " C'est le milieu qui détermine les opinions, ce sont les opinions qui déterminent le milieu ".

La philosophie bourgeoise fut tirée de cette impasse par l'école des idéalistes allemands qui surmontèrent toutes les notions formelles et inconciliables en découvrant le mouvement qui les unit, grâce à l'examen du processus réel qui fait agir les conditions matérielles sur la pensée, en face duquel les matérialistes français étaient impuissants puisqu'ils partaient d'une notion rigide et figée de la "nature humaine". En un mot ils découvrirent la dialectique moderne. Mais à leur tour ils devaient tomber dans une impasse identique parce qu'ils étaient des idéalistes :

> " En bref ils ont renoncé au principe de la nature humaine, ce qui les a conduits à se départir de la conception utopique des phénomènes sociaux, ils ont entrepris d'envisager la réalité sociale comme un processus nécessaire possédant ses lois propres, mais par une voie détournée, en personnifiant notre pensée logique (c'est-à-dire un aspect de la nature humaine) ils sont revenus à ce principe mal fondé en sorte que la vraie nature des

rapports sociaux leur est demeurée incompréhensible " (1)

On trouve la cause de l'impuissance de la pensée philosophique allemande dans une situation historique déterminée où une bourgeoisie développée n'a pas trouvé la force de faire sa révolution sociale : ce n'est pas seulement par boutade qu'ENGELS expliquait les conceptions d'HEGEL par le fait " qu'il portait derrière la tête, tout comme son contemporain GOETHE, un fragment de perruque à queue de philistin ". Cette incapacité de résoudre leur problème politique et social engendrait ce raffinement de recherche théorique qui constitue le système philosophique des idéalistes allemands. La nécessité, qu'ils avaient découverte comme étant la base de l'activité humaine, il leur fallait, pour pouvoir lui ajouter de la liberté - qui constituait la revendication essentielle de l'ambiance historique dans laquelle ils vivaient - la situer dans un domaine abstrait aussi impalpable et gratuit que toute explication religieuse du monde(2)

> " Fait à relever, disait PLEKHANOV, plus l'idéalisme, dans le domaine de la théorie, monte la liberté en épingle, et plus il se trouve contraint à la réduire à néant dans le domaine de la pratique, incapable qu'il est de se rendre maître d'un hasard doté de tous les pouvoirs de la liberté ".

---

(1) - PLEKHANOV : "Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire " page 136.

(2) - " Mais quelle est, pour HEGEL, cette force à part, quel est le fondement ultime de la nature, aussi bien des individus que des rapports sociaux ? Cette force serait " le concept " ou, ce qui revient au même " l'idée " dont l'histoire d'un peuple constitue la réalisation. Chaque peuple réalise son idée propre, et chaque idée propre, l'idée de chaque peuple représente une étape dans le devenir de l'Idée absolue. L'histoire se transforme ainsi en une manière de logique appliquée : expliquer une certaine période historique équivaut à montrer à quel stade de développement logique de l'Idée Absolue elle correspond. Mais qu'est-ce que l'Idée Absolue"? Rien d'autre que la personnification de notre processus logique propre ".

("Essai sur le dévelopement de la conception moniste de l'histoire " pages 132 - 133).

On comprend que les populistes aient attaqué HEGEL dans sa méthode : la dialectique réduisait à néant toutes leurs spéculations sur les conditions "originales" du socialisme russe. Mais ils se gardaient bien de s'en prendre au système hégélien : ne pensaient-ils pas eux aussi que " chaque peuple réalise ses idées propres " ?

Du moins les idéalistes allemands avaient-ils fait cette découverte primordiale que la nature humaine n'est pas immuable et que le mouvement historique possède ses lois auxquelles les individus obéissent mais sans en être conscients : à leurs yeux, comme l'avait déjà reconnu SPINOZA , " la nécessité matérielle se présente sous les traits d'une activité libre ".

Or cet apport à la pensée théorique représente incontestablement un des sommets les plus élevés que pouvait atteindre la philosophie bourgeoise. Mais la méthode ainsi découverte ne pouvait entre les mains de ces philosophes, qu'aboutir à de creuses spéculations. Pour l'utiliser révolutionnairement il fallait une classe qui se reconnût assujettie à des contraintes bien matérielles, à des motivations impérieuses et qui décelât, dans son propre mouvement de révolte, les facteurs de transformation du système dans lequel elle était enfermée.

Nous ne pouvons reproduire ici les pages remarquables dans lesquelles PLEKHANOV, poursuivant la critique de l'idéalisme philosophique allemand,démontre que l'aile gauche hégélienne, qui réagit fortement contre le maître et son "Idée absolue", se trouva prise à son tour dans un nouveau "cercle vicieux",invoquant les propriétés de la nature humaine en continuelle évolution, mais incapable d'en définir les lois. Le matérialisme avait déjà contre-attaqué avec FEUERBACH mais c'est à MARX que revenait la tâche de lui donner, en lui incorporant la méthode dialectique, son caractère définitif, scientifique et révolutionnaire, que PLEKHANOV résume magistralement en accablant, sous la démonstration de leur ignorance et de leur présomption, ces populistes qui, non seulement ne comprenaient rien au mouvement de l'histoire et de la société, mais encore déformaient les définitions claires que MARX en avait données. Ils innovaient ainsi une tradition de critiques et de sarcasmes qui, sans s'être pour autant renouvelée,n'a pas désarmé depuis et que toute phase de redressement du mouvement prolétarien doit affronter à nouveau sous la forme de l'outrecuidance et de l'ignorance crasse des "remises en cause" du marxisme.

Pour en rester à la polémique avec les populistes, relevons encore qu'ils vilipendaient HEGEL (que la plupart d'entre eux n'avaient d'ailleurs pas lu) alors qu'ils étaient eux-mêmes victimes de ce phénomène dont la découverte restait à l'actif de la philosophie idéaliste allemande, à savoir qu'ils prenaient leur foi révolutionnaire pour une "activité libre", tandis qu'elle n'était en réalité que l'expression d'une "nécessité matérielle", celle de la révolution à faire en Russie que, pour cette raison, ils étaient incapables d'identifier.

Si des hommes de parti, des politiciens et des chefs invoquent des facultés éternelles de l'esprit humain, s'ils fondent toutes leurs perspectives sur le culte de valeurs définitives, non seulement ils sont incapables d'influer sur le développement des faits sociaux, mais ils ne peuvent le comprendre. Ils croient agir délibérément en vertu d'un "idéal" social, ils expriment des situations transitoires et les impasses politiques qu'elles contiennent. Ils se lient à des classes dont ils ignorent la nature et le devenir historique: ils croient

oeuvrer pour le socialisme et pour la révolution, ils travaillent pour la bourgeoisie et la conservation sociale.

Ainsi en était-il des populistes. Ils prenaient leurs désirs pour des réalités, c'est-à-dire leur volonté d'éviter à la Russie les misères du mode mercantile de production pour une possibilité historique. La seule science sociale et révolutionnaire c'est celle qui fournit les moyens de découvrir sous les aspirations immédiates des classes sociales les grands mobiles des bouleversements révolutionnaires et de définir l'étape historique déterminée qui doit succéder à une forme économique donnée. Les marxistes russes, s'étant sérieusement assimilés cette théorie, savaient que la révolution russe serait forcée de passer par des formes économiques capitalistes, mais que seul le prolétariat pourrait en prendre la direction. Les populistes, qui ne possèdaient pas le moindre rudiment de science de l'histoire, voulaient faire le socialisme en s'appuyant sur la paysannerie. C'est pourquoi, lorsque cette révolution survint, les marxistes surent l'intégrer dans une perspective internationale de révolution socialiste tandis que les héritiers politiques et idéologiques du populisme s'avilissaient aux côtés de l'Impérialisme et de la contre-révolution.

Le succès d'Octobre 1917 doit donc beaucoup à l'oeuvre de délimitation idéologique et de clarification théorique accomplie par PLEKHANOV quelques vingt ans plus tôt au cours de la longue et persévérante diatribe dont nous n'avons rapporté que quelques extraits marquants.

PERSPECTIVES DE LA REVOLUTION RUSSE ET CONCLUSION.

La grande force de l'école marxiste russe réside donc dans ce fait : dans un pays où la paysannerie représentait une masse économique et sociale énorme, ne pas avoir failli sur le point de principe fondamental qui consacre la primauté et l'exclusivité de la direction de toute révolution moderne par le prolétariat. PLEKHANOV, que LENINE devait ensuite relayer, a réalisé ce tour de force - qui n'est que le résultat de la lucidité théorique et de la fidélité doctrinale - de miser tout l'avenir russe sur le rôle d'un prolétariat numériquement écrasé sous le poids des couches sociales de la campagne. Pour ceux dont l'internationalisme se réduit à la pure phrase, une telle attitude peut paraitre surprenante ou hasardeuse; les vrais marxistes russes, parce qu'ils étaient tels ne pouvaient séparer leur perspective de celle du prolétariat européen.

Successivement, le maître du marxisme russe et son élève devaient ainsi défendre contre l'une des espèces les plus dangereuses du révisionnisme l'universalité du schéma marxiste et son application à la situation historique de la Russie. PLEKHANOV montra que la seule théorie socialiste est celle qui se fonde sur la matérialisme historique et sur la dialectique, et qu'auuune prévision politique ne résiste à l'épreuve des faits si elle ne repose pas sur sa stricte application, car ce n'est qu'une telle méthode qui met nu, dans toutes

les grandes phases de l'histoire du capitalisme, la véritable nature économique et sociale que recouvrent les postulats idéologiques de la période révolutionnaire bourgeoise. Puissants levains de lutte et d'insurrections populaires, ces postulats se vident de leur substance sociale au fur et à mesure de leur réalisation politique. Si le parti du prolétariat doit admettre la nécessité des révolutions bourgeoises qui sont encore à faire, et s'il en admet, sous certaines conditions, le contenu économique, il n'en accepte jamais l'idéologie. C'est seulement en agissant ainsi qu'il demeure fidèle au socialisme en tous temps et lieux, et qu'il est capable, lorsque les circonstances le permettent, de conduire à la fois deux révolutions : l'une anti-féodale, l'autre anti-capitaliste, comme Octobre 17 en fit la démonstration triomphante. Ce fut une révolution historiquement et économiquement bourgeoise, mais faite par le prolétariat et tout à la fois contre la bourgeoisie, destinée à être la première étape de la révolution socialiste internationale.

A PLEKHANOV revient le mérite immense, quelle que fut sa chute ultérieure, d'avoir posé la condition primordiale d'une telle perspective en affirmant sans détour que la révolution russe serait l'oeuvre du prolétariat : " En Russie, déclara-t-il au Congrès Socialiste International de 1889, la révolution vaincra par la classe ouvrière ou sera vaincue ".

Il appartenait à LENINE, comme nous le verrons plus tard, de développer cette position fondamentale et de la faire entrer dans les faits. Contre les populistes, PLEKHANOV avait défendu les fondements inébranlables de la doctrine marxiste. LENINE continua son oeuvre à la lumière des faits économiques et sociaux de la Russie qui, dans ce pays aussi, confirmaient MARX. Il exposa minutieusement le développement du prolétariat dans les grands centres industriels mais aussi montra les effets classiques de décomposition de l'ancienne paysannerie au contact des formes mercantiles de production, soulignant que ce phénomène apportait à la classe ouvrière des villes non seulement l'appui normal des salariés du sol et des paysans pauvres, plus prolétaires que producteurs indépendants, mais encore celui des autres couches de la campagne dont la condition était meilleure mais qui étaient également intéressés à la destruction du féodalisme. Sur la base d'une analyse dont nous examinerons ultérieurement les grandes lignes, il déduisit le rôle que toutes ces couches sociales devraient jouer dans la révolution russe, ainsi que la forme politique du pouvoir révolutionnaire : une dictature démocratique des ouvriers et paysans sous la direction hégémonique du parti du prolétariat, lequel ne devrait pas hésiter ensuite à éliminer ses alliés politiques les plus instables lorsque ces derniers, ayant satisfait leurs revendications uniquement anti-féodales s'essouffleraient à suivre le prolétariat sur la voie de l'objectif socialiste international.

Cette position était déterminée par les conditions propres à la Russie, mais étroitement liée au mouvement international du prolétariat et rigoureusement fidèle à la doctrine énoncée par MARX. Si l'Association Internationale des Travailleurs avait solennellement établi en 1871 qu'à partir de cette date, tragiquement consignée par le massacre des Communards parisiens, c'en était fini de tout

appui du prolétariat aux guerres nationales de la bourgeoisie de l'Europe occidentale - et d'une façon générale de tout soutien et de tout accord politique avec elle - la participation de la classe ouvrière à la révolution démocratique dans les autres pays moins développés (et notamment dans la Russie tsariste) n'en était nullement contestée. Que le prolétariat russe eût dans ses tâches politiques l'appui à une révolution bourgeoise c'est donc une thèse parfaitement juste du point de vue du marxisme orthodoxe et absolument conforme aux objectifs généraux du mouvement ouvrier européen, tels que les avaient définis ses congrès internationaux successifs. A la formule générale et fondamentale d'appui prolétarien aux révolutions anti-féodales, les marxistes russes, à la suite de Marx d'ailleurs, n'apportaient que cette restriction concernant les conditions historiques de la Russie tsariste. Ils mettaient en doute qu'une telle révolution puisse naître par les vertus propres de la classe qui en est le promoteur historique normal et qu' elle surgisse sans l'avènement de grandes secousses internationales, telles une vague révolutionnaire ouvrière à l'ouest ou la défaite militaire des armées du tsar. Et ce qu'ils niaient formellement, contre l'école populiste en particulier, c'est que la révolution russe puisse prétendre à l'instauration d'une économie socialiste avant que ce mode de production n'ait triomphé dans les autres pays plus avancés de l'Europe.

A deux reprises l'histoire a prouvé qu'ils eurent raison, et sur ces deux points. Une première fois en 1905, lorsque les armées russes furent battues par les Japonais et que tout le pays connut, spectacle nouveau pour un empire dont la léthargique résignation sociale était traditionnelle, de formidables grèves générales se poursuivant jusqu'à l'émeute et l'insurrection. La révolution fut battue et le prolétariat abandonné par la bourgeoisie. Une seconde fois lorsque l'autocratie russe s'écroula au cours de la guerre mondiale de 1914-18 et lorsque le pouvoir passa aux Soviets. Mais la victoire de la révolution ne fut possible que par l'instauration de la dictature du prolétariat avec, à sa tête, le parti bolchevick. On sait comment l'échec de la révolution européenne,isolant le pouvoir politique issu des journées d'Octobre, le figea dans la réalisation exclusive de son premier objectif économique - l'instauration de rapports capitalistes de production - engendra la contre-révolution interne surgie de l'appareil même du parti et assura le triomphe des opportunistes dans l'Internationale d'où fut désormais bannie la grande perspective de LENINE et de tous les vrais marxistes : la révolution internationale, et en premier lieu la révolution allemande, condition sine qua non de la possibilité future du socialisme en Russie.

Nous reviendrons sur ces causes véritables de la décomposition de la Troisième Internationale et de la dégénérescence de l'Etat prolétarien russe.Mais ce ne sont pas encore les raisons de l'échec du mouvement d'Octobre qui nous intéressent ici; nous n'en sommes qu'à l'analyse des causes de sa <u>réussite</u> première, c'est-à-dire de la victoire sur le tsarisme et sur la bourgeoisie. Ces causes nous pouvons pour conclure les grouper en trois faisceaux de faits qui ont trait respectivement : à l'existence en Russie d'un parti ouvrier disposant d'une forte base théorique marxiste et d'une solide organisation, à la situation historique

d'attente d'une grande révolution sociale, à l'écroulement du système autocratique sous les coups conjugués de la crise provoquée par la guerre impérialiste et par la lutte interne de classe.

Dans ce premier examen des conditions historiques dans lesquelles se développa le marxisme en Russie, nous nous sommes efforcés de souligner le rôle primordial qu'y joua la délimitation théorique et idéologique accomplie par ses précurseurs à l'égard de toute expression nationale de "socialisme". Grâce à ce combat des premiers jours les voies du mouvement ouvrier russe étaient tracées avant même qu'il eût pris une réelle force sociale. Le parti qui incarna ses destinées eut le grand mérite de rejeter les "faux socialismes" qui guettent les classes ouvrières naissantes. Mais il sut triompher aussi du socialisme dégénéré qui paralyse le prolétariat des vieux pays capitalistes. En face de la décomposition opportuniste de la Seconde Internationale la section russe fut la seule à pouvoir lui opposer, non pas seulement de courageuses mais minoritaires fractions révolutionnaires, mais tout un parti homogène et fort. Et cela elle le dut aussi au même effort idéologique préalable dont nous avons évoqué une étape. Dans la génèse du parti ouvrier russe les pionniers comme PLEKHANOV et LENINE surent éviter la grande faute politique que MARX reprochait aux socialistes français des années 1849-50, celle de s'être subordonnés à la seconde "Montagne" ce qui eut pour résultat de faire de l'organisation prolétarienne " une annexe du parti bourgeois ". Mais ils surent aussi dénoncer les complices russes de cette social-démocratie opportuniste qui, dans toute l'Europe, ne se borna pas à mettre l'organisation ouvrière à la remorque de la petite bourgeoisie mais en fit l'instrument servile et infâme de l'Impérialisme et du grand capital.

Théorie et action, dans le mouvement prolétarien, ne se présentent pas comme des éléments antagonistes mais comme des moments différents de la lutte sociale. Le bilan théorique du marxisme russe est encore là, vivant, pour qui se donne la peine d'en compulser l'héritage écrit. Il nous montre que l'étude des positions de principes et de leurs conditions d'application importent autant, pour le succès révolutionnaire, que la vigueur et la rapidité de décision dans les phases cruciales de lutte armée. Dans les longues accalmies du conflit des classes c'est cette étude qui constitue la plus importante des tâches de l'organisation prolétarienne, même embryonnaire ou réduite à une poignée de militants. Bien plus utile que tout effort - si louable soit-il - d'insuffler aux travailleurs découragés l'esprit de la lutte, car le renouveau de la combattivité prolétarienne est déterminé par l'évolution des conditions matérielles sociales sur lesquelles la volonté des hommes, comme individus ou petits groupes, ne peut efficacement agir, tandis que les conditions politiques subjectives - groupement, organisation - tout en étant aussi des produits de l'histoire et de la société, sont plus aisément accessibles à l'activité des révolutionnaires et plus étroitement déterminées par l'intensité de leur effort, leur persévérance et leur conviction dans la tâche qui consiste à déchiffrer l'histoire pour en déduire son devenir. La classe ouvrière peut se révéler, en des circonstances données, incapable d'exploiter des situations explosives qui lui permettraient d'abattre la vieille société. Mais

dans tout le long cours historique de son existence elle ne perdra jamais le bénéfice de ce que la théorie révolutionnaire a conquis et cristallisé en principes d'action. Au contraire il existe bien des exemples qui prouvent que des occasions de succès révolutionnaire ont été perdues justement parce que cet acquis théorique et politique n'était pas suffisamment compris par l'élément actif de la classe, pas suffisamment enraciné dans l'esprit des militants.

Il n'était pas douteux, au début du siècle, que la Russie était appelée à devenir le théâtre de grands bouleversements sociaux, mais il dépendait de l'existence d'un fort parti marxiste que ces bouleversements s'arrêtent à l'avènement du capitaliste bourgeois ou s'engagent sur une voie historique correspondant aux objectifs de la lutte internationale pour le socialisme. Une solide assimilation de la doctrine, une lucide analyse des conditions économiques et du mouvement des classes dans la société, telle est la seule réalité du facteur volonté et conscience dans la lutte du prolétariat et sa révolution. Réalité bien différente de celle que lui prêtent les activistes et les opportunistes qui sont prompts à inciter les travailleurs à l'action mais incapables de leur tracer une voie sûre et complète.

La rigueur de l'orthodoxie marxiste au contact d'un pays en pleine transformation économique, l'insertion de la théorie, née en occident mais universelle, de la révolution prolétarienne dans l'énergie sociale libérée par la décomposition des structures pré-capitalistes, voilà donc la clef de la réussite de la révolution d'Octobre, le plan de bataille qui a permis aux marxistes russes d'orienter dans un sens radical et révolutionnaire l'intervention massive du prolétariat, d'y rassembler toute son armée sociale et d'y gagner l'appui de ses alliés. Pour qu'il réussise et impulse un complet renversement de la conjoncture des classes, se dressant contre l'enrôlement bellicisté du prolétariat européen et y substituant l'objectif de prise du pouvoir et d'instauration de sa dictature, il a fallu l'écroulement du système autocratique, partie intégrante de la structure unitaire des forces de conservation sociale internationale et de l'appareil politique, militaire, diplomatique des gouvernements " tous coalisés contre le prolétariat" mais aussi "chaînon le plus faible de l'impérialisme" qui devait céder à la première poussée populaire et s'effondrer, réalisant la "catastrophe" depuis longtemps prévue et impatiemment attendue par tous les marxistes révolutionnaires.

Quelque sceptique, et partisan du "réalisme " politique, se demandera " quel enseignement " on peut encore retirer d'une expérience aussi éloignée dans le temps et depuis longtemps lâchée par la marche rapide des spectaculaires événements actuels. Il lui suffira de réfléchir un peu à ce que nous avons dit sur l'importance, dans la vie du parti russe, de la prévision historique qu'on doit mettre à l'actif de ses chefs. Il se rendra compte alors que sans l'existence de ce parti - véritable plaque tournante qui aiguilla la "locomotive de l'histoire" - non seulement la perspective de reprise internationale du mouvement prolétarien n'aurait pas vu le jour, mais encore il n'y aurait pas eu, en Russie, de révolution du tout. Il aurait fallu, pour qu'elle survienne enfin, d'autres crises de

l'impérialisme, comme celle qui, désormais, a frappé à mort le colonialisme et permet l'apparition d'immenses masses sociales nouvelles sur la scène de l'histoire, mais alors que le facteur " parti de classe " fait défaut.

Tout comme le globe possède sa "ligne de feu " où, périodiquement, l'écorce terrestre cède sous la poussée des masses en fusion, le capitalisme moderne, l'Impérialisme, présente aussi ses lignes de fracture et de moindre résistance par lesquelles la lave incandescente des forces sociales s'échappe et submerge les vieux Etats. Cette ligne, qui passait autrefois par les Balkans, la Russie et les pays du Proche-Orient, trace aujourd'hui un arc immense autour de l'Occident capitaliste. Au cours des trois dernières décades, mais surtout après la seconde guerre mondiale, les peuples de couleur ont fait irruption en mettant à profit, non plus seulement un "chaînon faible " de l'impérialisme, mais l'écroulement d'un chapelet de pouvoirs locaux garantis par les vieux colonialismes blancs. Si la crise révolutionnaire internationale n'a pas surgi à la suite de ce phénomène c'est parce que son centre politique d'avant-garde - jusqu'ici monopole de l'Europe - n'a pas joué son rôle traditionnel, c'est qu'il n'existe pas, à l'échelle internationale comme à l'échelle nationale, de <u>véritable parti prolétarien</u>. Ceux qui en usurpent le nom n'ont été que les plus actifs artisans du colmatage de la brèche ouverte par cette crise dans l'ensemble du dispositif de conservation sociale du capitalisme mondial. De là <u>toute la différence</u> entre l'après-guerre 1945 et la situation de l'Octobre russe, de là l'évidence de la nécessité du parti prolétarien international et de la condition irremplaçable de son existence : la continuité de programme et de théorie par dessus toutes les étapes et toutes les expériences historiques.

C'est dans cette carence de la classe révolutionnaire et nulle part ailleurs que réside la cause de toutes les incertitudes et de toutes les faillites de conviction en l'avenir de la société, qui ne touchent pas seulement les victimes du capitalisme - les prolétaires - mais aussi ceux qui en vivent ou qui s'accomodent de lui : les intellectuels, les savants et même quelques bourgeois, par exception, éclairés. L'histoire n'est donc pas cette "déesse saoule " qui effraie M.A. PHILIP et pas davantage la divinité aveugle que servent les faux prêtres de la tradition stalinisto (sauf possible .... "excommunication"). Elle se développe, c'est bien vrai, avec de nombreux méandres et détours, mais elle finit toujours par prendre une signification sociale lorsque l'irrésistible poussée des forces productives - qui, elle, possède ses lois et doit servir de guide pour déchiffrer le dédale des flux et reflux de la lutte de classe - ne peut plus être contenue dans les formes politiques caduques.

Coordonner les explosions sociales qui en résultent et les orienter selon une finalité révolutionnaire, telle est la tâche du parti du prolétariat. Il ne peut la remplir que s'il possède cette qualité essentielle, qui devient ainsi le critère de sa propre existence: la faculté d'<u>anticiper</u> sur le mouvement historique. Le fait que les prétendus "marxistes" qui président aujourd'hui aux destinées du mouvement ouvrier international s'avèrent toujours plus incapables de le faire, étant devenus les esclaves d'une dynamique économique et sociale qu'ils ne contrôlent plus depuis longtemps, n'est pas l'élément le moins important de notre certitude de leur chute prochaine et de la renaissance du vrai parti.

ELEMENTS DE L'ECONOMIE MARXISTE

(IV)

Section VI : LE SALAIRE

33. Loi générale de la plus-value.

Nous rappellerons seulement ici que, dans notre théorie, l'expression exacte qui désigne le salaire, c'est-à-dire la somme d'argent versée par le capitaliste à l'ouvrier pour une journée de travail, est : prix de la force de travail ou valeur de la force de travail. L'économie classique s'efforçait de trouver la valeur du travail de la même manière que pour toute autre marchandise. On tombe ainsi dans l'équivoque qui consiste à définir la valeur de la journée de travail comme étant la valeur transmise au produit par l'activité du travailleur pendant cette journée. Or nous savons que cette valeur, correspondant à la consommation de la marchandise " force de travail", est bien supérieure à la valeur de celle-ci (c'est-à-dire à sa valeur d'achat, à sa valeur sur le marché, donc au prix de cette force de travail).

Pour éviter de constater qu'une partie de la journée de travail n'est pas payée, l'économie officielle chercha en vain à résoudre la contradiction en se référant aux oscillations du salaire - analogues à celles de tout autre prix - par suite de l'effet de l'offre et de la demande. Cette loi de l'offre et de la demande provoque des oscillations et des écarts, positifs ou négatifs, par rapport à une quantité moyenne qui est la valeur d'échange. En admettant que l'abondance d'une marchandise par rapport aux besoins contraigne les producteurs imprudents ou malheureux à la vendre au rabais, c'est un phénomène qui, en entraînant une réduction de la production, ramène à l'équilibre (de même que le phénomène inverse) : or c'est justement le chiffre d'équilibre du prix que nous appelons valeur et que nous cherchons à expliquer.

Il en va de même pour la marchandise force de travail et pour le salaire. Indépendamment du jeu de l'offre et de la demande (comme d'autres phénomènes que nous étudierons ensuite, comme la résistance syndicale des ouvriers et des patrons, par

exemple), en régime d'équilibre, le salaire est toujours fortement inférieur à la quantité de valeur fournie par le travail. C'est donc en vain que l'économie classique cherche à faire croire qu'il peut se vérifier un bénéfice (sur-prix) à chaque opération d'achat sur le marché, et donc occasionnellement dans l'achat de la force de travail, la plus-value restant un produit miraculeux du capital. Sur la base de ces lignes générales, on peut étudier les diverses formes du salaire (paie honoraire ou aux pièces) les variations de salaire d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre (chap. 20, 21, 22).

LOI GENERALE

Pour conclure les chapitres précédents portant sur le mécanisme de la production capitaliste, nous rappellerons une fois encore la formule de la loi fondamentale découverte par Marx :

$$\frac{pl}{v} = pl' = \text{taux de la plus-value} = \frac{\text{plus-value}}{\text{capital variable}}$$

$$\frac{\text{plus-value}}{\text{valeur de la force de travail}} = \frac{\text{surtravail}}{\text{travail nécessaire}}$$

$$= \frac{\text{temps de travail extra}}{\text{temps de travail nécessaire}}$$

SECTION VII

L' ACCUMULATION DU CAPITAL

34. Reproduction du capital.

Le processus capitaliste se réalise en trois phases. La première se déroule sur le marché : conversion de l'argent en moyens de production et force de travail. La seconde est la

production proprement dite. La troisième, qui se déroule également sur le marché, est la transformation des produits obtenus en argent. L'ensemble de ces trois phases, qui se répètent indéfiniment s'appelle circulation du capital (de la même façon que l'on dit circulation des marchandises et circulation de l'argent).

A travers ce processus le capital primitif, augmenté d'une plus-value, retourne entre les mains du capitaliste. Cette plus-value peut avoir diverses destinations. Avant tout, dans certains cas, l'entrepreneur doit la partager avec d'autres capitalistes, avec le propriétaire foncier, etc... En second lieu, la plus-value peut, soit être consommée par le capitaliste, soit employée à nouveau comme capital.

Pour l'instant, nous parlerons simplement de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de sa formation initiale, de sa conservation, de son accroissement par addition d'une partie de la plus-value. Appelons accumulation primitive la première formation de capital; reproduction simple son maintien à une quantité constante; reproduction élargie son augmentation continuelle par l'adjonction d'une partie de la plus-value.

35. Reproduction simple.

Supposons que le capitaliste emploie comme fonds de consommation, pour lui et sa famille, toute la plus-value qui lui a été fournie à chaque phase de la circulation, et qu'il rachète les moyens de production et la force de travail selon une quantité constante. On dit alors qu'il vit du revenu du capital (bien que par ce terme on désignât quelquefois le total de la plus-value, même si le capitaliste n'en consomme qu'une partie).

On a l'habitude de dire que le capitaliste a fait l'avance des frais de production et, en particulier, du salaire qui permet à l'ouvrier de vivre et de conserver sa propre force de travail. Mais la dépense de salaire ou capital variable n'est qu'un aspect historique particulier du soi-disant "fonds d'entretien du travail", lequel, dans tout système économique, assure la poursuite de la production. Tout en restant une nécessité sociale, celle-ci se réalisait dans des formes non capitalistes, par exemple au travers du petit paysan ou de l'artisan qui tra-

vaillaient chaque jour autant qu'il fallait pour disposer des produits nécessaires à leur entretien. Le capital, ayant séparé les travailleurs des moyens de production, s'approprie en réalité les produits de tous; et, non seulement ne fait aucune avance, mais rend au contraire à chacun, à la fin de chaque cycle, une partie seulement des produits, convertissant l'autre en plus-value. Quand nous considérons la circulation du capital dans le cas d'une reproduction simple et constante, toute avance, dont pourraient se servir des théories morales ou juridiques dans le but de justifier la plus-value, disparaît.

Il est certain que si nous ne considérons plus le régime stabilisé mais la période initiale, une avance de valeur apparaît nécessaire. Cette avance de valeur devait représenter du travail sans plus-value; on affirme donc qu'elle est constituée par le travail antérieur des capitalistes eux-mêmes. On peut accepter provisoirement cette explication, en se réservant de la discuter lors de l'étude de l'accumulation primitive.

Un capital de 100 frs donne à chaque cycle une plus-value de 20 frs. En admettant que les 100 frs représentent le travail du capitaliste et que, par conséquent, il a le droit de consommer une valeur égale sans que l'on puisse parler d'une plus-value provenant du travail non payé d'autrui, on s'explique que le capitaliste puisse, en répétant cinq fois le procès de production, transformer en revenu cinq fois la plus-value de 20Fr. Il aurait alors consommé ses 100 Frs primitifs de valeur-travail. Mais après cette consommation, non seulement les 100 Frs de capital qu'il peut consommer à volonté subsistent encore, mais ils sont en outre susceptibles de produire indéfiniment une plus-value supplémentaire. Donc, en admettant que les 100 Frs aient été effectivement avancés une première fois en tant que travail fourni et épargné par le capitaliste, cela n'explique pas comment cette avance peut être retirée, non pas une seule fois, mais deux, trois, quatre ... mille et théoriquement une infinité de fois. Donc l'avance, dans la mesure où elle implique une restitution ne peut expliquer le fait de la plus-value ou du revenu.

En d'autres termes, la reproduction simple, pour peu que le capitaliste veuille consommer, suffit à transformer tôt ou tard tout capital avancé en capital accumulé. Donc tout le capital est de la plus-value capitalisée, comme toute plus-value est du travail non payé. Le travail initial des membres de la classe capitaliste, même si on l'admet, est couvert par les

premières annuités de revenu (plus-value destinée à la consommation). Le mécanisme capitaliste, créateur de plus-value, n'est donc pas sorti du simple fait que tel ou tel individu a réussi à travailler sans consommer. Il a fallu bien autre chose pour que commence la production de plus-value. Il a fallu la séparation forcée du travailleur des moyens de production et des produits, qui l'a obligé à se transformer en salarié. La prétendue transformation de l'artisan, lié par les mille réglementations féodales, en travailleur libre de vendre sa force de travail est, en réalité, une condition de domination de la classe capitaliste sur la classe ouvrière, domination qui, pour nous, a une signification matérielle dans la mesure où elle produit une soustraction matérielle de travail et de produits, comme toute autre forme d'appropriation de surtravail. Dans la reproduction simple, le capital se reproduit lui-même, mais surtout - en laissant à l'ouvrier seulement ce qui est strictement nécessaire à sa subsistance et en l'excluant de la possibilité d'accumuler, d'avancer à son tour du travail et de la valeur - il reproduit, c'est-à-dire conserve et défend, les rapports sociaux propres au capitalisme (et ceci du seul fait de la simple reproduction et en respectant strictement les lois étatiques qui garantissent l'échange entre possesseurs privés en laissant théoriquement à tous les droits égaux).

36. Reproduction élargie.

Si, au lieu de dépenser la plus-value, on l'ajoute encore au capital, on a un capital augmenté qui donnera une plus-value supérieure. Si, par exemple, on a avancé dans un cycle productif 250 mille francs, dont 200 mille de capital constant et 50 mille de capital variable, et si le taux de la plus-value est de 100%, le capitaliste recouvrera une plus-value de 50mille et le capital montera à 300 mille. Dans le prochain cycle le capital variable sera de 60 mille et la nouvelle plus-value d'autant : le capital pourra monter à 360 mille, et ainsi de suite.

C'est pourquoi il faut se demander, lorsqu'on passe à un examen de l'ensemble de la production, comment une plus-value réalisée en argent trouvera à se convertir en capital, puisque pour cela on doit trouver sur le marché des forces de travail additionnelles, des matières premières et des instruments

élaborés dans d'autres actes productifs. En ce qui concerne la première exigence, nous avons déjà vu comment le mécanisme capitaliste assure la production et l'augmentation numérique des travailleurs. Quant aux produits susceptibles de se transformer en capital (c'est-à-dire destinés ni à la consommation des capitalistes, ni à l'entretien des travailleurs), il faut qu'ils figurent en excès dans la production totale. Pour plus de clarté considérons une période d'un an ; la production totale doit se composer comme suit : une partie servant à reconstituer le capital constant(c), une partie qui représente les subsistances échangées contre la somme des salaires ou capital variable (v), enfin la plus-value ou produit net (pl). Une partie de celle-ci va à la consommation personnelle des capitalistes; une autre partie, qui doit pouvoir se transformer rapidement en capital, doit avoir été réalisée matériellement en subsistances additionnelles,en matières premières ouvrables, en instruments de travail et en machines.

Si les 250 mille francs constituaient tout le capital mondial, 200 mille francs de produits reconstitueraient le capital constant et 50 mille représenteraient les subsistances (salaires). Si les capitalistes consommaient 10 mille sur les 50 mille de la plus-value, 40 mille iraient au nouveau capital, à condition que dans le produit annuel de 300 mille existât matériellement pour 32 mille francs de moyens de production et pour 8 mille francs de subsistances additionnelles.

Si on demande d'où le capitaliste a tiré les premiers 250 mille francs, on s'entend répondre qu'ils viennent de son travail, et de celui de ses aïeux. Même en l'admettant provisoirement, les choses ne changent pas pour autant en ce qui concerne le capital additionnel de 40 mille francs. Cette somme n'est que plus-value, c'est-à-dire travail non payé; la force de travail et les moyens de production dans lesquels s'investiront les 40 mille francs sont prélevés sur le produit net,c'est à-dire sur ce qui reste après restitution au capital de toutes ses avances - c'est donc de la plus-value, du travail enlevé sans compensation à la classe ouvrière.

Nous arrivons à cette conclusion que plus le capital a pris de travail non payé, plus il en prendra. Cela semble contredire la loi de l'échange entre équivalents, qui exigerait une formule opposée: plus on a pris, plus on doit restituer.

Inutile de noter que la solution de la contradiction réside dans la découverte de la plus-value : la marchandise spéciale qu'est la force de travail, bien qu'échangée à sa valeur, fournit à qui s'en sert une valeur supérieure.

Ceci explique que le même droit de propriété qui règle l'économie mercantile tant que tout producteur dispose de son produit et le vend lui-même, reste en vigueur même lorsque le capitalisme a séparé le producteur de ses produits. Il serait donc faux de croire que la production mercantile puisse éviter d'évoluer dans le sens capitaliste, et que l'appropriation de plus-value puisse cesser alors que le régime mercantile d'échange et de distribution (libre commerce) reste en vigueur.

Car c'est seulement à partir du moment où la force de travail devient marchandise que la production mercantile devient dominante dans l'économie, et que toute richesse sociale circule sur le marché. Le droit de propriété privée vient s'identifier avec le droit d'appropriation capitaliste, non seulement en tant que droit de propriété privée des moyens de production, mais également en tant que droit de propriété des objets de consommation. La phrase suivante du texte : "Quelle illusion donc que celle de certaines écoles socialistes qui s'imaginent pouvoir briser le régime du capital en lui appliquant les lois éternelles de la production marchande !", aurait besoin d'un long commentaire si, au lieu d'exposer la théorie et la critique de l'économie capitaliste, on traitait du programme socialiste. Le socialisme n'est pas seulement l'économie dans laquelle les moyens de production cessent d'être privés pour devenir collectifs, mais c'est surtout l'économie dans laquelle tous les produits sont collectifs et distribués collectivement; toute circulation avec échanges de salaires y est abolie pour être remplacée par un mécanisme central de distribution qui, parallèlement à celui qui distribue le travail entre les producteurs, fait parvenir tous les produits au consommateur immédiat, à moins qu'il n'en réalise la disposition illimitée (services gratuits des transports, téléphones, postes, électricité et, petit à petit, tous les autres objets de consommation).

Cette phrase contient la condamnation implicite de toutes les écoles corporatives, syndicalistes, libertaires préconisant des associations autonomes de producteurs, professionnelles ou locales (corporations, syndicats, communes, coopéra-

tives), et même de ceux qui admettent un socialisme centralisé dans la production, mais qui laisserait subsister la distribution mercantile (1).

o

o o

La part de revenu que le capitaliste consomme lui sert à acheter des marchandises qui, évidemment, sont des objets de consommation et non pas des moyens de production. L'économie bourgeoise appelle travailleurs improductifs ceux qui ont produit ces marchandises, et travailleurs productifs ceux qui produisent des marchandises transformables en capital.

Elle a recommandé avec insistance au capitaliste de consommer moins pour accumuler beaucoup:bien entendu, pour la production capitaliste, accumuler ne signifie pas thésoriser de l'argent ou des marchandises, mais investir de la valeur en capital, c'est-à-dire en moyens productifs. L'économie classique a toujours soutenu que ce qui caractérisait l'accumulation c'était la consommation du produit net (plus-value) par des travailleurs productifs et non pas improductifs.

La thèse de SMITH et RICARDO, selon laquelle tout le produit net destiné à l'accumulation est consommé par des travailleurs productifs, n'en est pas moins fausse. Ceci signifierait que toute la plus-value est avancée comme frais de salaires; nous avons vu, au contraire, qu'il faut l'avancer en partie comme capital constant, en partie comme capital variable. Il est vrai que même la partie du produit net investie en matières premières correspond aux produits d'autres procès productifs qui contiennent une partie de capital variable; mais ils contiennent également une autre partie de plus-value consommée par d'autres capitalistes.

---

(1) - Ce passage, contenu dans l'original vieux de plus de trente ans, suffit à démontrer la continuité de notre critique des solutions économiques "constructives", vieilles ou soi-disant nouvelles, depuis celle des anarchistes jusqu'au "socialisme" à la mode stalinienne et khrouchtchevienne, en passant par l'inévitable "socialisme d'entreprise" qui refleurit aujourd'hui un peu partout.

On ne peut donc concéder aux capitalistes la thèse que " chaque partie du produit net transformée en capital est consommée par les travailleurs". Et ce n'est pas encore ici le lieu de tenter de reproduire le tableau général de la circulation de la richesse, problème excessivement complexe et difficile.

Nous appelons grandeur de l'accumulation le rapport entre la fraction de plus-value accumulée comme capital et celle qui est destinée à la consommation du capitaliste. D'autre part, l'accumulation d'une partie de la plus-value est une nécessité à laquelle le capitaliste ne peut se soustraire, car c'est une nécessité du capital lui-même, qu'il personnifie, et de la concurrence des entreprises rivales. C'est pourquoi les premiers capitalistes prêchaient de s'abstenir d'une consommation personnelle excessive, qui diminuait la part de capital accumulé.

Toutefois, à cause de l'accumulation elle-même et de l'accroissement du volume de la plus-value, les capitalistes s'autorisèrent à consommer dans des proportions toujours plus larges.

Le concept de l'abstinence fut élevé à la hauteur d'une théorie pour tenter de faire passer tout capital pour une valeur que le capitaliste s'est abstenu de consommer, et toute accumulation comme un produit de l'abstinence des capitalistes. Pour répondre à cette objection qui voudrait démontrer la nécessité de l'existence du capitaliste si l'on veut obtenir une augmentation de la richesse sociale, il faut surtout se placer d'un point de vue historique et montrer que des sociétés précapitalistes connaissaient la reproduction simple, ou même élargie, sans qu'il y existât de plus-value capitaliste et d'accumulation de capital, comme les Indes antiques où les paysans qui étaient de petits propriétaires autonomes, versaient un tribut annuel aux seigneurs locaux.

Même dans une économie de ce type, une partie du produit est réservée à une nouvelle accumulation plus vaste, sans qu'intervienne le capitaliste et son abstinence.

Ce raisonnement se complète (même lorsque cela n'est pas dit explicitement dans le texte) par cette conclusion : on pourra très bien destiner une partie du produit social (pour fixer les idées, posons les 20 %) aux moyens de production additionnels, sans aucun besoin d'attribuer une partie nettement supérieure (mettons 40 %) au capitaliste pour que celui-ci puisse se vanter de s'être abstenu de consommer la partie primitive, tout en consommant librement la différence.

37. Variations de grandeur de l'accumulation.

En admettant qu'une fraction toujours constante de plus-value soit consommée, et le reste capitalisé (par exemple : respectivement 20% et 80 %) la quantité de capital accumulé dépendra de la quantité, ou masse, de plus-value. Les facteurs qui influent sur la quantité de la plus-value influent donc sur la grandeur de l'accumulation. Ces facteurs ont déjà été examinés. Toujours à parité de valeur de l'argent, etc... ils sont :

a/- degré d'exploitation de la force de travail ou taux de la plus-value, ou bien encore rapport entre le surtravail et le travail nécessaire. Observons à ce propos que, dans le cas où le capitaliste réussit à prolonger le surtravail (en diminuant le salaire ou en prolongeant la journée de travail), il n'est pas obligé, pour accroître la force de travail employée, d'accroître en même temps le capital constant (1), comme il devrait le faire s'il engageait de nouveaux ouvriers aux mêmes conditions que les anciens, sans pouvoir modifier le surtravail. Donc, tout excédent de travail engendrera directement une augmentation du produit net, de la plus-value, de l'accumulation.

Dans les industries extractives et minières, qui ne nécessitent pas l'emploi de matières premières, l'intensification de l'exploitation de la force de travail fournira un plus grand élan à l'accumulation. Dans l'agriculture l'effet est sensiblement le même, mise à part la nécessité d'investir du capital en engrais qui, d'autre part, sont aujourd'hui fournis par les industries extractive ou chimiques. Enfin, dans les manufactures et les fabriques, l'augmentation du travail ne présuppose pas, lorsqu'elle dérive d'un plus grand surtravail, une augmentation de capital constant pour ce qui concerne les

(1) Ou; plus précisément, de la fraction de capital constant qui constitue l'outillage: machines, appareils, instruments, etc...

installations, mais seulement pour l'achat de matières premières; et si celles-ci proviennent de l'augmentation de la marge du produit net dans les industries extractives et dans l'agriculture, il en résultera finalement une puissante impulsion de l'accumulation.

b/- Productivité du travail. L'augmentation de la productivité du travail entraîne comme nous l'avons montré, une augmentation de la plus-value même si la journée de travail ne change pas. En outre, bien que la valeur totale du produit ne change pas, sa quantité matérielle varie, si bien qu'à la même somme d'argent correspond plus de valeur d'usage et une plus grande satisfaction des besoins. Donc, d'un côté, la croissance de la plus-value entraîne celle de l'accumulation et, de l'autre, un revenu inférieur peut satisfaire les mêmes besoins du capitaliste ; celui-ci peut donc augmenter le pourcentage de la capitalisation. Le nouveau capital accumulé conserve nominalement la même valeur, mais représente une plus grande masse de produits, qu'ils soient matières premières, instruments ou subsistances destinées au travailleur. D'où il s'ensuit une plus grande puissance d'accumulation de ce capital.

En appelant capital additionnel celui qui dérive de la plus-value, nous voyons que, par suite des progrès scientifiques et techniques, la partie de celui-ci qui s'investit dans des instruments de travail (installations, machines) se réalise dans des types d'instruments plus efficaces que ceux qui correspondent à l'ancien capital . Celui-ci en est déprécié; mais comme il faut le renouveler périodiquement, et comme cette avance est déjà prévue dans toutes nos déductions ou calculs, il est rapidement rénové.

Ce phénomène est encore moins sensible pour les matières premières, dont la consommation et le renouvellement sont annuels lorsqu'elles proviennent de l'agriculture, et beaucoup plus rapides, en moyenne, lorsqu'elles proviennent de l'industrie. La chimie, en découvrant continuellement des matériaux utiles, dont certains étaient jusqu'alors des déchets sans valeur, les transforme en éléments additionnels pour l'accumulation. A mesure, donc, que la puissance du travail favorise une accumulation accélérée, elle conserve et ravive la valeur primitive du capital. Cette propriété inhérente au travail humain socialement divisé et aux conquêtes de la science, est faussement

présentée comme un attribut du capital, qui justifierait son incessante appropriation de surtravail.

c/- Rapport entre la consommation du capital fixe et sa grandeur
Il est clair que le capital investi en installations (fabriques, routes, ponts, voies ferrées, machines, navires, bonifications foncières, canaux, installations électriques,etc...) augmente continuellement, tandis que tend à diminuer la fraction de celui-ci qui se consomme, en un an par exemple. Cette énorme valeur maintenue par des efforts relativement réduits, équivaut à un service gratuit fourni par le travail des générations passées. Tandis que le sens de ce processus devait permettre d'entrevoir la satisfaction de tous les besoins par un minimum de travail social, l'économie officielle attribue cette contribution, non pas au travail passé, mais au capital actuel dont la plus value (profit ou intérêt) apparaîtrait comme une compensation, non plus de l'abstinence, mais du travail passé. Il est clair, au contraire, que tous ces processus d'augmentation de la richesse sociale ne sont pas conditionnés mais, au contraire - à partir de l'époque historique que nous sommes en train de vivre - gravement entravés par le système capitaliste.

d/- Grandeur du capital avancé.- Une autre chose qui influe sur l'accumulation, à parité de taux de la plus-value, c'est la quantité du capital avancé qui détermine une plus-value et une accumulation correspondantes.

Tous ces facteurs de l'accumulation n'agissent pas d'une manière uniforme,mais sur un rythme croissant et accéléré (analogue à la croissance des intérêts composés). Un diagramme de l'intensité du capitalisme ne se présenterait pas sous la forme d'une ligne droite, mais d'une ligne s'incurvant toujours plus vers le haut jusqu'à tendre à la verticale.Ceci donne une idée de ce que le capitalisme ne peut avoir une durée infinie, mais court sur un rythme accéléré vers sa fin.

38. Théorie du prétendu fonds des salaires.

Certains économistes bourgeois prétendaient que,bien que la masse totale du capital augmentât continuellement, la fraction de celui-ci qui s'investit en subsistances pour les travailleurs restait constante, car il existerait une limite quasi naturelle (!) à cause de laquelle, malgré tous leurs efforts, les travailleurs ne pourraient que se disputer ce total,

Cette théorie ne mérite aucune critique, étant totalement démentie par les données du système capitaliste elles-mêmes.

39. Loi générale de l'accumulation capitaliste.

Nous savons que le capital se compose d'une partie constante (valeur des moyens de production) et d'une partie variable (somme des salaires). Nous appellerons cela "composition par rapport à la valeur " ou composition organique; nous appellerons "composition technique" la division matérielle en moyens de production et en force ouvrière. Bien que la composition des capitaux varie beaucoup suivant les types d'industrie, et varie même d'une entreprise à l'autre dans la même industrie, on peut parler de composition moyenne du capital social en se référant à la proportion qui existe entre tout le capital variable et tout le capital constant (dans un pays ou dans tout le monde capitaliste).

L'accumulation accroît continuellement le capital, et cela tant pour la partie constante que pour la partie variable. La dépense totale de salaire augmente donc, et ce fait - l'exigence d'un plus grand nombre de travailleurs - donne lieu à ce qu'on appelle la demande de travail. Chaque année travaille un nombre plus grand de salariés que l'année précédente. Mais le nombre de salariés disponibles ou offre de travail n'est pas illimitée, et ceci produit en général une augmentation du taux des salaires. D'où la loi générale : l'accumulation tend à faire monter le taux des salaires.

Ce point très important exige quelques observations. Avant tout, alors que nous ne nous sommes jamais occupés du jeu de l'offre et de la demande pour une marchandise quelconque, on pourrait nous demander pourquoi nous la prenons en considération pour la force de travail. Or, s'il est vrai qu'augmente le prix d'une marchandise qui est rare sur le marché, par suite de la concurrence entre de nombreux acheteurs qui en ont besoin et vice versa, ce phénomène peut se produire avec autant de probabilité dans un sens ou dans l'autre et finit par s"équilibrer très facilement grâce à l'élasticité de la production et à l'efficacité des moyens de transports modernes. Le diagramme des prix d'une marchandise enregistre des oscillations au-dessus et au-dessous d'une "ligne de compensation" que nous considérons comme représentant la valeur. Le cas de la force de travail est bien différent. Tout d'abord, son prix (qui est le salaire)

bien qu'oscillant autour de la valeur déterminée par la somme des moyens de subsistances, a la possibilité théorique de s'accroître de toute la marge du surtravail, laissant au consommateur de la marchandise force de travail, le capitaliste, une marge de bénéfice représentée par une plus-value supérieure ou inférieure. Donc, le fait d'augmenter les salaires ne signifie pas payer une prime en pure perte parce qu'une marchandise nécessaire est rare, mais seulement subir, pour ne pas perdre tout le profit, une diminution relative de celui-ci. En outre, il n'est pas aussi facile d'équilibrer l'excès ou le défaut de force de travail que celui d'une marchandise matérielle, car il s'agit d'un nombre inférieur ou supérieur d'hommes aptes au travail, nombre qui dépend de circonstances en partie incontrôlables. La possibilité d'oscillations du salaire est donc d'une toute autre importance économique que celle d'un quelconque prix de catalogue.

En second lieu, la constatation que le développement général du capitalisme va dans le sens de l'accumulation et de l'augmentation des salaires ne doit pas surprendre. Cela s'est produit historiquement depuis le début du XVme siècle jusqu'à l'époque du Capital, et a continué à se produire par la suite; Seuls des critiques ignorant peuvent prétendre que cela démentirait les lois de la doctrine que nous exposons. Ils confondent en fait un mouvement de baisse des salaires qui n'a jamais été théorisé par MARX avec la doctrine de la misère croissante qui se réfère à la continuelle expropriation d'artisans, de petits rentiers, de petits propriétaires fonciers et de petits capitalistes, et même à la chute d'ouvriers non spécialisés (unskilled workers) dans un sous-prolétariat .

L'augmentation du taux des salaires était donc formellement prévue. Mais d'autres polémistes ont tenté de déformer le texte pour lui faire dire que ce phénomène signifie une évolution du capitalisme dans un sens qui le rendrait plus tolérable et civilisé. Cette thèse tendancieuse est également en contradiction avec le texte : " les circonstances plus ou moins favorables au milieu desquelles la classe ouvrière se reproduit et se multiplie ne changent rien au caractère fondamental de la reproduction capitaliste". Ceci doit être expliqué en disant que la reproduction simple laisserait inaltéré le rapport social entre capital et salaire et les termes de celui-ci; l'accumulation augmente les deux termes dans les mêmes proportions; elle donne lieu à plus de capital et à une classe capitaliste plus

puissante, comme elle donne lieu à une plus grande masse de salaires et à un prolétariat plus nombreux, bien que le rapport entre les deux termes reste le même ainsi que leur contraste. En s'accumulant, le capital accumule le prolétariat. L'interprétation juste étant rétablie ce n'est pas ici le lieu de poursuivre l'analyse de la question pour savoir dans quel sens sont influencées les conditions de la lutte sociale par un plus mauvais traitement de la classe ouvrière. Si un très bas niveau devient intolérable et prépare une explosion, une plus grande sphère de besoins pour la classe ouvrière au moment où le capitalisme révèle brusquement son incapacité à continuer de les satisfaire peut produire une contre-réaction plus profonde et plus efficace.

40. Variations de la composition du capital - concentration - Centralisation.

Il se produit donc un jeu entre la demande de travail du nouveau capital accumulé et l'offre de travail limitée par le chiffre de la population ouvrière.

Le capital, par son triomphe politique dans la révolution bourgeoise, tend à jeter des bras sur le marché du travail pour les payer moins cher. Pour cela il " libère " le serf de la glèbe et prêche l'augmentation de la population. Les couches féodales et aristocratiques qui s'opposent à ce mouvement trouvent leurs représentanta dans l'aristocratie foncière anglaise, centre de la lutte contre la révolution française. Un de leurs représentants est MALTHUS qui,faisant mine de s'apitoyer sur la misère des innombrables travailleurs réduits à se partager des fractions toujours plus petites du capital variable disponible, mais attaquant le capitalisme d'un point de vue réactionnaire et diamétralement opposé à celui de MARX, prétend que, tandis que les moyens de subsistances croissent en progression arithmétique, la population tend à croître en progression géométrique, d'où il s'ensuit une misère toujours plus grande. Le remède préconisé est l'abstinence sexuelle pour limiter les naissances. Il n'est pas nécessaire de dire qu'au contraire, selon notre école, l'augmentation de la population est compensée par l'augmentation de la puissance productive sociale, mais que celle-ci doit être débarrassée de la domination du capitalisme pour qu'elle puisse satisfaire rationnellement les besoins de tous.

On a donc un mouvement d'amélioration du salaire, mais qui " n'abolit pas les chaînes du salariat". En outre ce mouvement général n'est pas continu et ne va pas sans heurts. Même lorsque les salaires continuent à augmenter par suite de l'accumulation de capitaux toujours plus grands, ce phénomène, bien qu'il réduise le taux de profit, ne ralentit pas l'accumulation et l'augmentation de la puissance capitaliste. Il peut arriver, pourtant, que l'augmentation des salaires soit telle qu'elle décourage de nouveaux investissements de capitaux et ralentisse l'accumulation. Un équilibre s'établit ainsi, puis que les salaires recommencent à diminuer relativement et l'accumulation reprend sa marche en avant. Ces oscillations sont analogues aux "crises" que traverse la production capitaliste. Il ne faut pas croire que ces périodes de déséquilibre dépendent de l'évolution de la population; ce n'est pas la variation de l'offre de travail qui fait varier les salaires et influence l'accumulation, mais c'est l'évolution de l'accumulation qui, avec la demande de travail, fait varier le taux des salaires et donc le rapport entre le travail payé et le travail gratuit de la population ouvrière disponible. " Le prix de la force de travail ne peut donc jamais s'élever qu'entre des limites qui laissent intactes les bases du système capitaliste et en assurent la reproduction sur une échelle progressive". Celui qui ne comprend pas cela ne comprend pas le principe même et le caractère spécifique de la production capitaliste (le texte le dit à différentes reprises), c'est-à-dire qu'il n'y aura du travail pour l'ouvrier que dans la mesure où il y aura de la plus-value pour le capitaliste. Ceci suffit à montrer combien sont fidèles au texte du Capital ceux qui ont avancé la prévision d'une augmentation graduelle des salaires correspondant à une diminution graduelle des profits et à une élimination progressive du capitalisme.

Lorsque nous avons établi que l'accumulation élevait le taux des salaires, nous avons supposé que la composition du capital restait constante.

Il n'en est pas ainsi dans la réalité, car, parallèlement à la croissance des capitaux du fait de l'accumulation, se vérifie un progrès technique dans la productivité du travail qui rend nécessaire des instruments et des machines plus complexes et plus coûteux. La production du capital constant .

tend à croître par rapport à celle du capital variable. Le capital constant augmente pour deux raisons : parce que, à parité de travail humain, on utilise des machines et des installations de plus grande valeur, et parce que, toujours à parité de travail, on a plus de produits et donc une plus grande consommation de matières premières. Toutefois l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable n'est pas aussi rapide du point de vue de la valeur que du point de vue technique.

En fait, l'accumulation va de front avec l'augmentation des moyens de production a parité de force de travail employée, mais, tandis que l'accumulation tend à faire croître le prix de la force de travail, il tend au contraire à diminuer par suite de l'augmentation de la productivité du travail et de la valeur des machines et des matières premières employées. Le phénomène examiné n'en est pas annulé, mais ralenti. On doit noter, en outre, que même si le capital variable décroît par rapport au capital constant, il peut augmenter en valeur absolue si l'augmentation de la masse totale du capital a été suffisamment forte.

En conclusion, pour que se réalise le type spécifique de la production capitaliste, il faut, au début, qu'il existe une certaine accumulation d'argent convertible en capital entre les mains de quelques individus (c'est l'accumulation primitive dont nous analyserons plus loin la génèse). Mais si l'accumulation engendre le capitalisme, le capitalisme ne peut qu'engendrer une nouvelle accumulation dilatant toujours plus les proportions des entreprises.

La formation primitive de capital est la concentration entre les mains d'un individu, non pas simplement d'une somme d'argent, mais (au moyen de celle-ci) d'une somme de moyens productifs et de subsistances qui, auparavant, étaient à la disposition, fragmentairement, de nombreux petits producteurs indépendants. La première accumulation est donc une concentration de capital. L'accumulation successive continue de faire progresser la concentration des capitaux dans quelques mains, chaque capital individuel tendant à devenir plus grand. Toutefois, à côté de cette tendance des capitaux à s'agrandir, existe la tendance opposée, la formation de nouveaux petits capitaux, soit parce que le phénomène de l'accumulation initiale se répète, soit parce que des grands capi-

taux sont fractionnés assez souvent à la suite d'un partage de succession par exemple.

A un certain point de développement du capitalisme la tendance à la concentration prend nettement le pas sur la tendance à la dispersion. C'est là la loi fondamentale de l'accumulation du capital, non plus seulement dans le sens où l'accumulation détermine la concentration, mais parce que divers centres d'accumulation et de concentration s'attirent mutuellement et se fusionnent.

Voici comment se déroule ce phénomène. La guerre de la concurrence à coups de bas prix se déchaîne entre les capitalistes. Mais on ne peut normalement obtenir de bas prix qu'en augmentant la productivité de la force de travail et ceci ne peut être réalisé, pour un degré donné d'exploitation de la force de travail, qu'en perfectionnant et en renouvelant les moyens de production. Cela n'est possible que si de nouveaux grands capitaux peuvent être investis. D'où le succès des grands capitalistes et la ruine des petits, dont les capitaux tentent tout d'abord de passer à des sphères de production non encore modernisées pour, finalement, périr en partie et passer en partie entre les mains des vainqueurs. De plus, avec l'épanouissement du capitalisme se développe le système du crédit, qui permet à celui qui dispose de grands capitaux de faire face à des avances bien supérieures au total de ces capitaux eux-mêmes, tandis qu'il ôte cette faculté aux petits entrepreneurs qui sont implacablement écrasés. La concurrence et le crédit concourent donc à la centralisation du capital, en appelant centralisation ce second phénomène pour le distinguer de la concentration, effet immédiat de l'accumulation. La concentration peut se produire sur le même rythme pour toutes les entreprises, la centralisation joue en faveur de quelques uns et au détriment des autres.

La centralisation a permis de faire surgir de gigantesques entreprises bien avant que la concentration simple des capitaux individuels n'eût pu le faire. La constitution de sociétés par actions est une forme de centralisation, car c'est la réunion technique de grandes masses de moyens de production qui est un indice de maturité du capitalisme, et non pas la réunion juridique de grandes valeurs dans les mains d'un seul individu, phénomène qui apparaît largement dans

d'autres formes d'économie (Cyrus, Crassus, les Indes,etc.). L'allusion aux sociétés par actions se trouve dans le Capital et suffit à montrer ce que vaut cette critique banale selon laquelle la diffusion des sociétés par actions constitue un démenti à la théorie de la centralisation.

La centralisation, quelle que soit la façon dont elle se réalise, accélère la reproduction du capital en nouveaux investissements et en perfectionnements de la production. Parallèlement, se poursuit le phénomène déjà décrit de la croissance du capital constant par rapport au capital variable, de telle sorte que, si la demande de travail, d'une part, augmente avec la masse totale du capital, de l'autre, elle tend à diminuer parce que la proportion de capital variable vis-à-vis du capital total diminue, non seulement pour les nouveaux capitaux investis dans des installations productives plus modernes, mais encore pour les anciens capitaux qui ne tardent pas à adopter ces innovations.

41. Surpopulation ouvrière ou "armée industrielle de réserve".

La question de l'augmentation du capital accompagnée de la diminution du rapport entre sa partie variable et sa partie constante étant posée, il reste à se demander si la grandeur absolue du capital variable, et avec elle la demande de travail, tendent à augmenter ou à diminuer. D'une manière générale, le changement de la composition du capital peut augmenter,laisser inchangé ou diminuer le fonds de salaire.

Le phénomène peut prendre des aspects différents pour les diverses branches d'industrie, comme il peut se produire une compensation de la demande de travail entre ces diverses branches. Lorsque nous avons parlé de l'introduction du machinisme, nous avons déjà examiné une question de ce genre. L'introduction d'une machine dans une entreprise entraîne le licenciement d'un certain nombre d'ouvriers: on aurait donc une baisse de la demande de travail. Mais l'analyse ne s'arrête pas là.La fabrication des machines nécessite de la main d'oeuvre; en outre, avec les machines, on travaille plus de matières premières, ce qui entraîne une demande de travail dans certaines branches d' industrie. Il est vrai que le machinisme conquiert également peu à peu ces industries, mais l'augmentation générale de la productivité du travail permet d'obtenir des produits et des subsis-

tances à meilleur marché, de disposer d'une plus grande plus-value, et donc entraîne de nouveaux investissements de capitaux. En conclusion, la tendance générale est à l'augmentation du nombre des salariés par suite du progrès de l'accumulation, et des couches toujours plus larges de la population viennent grossir les rangs de la classe ouvrière industrielle.

Ce développement, pourtant, n'est pas continu. Lorsque l'investissement excessif de la plus-value a accru au maximum le nombre des ouvriers, les produits deviennent surabondants. Dès que leur distribution rencontre des difficultés, car ils ne sont plus réclamés pour la consommation, se vérifie une crise de surproduction. De grandes masses de marchandises restent invendues, les capitalistes ferment leurs usines ou bien en réduisent l'activité, et un grand nombre d'ouvriers sont licenciés. Pour sortir de la crise le capitalisme s'efforce de produire à plus bas coûts, utilisant au maximum tous les perfectionnements techniques. A l'issue de la crise, il s'est établi un nouveau rapport, plus bas que le précédent, entre le capital variable et le capital constant. La production et l'accumulation recommencent et, avec l'augmentation du capital total, le capital variable et la demande de travail augmentent également pour un certain temps. Durant cet intervalle normal le nombre des salariés recommence à augmenter, la demande et l'offre de travail sont à peu près équilibrés. Mais une autre crise ne tarde pas à se rapprocher, si bien que les ouvriers attirés en nombre toujours plus grand dans le procès de production, sont brusquement rejetés dans le chômage. La succession de ces alternatives et la création de cet excédent de salariés vis-à-vis des exigences du capital accumulé, caractérisent la production capitaliste. Les économistes ont interprété ce processus de diverses manières; ils en découvraient la cause dans l'augmentation de la population et formulaient les fameuses lois de population.

Cependant, la véritable loi de population de l'époque capitaliste ne peut être que celle-ci : l'accumulation du capital en produisant un excédent de population ouvrière ou armée industrielle de réserve, crée la condition ultérieure d'existence et de développement du capitalisme lui-même. Cette réserve est utilisée dans les périodes de production croissante pour être rejetée lorsque la crise éclate. La succession de ces crises s'est présentée durant le XIXme siècle suivant des périodes de 10 - 11 ans, les cycles ayant tendance à s'abréger. Disons seule-

ment que la première guerre mondiale, tandis qu'elle était à son tour en effet de la course à la surproduction industrielle qui s'efforçait d'éviter les crises en déversant les marchandises sur les marchés extérieurs et coloniaux ("L'impérialisme comme dernière phase du capitalisme"), a représenté, tout à la fois, l'explosion de la crise et le moyen d'engloutir une activité industrielle pléthorique. Ses conséquences présentèrent un enchaînement de crises partielles et même les vicissitudes d'une crise générale plus profonde (1).

La formation et la conservation de l'armée industrielle de réserve, favorisées par la chute dans le travail salarié des artisans, des paysans, des femmes, des enfants, des nègres des chinois, etc... ou même par les campagnes pour une intense prolifération des prolétaires indigènes, préoccupent constamment le capitalisme et ses théoriciens. Le réactionnaire Malthus lui-même se préoccupait de la réduction excessive des naissances au sein du prolétariat d'un pays industrialisé.

Il n'est donc pas possible de faire dépendre le mouvement du capital et le taux du salaire de l'augmentation du nombre absolu de la population, comme le prétendent les économistes bourgeois.

Ceux-ci croyaient que le taux des salaires dépendait de l'offre de travail correspondant à l'augmentation des générations successives et que la baisse des salaires, alors que le capital ne pouvait plus occuper tous les bras, décimait le prolétariat à la suite des privations et en réduisait la fécondité.

Au contraire, les variations démographiques sont des phénomènes aux répercussions lointaines vis-à-vis des fréquentes variations des salaires qui, comme nous l'avons vu, dépendent de l'expansion ou de la contraction de l'activité du capital.

---

(1) - pour la seconde guerre mondiale, il suffit de dire qu' elle a accentué ces conséquences économiques, non seulement dans les destructions par faits militaires (étendues bien au-delà des fronts) mais également dans la destruction de l'équipement industriel des pays vaincus et occupés. Il s'ouvre ainsi une nouvelle course mondiale à la réaccumulation, il se forme une gigantesque armée de réserve d'affamés, et l'on dissimule cette forme raffinée de barbarie derrière l'apologie de la "reconstruction" dont Attila et Gengis Kah auraient rougi.

En conclusion, il est absurde d'espérer que la solution des crises et des contrastes du capitalisme puisse surgir du jeu de la loi providentielle de l'offre et de la demande appliquée au salaire. Le phénomène joue toujours à l'avantage de la classe capitaliste.

Les économistes bourgeois, naturellement, ont crié au scandale et à la violation de la loi sacrée de l'offre et de la demande lorsque les travailleurs, au moyen de l'organisation économique, ont cherché à atténuer les effets de leur concurrence réciproque, en réalisant l'action commune entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas.

Ce n'est pas ici le lieu de montrer que l'organisation syndicale elle-même ne peut empêcher le développement général du capitalisme, ni contredire ses principes. Son importance réside dans le fait qu'elle entraîne dans le mouvement de classe des couches toujours plus larges d'ouvriers, comme il est précisé dans un autre texte bien connu (1).

42. Formes de la surpopulation ouvrière.

Le texte appelle forme flottante celle dans laquelle les travailleurs en surnombre chassés des usines par le perfectionnement technique, sont réabsorbés par l'augmentation du potentiel productif de celles-ci. Il appelle forme latente celle qui se produit dans des districts ruraux où les perfectionnements techniques rendent disponibles un grand nombre de travailleurs, qui sont contraints d'émigrer vers les villes en offrant leurs services aux patrons industriels (phénomène de l'urbanisme). Il appelle forme stagnante celle dans laquelle se forme un excédent de travailleurs, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, et qui s'offrent pour des travaux à haut degré d'exploitation de la force de travail, comme le travail dit à domicile (sweating system). Enfin l'ultime résidu de l'excédent de la population ouvrière constitue le paupérisme, qui ne se confond pas encore avec les vagabonds, les délinquants, les mendiants, les prostituées - constituant des couches non productives qui ont une grande importance, surtout dans les métropoles modernes.

---

(1) Le Manifeste du Parti Communiste.

Pour revenir à la partie de la surpopulation ouvrière paupérisée, elle comprend trois catégories: les ouvriers aptes au travail mais réduits au chômage, les orphelins et les fils de pauvres assistés (ces deux catégories sont à la disposition du capitalisme, et peuvent entrer dans le service actif dans les moments de grande expansion), enfin les ouvriers qui, par suite de leur âge, d'invalidités, ou de la suppression de leur métier sont définitivement éliminés du travail.

Plus augmente le capital total et donc la richesse nationale et sociale (en réalité la richesse de la classe capitaliste),plus augmente la réserve industrielle et avec elle le domaine du paupérisme (il suffit de voir les énormes masses de chômeurs dans les pays capitalistes de l'après-guerre). Tout cela constitue la loi de la misère croissante du prolétariat opposée à la richesse capitaliste croissante - loi qui n'est pas contredite, en fait, par l'augmentation, à l'échelle historique, des salaires pour les travailleurs en activité, et même par l'amélioration de la teneur de vie de certaines catégories privilégiées. Elle ne peut pas plus être conjurée par des mesures législatives sociales, dans le cadre de l'organisation capitaliste.

Les écrivains bourgeois, tout d'abord, exhortèrent les travailleurs à réduire leur nombre, s'ils ne voulaient pas excéder les besoins du capital, tout en sachant très bien que cette réduction n'atteindrait jamais la côte d'alarme. Par la suite, ils admirent cyniquement que la pauvreté des classes inférieures était la meilleure condition de la prospérité de la nation. Aujourd'hui, après MARX, on ne rencontre plus de telles affirmations, car dominent maintenant l'hypocrite philantropie sociale et la démagogie qui célèbre les remèdes apportés par l'association et l'Etat.

Mais la loi fondamentale de l'accumulation continue d'être la même: tous les moyens pour multiplier les forces collectives du travail, qui devraient concourir à élever la teneur de vie moyenne, sont employés au détriment du travailleur individuel et deviennent des moyens pour le soumettre à la domination du capital privé. Quel que soit le taux des salaires, le progrès de l'accumulation comporte l'augmentation de la surpopulation ouvrière relative; à mesure que s'accumule le capital, la condition de la classe ouvrière empire.

NOTES D'ACTUALITE

LE REGNE HYPOCRITE DES PIRATES DE LA "COEXISTENCE PACIFIQUE"

L'opportunisme est le laboratoire expérimental où la bourgeoisie vient chercher les mots d'ordre, les théories "nouvelles", les faux remèdes qui servent à amortir les contrastes internes et repoussent la crise finale de son régime.

On ne peut donc être surpris du fait que la dernière découverte des laquais de l'impérialisme travestis en représentants de la classe ouvrière - le mot d'ordre de la "coexistence pacifique" - ait fait le tour du monde pour devenir monnaie courante dans tous les pays et, dans ces dernières semaines, marquer de son sceau tant la "solution unanime" de la crise du Moyen-Orient que les tentatives de la bourgeoisie française de sauver, de quelque manière que ce soit, l'édifice branlant de son empire. Pour nous, ce mot d'ordre trouve son fondement objectif dans l'identité profonde de la structure économique et sociale des deux plus grands centres impérialistes - l'Amérique et la Russie -, unis par le dénominateur commun de la production et de l'échange des marchandises et du travail salarié, et dans l'aspiration des jeunes bourgeoisies des pays coloniaux et semi-coloniaux à s'insérer, à leur suite, dans le jeu capitaliste. Ce mot d'ordre est intégralement faux car il prétend résoudre les contrastes insurmontables qui, précisément, naissent et renaissent incessamment et nécessairement du règne du capital et de la marchandise, de leur règne. C'est une arme de la contre-révolution car il entretient, au sein du prolétariat des métropoles industrialisées et des masses en ébullition des colonies ou ex-colonies, la croyance illusoire et défaitiste que leurs objectifs pourront être atteints pacifiquement.

Comme il était facile de le prévoir, la question du Moyen-Orient a trouvé son épilogue dans la plus cynique et la plus ridicule des compromis. Compromis entre les jeunes Etats arabes, avant tout. Préoccupés de ne point perdre d'acheteurs (les producteurs de matières premières d'importance mondiale surtout, comme l'IRAK, le MAROC, la TUNISIE,etc...),divisés par

des contrastes d'intérêts et de tradition historique, soucieuses de ne pas perdre le contrôle de masses déchaînées, promptes à s'incliner devant le premier banquier "charitable" disposé à leur fournir de l'oxygène en dollars sonnants, les jeunes et avides bourgeoisies qui ne jurent que par le Coran ont mis de côté leur "anticolonialisme" de façade pour négocier le retrait des "soldats étrangers" contre l'entrée triomphale de subsides non moins étrangers, adoptant - elles qui prétendent apporter la guerre sainte révolutionnaire - les principes de la "non-ingérance", du " respect réciproque de l'intégrité et de la souveraineté nationale"; les principes, en somme, d'un statu quo qui est précisément l'expression et le produit de la domination impérialiste, le contraire exact de leur soi-disant aspiration à un Etat arabe unitaire s'étendant de l'Asie Occidentale à toute l'Afrique du Nord.

Mais compromis entre les "Grands" également, pour le plus grand avantage de l'Amérique. Le Kremlin, que la fiction propagandiste de l'une et l'autre parties en cause présente comme l'adversaire.... révolutionnaire de l'impérialisme yankee et comme le champion désintéressé des peuples opprimés par le joug des plus grandes puissances financières du monde, le Kremlin dont la propagande prétendait qu'il n'attendait que de pouvoir utiliser la "tribune de l'O.N.U." pour une offensive de grand style contre l'Oncle Sam et John Bull, le Kremlin, donc, non seulement n'a rien fait de tout cela, mais encore a voté la motion unanime issue des alambics du palais des Nations-Unies; c'est-à-dire qu'il a avalisé, au nom du prolétariat, tant la thèse de la solution pacifique et diplomatique des conflits internes de la société bourgeoise et de la possibilité de non-ingérence et de collaboration "loyale" entre brigands, que l'initiative américaine de créer une société financière, patronnée par le dollar, pour l' "aide" aux pays arabes "sous-développés" du Moyen-Orient. Cette manoeuvre ne peut nous étonner : il y a bien longtemps que Moscou, foulant aux pieds le dernier lambeau de la tradition révolutionnaire du marxisme, s'est fait le porte-parole des slogans les plus éculés, les plus pourris à la mode, déjà, au sein de la Société des Nations.

Dans le même style, de Gaulle s'efforce, par ses tournées électorales Outre-mer, de sauver du naufrage la barque immonde et sanglante de l'empire colonial et de la "grandeur française" par l'invitation à la coexistence pacifique entre membres de la même"famille". Le fascisme est, nous l'avons déjà dit, un réformisme cohérent pratiqué par la classe dominante sous la menace

de la force; Jeanne d'Arc-en-pantalons n'est pas autre chose - malgré sa mine altière et son uniforme de commandant en chef - qu'un charlatan , qu'un raccommodeur de faïences. Lui aussi s'appuie, en Afrique, sur une jeune bourgeoisie peureuse et modérée, qui entre en lutte non point pour conduire jusqu'à son terme une révolution soutenue par la violence des masses indigènes, mais pour s'assurer, au moyen de celle-ci, une place au soleil dans l'arène du capitalisme, et qui tremble d'être désarçonnée par la marée déguenillée de la plèbe de son propre pays; il s'appuie encore sur le conservatisme des bourgeoisies ex-coloniales de la Tunisie et du Maroc en même temps qu'il utilise l'appui de Washington - qu'il prétend pourtant refuser - dans chaque tentative de recrépir un peu la façade du colonialisme classique; il s'appuie, enfin, sur la peur de la bourgeoisie française, grande moyenne et petite, de perdre, avec les marchés coloniaux, la soupape de sécurité de la lutte des classes dans la métropole.

Mais il n'y a pas de paix possible, ni de coexistence durable, dans le monde du capital et de la marchandise. L'art de la diplomatie et son palliatif de la bonne volonté, vraie ou feinte, ne peuvent aplanir ni les contrastes d'intérêts entre les brigands de la piraterie internationale, grande ou petite, ancienne ou récente, ni les secousses sociales qui ébranlent continuellement leurs réserves de chasse. Il est bien possible que la crise diplomatique du Moyen-Orient soit apaisée; mais sa crise profonde , sa crise réelle ne l'est certainement pas, et ne peut l'être dans l'empire du capitalisme. Il est bien possible que de Gaulle obtienne des bourgeoisies arabes ou nègres un appui à son charlatanisme réformiste à base de "coexistence": mais la vague de terrorisme qui a accompagné son voyage (en acceptant la version officielle des faits, mais aussi, en cas contraire, de contre-terrorisme français) est là pour rappeler qu'un raccommodage ne suffit pas pour effacer les plaies profondes et toujours plus gangrenées du monde capitaliste. Ni les "Grands Hommes" (qui, du reste, n'existent que dans la réthorique bourgeoise) ni les réformes timides ou audacieuses, ni les valses-hésitation ou les rameaux d'olivier ne peuvent avoir raison de forces irrésistibles engendrées par les rapports objectifs de la société capitaliste.

La coexistence est seulement une arme pour maintenir courbée sous le fouet du patron, ancien ou nouveau , la "canaille" du prolétariat métropolitain et des masses prolétarisées, ou

en passe de l'être, des colonies; c'est une autre manière de formuler l'exigence d'un front compact de la contre-révolution mondiale, c'est un prétexte pour justifier, dans la "mère-patrie" ou au dehors, la répression des "semeurs de troubles". La paix de ces Messieurs est synonyme de continuation et, si possible, de renforcement de leur domination basée sur le sang et les armes. Mais ce n'est pas la paix, mais la guerre de classe qui est inscrite sur le drapeau des exploité de tous les pays.

PETROLE ET RENTE DIFFERENTIELLE.

La dernière explosion de la crise endémique du Moyen-Orient, amorcée par la guerre civile libanaise pour culminer avec le coup d'Etat Irakien du 14 Juillet dernier et les évènements qu'il a entraînés, a remis en vedette le fameux cartel du pétrole. La presse de ces derniers mois lui a consacré de nouveau une grande place, en marquant le rôle important qu'il avait joué dans la décision des gouvernements américain et anglais d'intervenir militairement, respectivement au Liban et en Jordanie. Cette intervention, décidée immédiatement après le 14 juillet - et alors que la situation restait confuse : pendant plusieurs jours la presse pro-occidentale annonça (ou souhaita) le retour de Nourry Saïd à la tête de troupes restées "loyales" - n'attendait évidemment qu'un prétexte pour s'etendre, directement ou indirectement au pays pétrolier par excellence (tant à cause des puits de Mossoul, de Kirkouk et de Bassorah que des pipes-lines): l'Irak ; de son côté, l'Angleterre louchait avec inquiétude du côté de Koweit, le plus petit Etat du Moyen-Orient, mais le plus riche en "or noir" (production annuelle : 60 millions de tonnes), tandis que la 24me brigade d'infanterie britannique maintenait l'ordre dans l'ile de Bahrein.

Le cartel du pétrole est un gigantesque organisme économique et financier aux ramifications multiples, constitué par 8 compagnies dont les capitaux sont à prépondérance anglo-saxonne: l'Anglo-Iranian Oil Cy, la Royal -Dutch (hollandaise, mais contrôlée par la Shell anglaise, unie à l'Anglo-Iranian), la Standard Oil of California, la Standard Oil of New-Jersey, la Texas Oil Cy, la Gulf Oil Cy, la Socony Vacuum Oil Cy et la Compagnie Française

des Pétroles. Ces 8 compagnies constituent elles-mêmes diverses compagnies ayant le monopole de l'exploitation pétrolifère dans une région déterminée : l'Arabian American Oil Cy (ou Aramco) par exemple, qui exploite les puits de l'Arabie intérieure et de la région côtière située au Sud du Sultanat de Koweit jusqu'à la presqu'île de Qatar, est formée par les compagnies américaines: Texas Cy, Standard Oil of California, Standard Oil of New-Jersey, et Socony Vacuum; l'Irak Petroleum Cy, qui a le monopole des puits de l'Irak, est constituée par l'Anglo-Iranian, la Royal Dutch-Shell, la Standard Oil, la Socony Vacuum et la Compagnie Française des Pétroles.

Le Cartel règne en maître sur le pétrole du Moyen-Orient: sur un total de 175 millions de tonnes extraites annuellement, il s'en adjuge 172,5 millions - soit plus de 98%. Mais, en plus du monopole de l'exploitation, le Cartel possède celui de la commercialisation: depuis les gigantesques flottes pétrolières (qui ne lui appartiennent pas forcément, mais dont les armateurs sont liés à lui par contrat) jusqu'aux stations-service d'essence, en passant par les raffineries. L'échec subi par la tentative de Mossadegh de nationaliser les pétroles iraniens, en 1952, suffit à montrer sa puissance : les raffineries d'Abadan durent fermer leurs portes, aucun armateur n'acceptant de transporter le pétrole produit par la National Iranian Oil Cy (N.I.O.C.), même cédé au-dessous du prix imposé par le Cartel. Peu de temps après, l'Anglo-Iranian reprenait possession des puits et raffineries iraniens (en étant forcée, toutefois, de laisser pénétrer l'Amérique dans ce qui était jusqu'alors sa chasse gardée),tandis que la N.I.O.C. conçue par Mossadegh pour gérer l'intégralité du pétrole iranien, recevait la gestion de puits secondaires et d'une petite raffinerie destinés à alimenter le marché intérieur (très faible).

\+

\+ +

Mais ce qui nous intéresse ici est de montrer que la fixation du prix de monopole du pétrole illustre parfaitement le phénomène de rente différentielle, dont le mécanisme a été élucidé et exposé par Marx.

Le cas classique et élémentaire illustré par Marx au Livre III du Capital (avant de passer à l'analyse de la rente agraire) est celui de la chute d'eau. Supposons un industriel disposant du monopole d'une chute d'eau, dont il peut utiliser l'énergie pour faire tourner son usine. Il réalisera ainsi une économie vis-à-vis de ses concurrents contraints d'utiliser une source d'énergie qu'ils doivent payer (vapeur, électricité, etc.) Le monopole d'une force naturelle (chute d'eau) entraîne donc, pour ce capitaliste, la possibilité de produire un objet donné à un prix de production (1) inférieur à la moyenne sociale. Mais, dans la mesure où le marché est capable d'absorber tous les produits de cette catégorie, rien n'oblige le capitaliste à vendre ses propres produits au-dessous du prix social moyen : les marchandises ne portent pas, inscrit sur elles, leur prix de production. Produisant à moindres frais, il vend au même prix, réalisant ainsi, en plus du profit normal, une rente dite différentielle parce qu'elle provient d'une différence dans les prix de production des divers producteurs (2). Ainsi, l'existence d'une distribution mercantile des produits, d'une économie marchande, impose pour tous les produits et dans la mesure où le marché peut les absorber tous, le prix de production déterminé par les plus mauvaises conditions de production (l'usine employant une source d'énergie payante dans notre exemple, le terrain le moins fertile dans le cas de l'agriculture, la mine la moins productive dans le cas des industries extractives).

Ce très bref rappel a simplement pour but de nous permettre d'élucider la formation du prix du pétrole. Le prix du baril (3) de pétrole brut, dans tous les ports du Golfe Persique et de la Méditerranée est actuellement de 2 dollars 12 cents.

---

(1) - Rappelons que pour Marx le prix de production comprend le capital constant (usure des machines et installations et matières premières), le capital variable (salaires payés aux ouvriers) et le profit au taux de profit moyen.

(2) - Nous supposerons ici, pour simplifier, que le capitaliste est également le propriétaire juridique de la chute d'eau; au cas où il louerait cette chute à un propriétaire foncier, c'est à ce dernier que reviendrait, théoriquement, la rente différentielle.

(3)- 1 baril = 1/7° de tonne environ.

Or, les frais de production et d'acheminement dans les ports du pétrole du Moyen-Orient sont, en moyenne, de 30 à 40 cents; le bénéfice réalisé sur un baril est donc environ de 1 dollar 80 cents, ce qui représente un taux de profit allant de 450% à 600%. Il est bien évident qu'un tel taux dépasse - et de loin - le taux de profit moyen, normal. Comment s'explique-t-il donc ? On doit tout d'abord remarquer que le prix du pétrole produit au Texas est actuellement de 3 dollars 24 cents; les frais de transport du pétrole du Moyen-Orient aux ports du Golfe du Mexique s'élèvent à 1 dollar 12 cents. Le pétrole arabe, livré à l'Amérique coûte donc exactement le même prix que le pétrole texan : 2,12 + 1,12 = 3 dollars 24 cents (1).

Mais comment s'explique le prix très élevé du pétrole produit en Amérique ?

Sur un total de 613 millions de tonnes de brut produites annuellement les Etats-Unis s'en adjugent 312 millions (soit 50 %). Le reste est produit, dans l'ordre de grandeur, par le Venezuela, Koweit, l'Arabie Séoudite, l'Irak, l'Iran, l'Indonésie, etc... sans tenir compte de la production du bloc soviétique (Russie : 58 millions de tonnes, Roumanie : 10 millions).

Mais la productivité des puits de ces différents pays est très variable suivant la nature géologique du gisement, l'ancienneté de l'exploitation,etc...Dans certains"jeunes" gisements, la pression naturelle des gaz souterrains rend superflue l'installation de pompes.

Malgré la grande importance quantitative de leur production, les U.S.A. sont les plus défavorisés du point de vue de la productivité des puits, essentiellement du fait que l'exploitation y est la plus ancienne. Les chiffres suivants, exprimant la production journalière moyenne des puits, en font foi :

- U.S.A.	31 barils
- Venezuela	200 "
- Moyen-Orient (ensemble)....	5 000 "
- Koweit	9 000 "

(1)- les chiffres cités dans ce § sont tirés du n° 371 du 24.7.58 de l'Express, p.15.

Pour maintenir la production à son niveau actuel, les compagnies exploitant le pétrole américain doivent continuellement procéder à de nouveaux forages, entraînant des investissements considérables. Ces frais, ajoutés à la baisse du rendement dans les puits en exploitation et due à l'épuisement progressif des réserves, entraîne une majoration considérable des frais de production; les conditions sont évidemment diamétralement opposées au Moyen-Orient, pays jeune dans l'exploitation du pétrole (1). On a calculé qu'aux Etats-Unis 28 000 puits avaient été forés annuellement, en moyenne, de 1937 à 1947, ce chiffre montait à 33 000 pour l'année 1947 et à 40 000 pour 1948, et il ne fait pas de doutes qu'il a dû encore augmenter notablement.

Dans ces conditions, le mécanisme de fixation du prix du pétrole s'éclaire. L'ensemble de la production mondiale étant nécessaire, c'est-à-dire étant absorbée par le marché, la totalité du pétrole produit est livrée au prix déterminé par les conditions de production les plus défavorables, c'est-à-dire celles des puits américains. Par conséquent, les puits les plus favorisés (ceux du Moyen-Orient) permettent de réaliser une marge bénéficiaire considérable constituée, précisément, par la rente différentielle. Ainsi s'expliquent les taux de profit de l'ordre de 600 % dont nous avons parlé plus haut.

Encore faut-il bien préciser que de tels surprofits dont s'indignent nos nationaux-communistes ainsi que certaines publications dites de "gauche", ne peuvent être isolés du complexe capitaliste qui domine le monde. En régime de distribution mercantile (déterminé lui-même par le caractère capitaliste de la production), toutes les marchandises d'un type donné sont nécessairement vendues à un prix uniforme, quelles que soient les conditions de production. La cause de cet état de fait prend donc ses racines dans les rapports de production mêmes de cette société, et il ne pourra disparaître qu'avec la destruction du capitalisme lui-même et de la distribution des produits sous forme de marchandises qui lui est liée.

\+

\+ \+

---

(1) L'exploitation du pétrole date de 1911 en Iran, de 1927 en Irak et 1925 aux îles Bahrein, de 1939 en Arabie Séoudite, de 1946 dans le Sultanat de Koweit, de 1949 en Turquie et dans la presqu'île de Qatar. Dans l'état actuel de l'exploitation, on calcule que le taux d'épuisement est de 1,14 % alors qu'aux Etats-Unis il est de 10 %.

Mais pourquoi, alors, le Cartel a-t-il fait pression sur les gouvernements anglo-américain pour qu'ils interviennent militairement au Moyen-Orient ? Les raisons de cette intervention, déterminée, en partie, par des intérêts "particuliers" - ce qui atterre et indigne à la fois nos "gauchistes"; mais enfin, ces intérêts "particuliers" ne sont-ils pas ceux des grands pays impérialistes occidentaux ? Et L'Etat capitaliste est-il autre chose que l'appareil de défense et de conservation des intérêts capitalistes, des intérêts de la classe bourgeoise au pouvoir et dont on peut bien penser que les "pétroliers" forment une fraction non négligeable ? - les raisons, donc, de cette intervention s'expliquent facilement. Le danger n'est point que l'Europe soit privée du pétrole arabe : elle est en effet son seul débouché possible. Le Cartel ne craint pas non plus, dans l'immédiat, d'être évincé de l'exploitation des puits du Moyen-Orient; il faudrait que se constitue là-bas, auparavant, une grande puissance financière capable de faire face aux énormes dépenses nécessitées par les investissements en installations productrices, en prospection, etc ..., et surtout capable de constituer une flotte pétrolière pouvant amener le pétrole jusqu'en Europe. Cette perspective peut se réaliser à long terme, mais ce qui inquiète le Cartel dans l'immédiat c'est de devoir procéder, devant la montée et l'affermissement du mouvement nationaliste arabe qui, maintenant, a gagné l'Irak, à un repartage de la rente différentielle au profit des gouvernements arabes: les royalties, qui s'élevaient auparavant à 25% des bénéfices, s'élèvent parfois maintenant à 50% et dans certains cas à 75%.

Mais, si cela se produisait - ou même, éventualité qui est loin d'être à l'ordre du jour, si les puits du Moyen-Orient étaient gérés par des Etats ou des capitalistes arabes, et le pétrole vendu à leur seul profit - rien ne serait changé du mécanisme fondamental de la rente différentielle : sa répartition seule changerait, sans affaiblir notablement la puissance du Cartel ou, dans tous les cas, en laissant intact le monopole des richesses sociales et naturelles par la classe capitaliste mondiale. Seule la révolution prolétarienne, en détruisant radicalement ce monopole de classe, en rasant son fondement économique:le mercantilisme, pourra y mettre fin définitivement.

GRANDEURS NATIONALES ..... A VOS MARQUES !

Il n'existe qu'une seule théorie marxiste alors que des théories opportunistes il en a existé et il en naît de nouvelles à chaque génération. Nous savons que celles des Proudhon, des Kautsky et des Guesde étaient infiniment supérieures à celle des Thorez et des " gens de gauche " d'aujourd'hui. Le social-chauvinisme connaît ainsi diverses variantes - mille fleurs - toujours étonnantes .

Gilles Martinet dans un article sur "La Comédie de la Grandeur" (1) apporte lui aussi sa contribution : " Le pre-
" mier pays qui, dans les conditions de l'Europe occidentale,
" construira une société socialiste différente de la société
" soviétique exercera une prodigieuse influence sur l'évolution
" du monde moderne. Il suffit de penser au rayonnement qui fut
" celui de la jeune Yougoslavie quand elle s'éloigna de l'or-
" bite stalinienne pour imaginer ce que serait celui de la France
" si elle était ce "premier pays".

Chacun sait que, depuis, cette jeune nation oscille toujours entre le "socialisme national" et celui de Moscou. Si donc, elle fut la première à se lancer dans la course à la grandeur nationale, elle n'a pas encore réussi à atteindre le but. La France va-t-elle prendre à son tour un bon départ et la coiffer sur le poteau ? En effet, telle est la dialectique de Martinet en face de la vague gaulliste de grandeur déferlant sur la France : la grandeur française peut être sauvée grâce au socialisme ! Ce n'est plus comme aux temps anciens de l'opportunisme du "socialisme chauvin" (le socialisme français est prioritaire, préférable,etc...) c'est du chauvinisme pur et simple affublé de l'adjectif "socialiste".

Nous avons toujours caractérisé l'opportunisme comme l'influence de la classe bourgeoise adverse sur le prolétariat. Bravo ! l'auteur, au bout de la course créatrice de l'opportunisme, est tout crûment bourgeois.

\+

\+ \+

---

(1) - France -Observateur du 31.7.1958

Partira, partira pas ? La France est indécise, mais une énergie nouvelle vient de s'offrir qui forcera peut-être la décision. Mandaté par son Parti (le P.C.F.), J.P.Vigier, qui a de qui tenir, nous rappelle : (1) " Depuis cent cinquante ans " les batailles pour les libertés républicaines font rage dans " notre pays, jalonnées d'innombrables sacrifices. I793, les Trois " Glorieuses, I848,la Commune de Paris, la Résistance ont vu ou- " vriers, paysans et intellectuels verser leur sang en commun pour " défendre la liberté. Rien n'effacera cela. C'est une des plus " glorieuses traditions de notre peuple, une des caractéristiques " les plus importantes du mouvement ouvrier français. Notre parti " héritier des Jacobins et des Communards, justement et légitime- " ment fier du sang de tous les martyrs tombés pour les libertés, " ne se retournera pas en France contre elles ".

Heureuse France, le Marxisme a été vaincu chez toi ! 1848 : les ouvriers n'ont pas de patrie. 1958 : les ouvriers en ont trouvé une. Celle-là même au nom de laquelle on fusilla leurs pères en 1870, époque de cette fameuse Commune de Paris qu'on veut nous présenter ici comme un grand moment de la grandeur nationale.

L'apport ne semble pas suffisant, puisque l'auteur nous dit : " nous communistes français, considérons que la re- " naissance démocratique et nationale ne peut être l'affaire " d'un seul parti, fut-il le nôtre ". On ne peut être bon patriote qu'au nom de l'Union sacrée, et l'on ne peut l'être aussi qu'en se justifiant à l'aide du patriotisme d'un autre. Mais là notre auteur se place sur le plan des principes et fait appel au Grand-Maître des Voies Nationales du Socialisme, Krouchtchev: " On dit aujourd'hui en Occident que la collaboration entre les communistes et les autres partis, notamment les socialistes, ne présente qu'un caractère temporaire et que, après la prise du pouvoir, les communistes avaleraient les socialistes ... En fait les communistes estiment non seulement possible, mais nécessaire la collaboration avec les partis non communistes <u>après la prise du pouvoir</u> ".

---

(1) - L'<u>Express</u> du 2I.8.I958

Il n'est donc plus question de bouleversements de structures sociales et économiques, de Dictature du Prolétariat, de suppression des classes (puisque les partis qui les représentent subsisteront). Tout cela du fait que : " depuis les immenses progrès du camp socialiste, les communistes ont énoncé la thèse nouvelle qu'il est devenu possible de trouver dans le régime parlementaire une forme d'organisation du pouvoir socialiste, en le combinant aux organisations de direction économique et de planification et à un large développement des diverses organisations des travailleurs ". Ceci est évident, puisque la théorie est liée à la pratique : à une pratique de trahison correspond une théorie de la trahison ! Les bourgeois n'ont donc rien à craindre : " Quelle meilleure garantie pourrait-on exiger de nous que la lutte commune, publique, ouverte, devant le peuple français pour la défense d'un programme comportant ces principes ". (Ceux des Droits de l'Homme).

Le final est logiquement nécessaire : c'est l'appel à l'unité : " Car, lorsque l'unité des forces de gauche sera faite, lorsque les ouvriers, les paysans et les intellectuels pourront aller ensemble au combat, ils constitueront une force qui, quelles que soient les péripéties de la bataille, déterminera le destin de notre pays ".

Bravo une fois encore ! Faites au plus vite : plus brève sera votre course de l'opportunisme, plus vite sera atteint votre but bourgeois.

LA THEORIE DE L'ULTRA-OPPORTUNISME.

La désagrégation qui mine les faux "partis communistes" nous contraint, au gré des scissions et des crises internes qu'elle suscite, à rouvrir périodiquement le dossier de l'anti-stalinisme. Et chaque fois nous y retrouvons, avec quelques nuances de détail, les sempiternelles têtes de chapître : le "phénomène original et imprévu" de la dégénérescence russe, sa tare essentielle : l' "abus de pouvoir", et son antidote souverain : la démocratie.

" " L'Essai de thèses sur le stalinisme " (1) que publie la dernière en date des oppositions internes du P.C.F., ne fait pas exception à cette règle, sauf que l'impudence politique de ses auteurs et partisans est d'autant plus difficile à digérer qu'il ne fait pas de doute qu'ils connaissent les causes réelles du phénomène historique qu'ils se donnent pour tâche de déformer et de dénaturer.

Pour en comprendre les raisons, il suffit de placer cette tentative théorique dans son contexte politique. A l'encontre de la plupart de leurs prédécesseurs, c'est de l'intérieur que les actuels opposants du P.C. veulent redresser le parti dont ils stigmatisent les faiblesses et les déchéances. Aussi leur programme ne diffère-t-il pas du programme officiel, sinon par l'usage d'une phraséologie que les pontifes du Kremlin et de ses succursales ont depuis longtemps abandonnée. Là où ces derniers disent " progrès social" et "démocratie", les oppositionnels glissent "lutte de classe" et "dictature du prolétariat", mais les uns et les autres se retrouvent autour de ce patrimoine commun : défense de l'U.R.S.S., front commun anti-fasciste, soutien de la forme républicaine du système bourgeois. Et c'est pourquoi les oppositionnels du P.C. sont encore plus opportunistes que les pontifes chevronnés de l'opportunisme et que nous devons être plus sévères à leur égard. La pauvreté d'arguments de ces derniers est telle, en effet, qu'elle ne peut pas, à la longue, ne pas donner la nausée aux militants les plus sains de la base, tandis que cette "loyale" opposition interne réussit ce tour de force de donner une apparence de justification à d'ignobles positions de collaboration de classe et de laver le mouvement de Moscou de toutes ses trahisons en invoquant à sa décharge des raisons historiques que tout travailleur non averti du développement des faits politiques réels peut trouver valables ... même si ce raisonnement mine en lui-même tout ce qui subsiste d'instinct de classe et de sensibilité révolutionnaire.

Mais ce ne sont pas là les seules raisons qui nous incitent à nous arrêter sur le texte des oppositionnels. Nous y trouvons encore deux autres motifs de réflexion. D'abord, il faut toucher du doigt les aberrations déconcertantes auxquelles aboutissent ceux qui prétendent injecter des bribes d'un révolutionnarisme douteux dans le corps d'un colossal instrument de conservation sociale. Ensuite, il démontre une fois de plus que toutes

---

(1) - Dans "Le Communiste " - n° 44 - Mai 1958.

les oppositions démocratiques au stalinisme doivent, sans exception, et quels que soient leurs mobiles inavoués, suivre ce véritable "chemin de croix" du révisionnisme moderne, aux stations immuables : caractérisation inexacte de l'économie et de la société russe, méconnaissance des véritables causes de la dégénérescence opportuniste, impuissance des solutions et des enseignements moralisants qu'on prétend en déduire.

Cette logique de la critique démocratique de la révolution russe et du mouvement communiste international, nous l'avons déjà constatée à plusieurs reprises, mais peut-être jamais comme dans le cas que nous examinons, ne l'avons-nous sentie autant déterminée " a posteriori ". Chez la plupart des anti-staliniste, elle résultait, au départ tout au moins, d'une saine réaction contre l'infection idéologique propagée par les renégats du communisme. Ici, elle se présente comme la tentative de sauver l'essentiel de l'organisation qui a trahi le prolétariat et de son idéologie. Aussi cette théorie de la dégénérescence stalinienne n'est-elle qu'une reconstruction artificielle de l'histoire, entièrement subordonnée à l'objectif pratique de revigorer ce qui fut et qui reste le principal artisan de la défaite historique subie par le prolétariat. Les quelques points que nous avons relevés dans le texte du "Communiste" doivent le montrer sans équivoque: l'explication du phénomène staliniste qui a pour but de sauvegarder la prétendue continuité de classe des partis de Moscou; l'élimination de toute notion de responsabilité politique, qui ignore toute lutte et toute opposition programmatique au sein de l'Internationale en voie de dégénérescence et qui impute l'aberration stalinienne aux conditions économiques ambiantes et au bas niveau politique des masses; enfin la perspective d'une "réadaptation" des forces dirigées par le Kremlin à l'objectif international du socialisme suivant un espoir que justifierait le " cours nouveau" instauré par le XXme Congrès.

\+

\+ \+

Pour caractériser son objet, "L'Essai de thèses sur le stalinisme" évoque savamment le concept marxiste d'aliénation. Mais l'aliénation d'un mouvement politique de classe s'effectue

toujours au profit d'une autre classe. La Seconde Internationale, par exemple, aliéna l'organisation ouvrière à la bourgeoisie capitaliste et à sa politique impérialiste : à qui, à quoi le stalinisme a-t-il aliéné le communisme russe et international ? A cette question, le lecteur du "Communiste" y cherchera vainement une réponse précise, car ici commence l'équilibre sur la corde raide de cette théorie qui célébre la progression du socialisme et le développement des "Etats ouvriers" tout en constatant leur irréfutable rétrogradation politique. L ' "aliénation stalinienne" serait donc quelque chose de spécifique. Elle aurait ... " un tout autre caractère que l'inévitable aliénation " de l'époque socialiste de transition ou l'inévitable aliéna- " tion que subit, au même titre que tous les travailleurs dé- " pourvus de propriété, le militant communiste de la société " d'exploitation ".

En d'autres termes, le stalinisme n'aurait été ni la transition vers le socialisme, ni le retour à l'exploitation bourgeoise capitaliste. Un accident de l'histoire ? Un "détour"? " La spécificité de l'aliénation stalinienne - nous explique-t- " on - réside dans le fait que la formation des Etats ouvriers " et la création d'un fort mouvement communiste international " n'ont pas coïncidé, pour l'homme de la société socialiste et " le militant communiste, avec une pratique politique et socia- " le véritablement débarrassée des monstruosités de la société " d'exploitation ". Et tous les "maux" de la phase stalinienne - inégalité économique, arbitraire politique, répression policière, etc. - viendraient de ce simple.... "décalage" ?

Que tirer d'une formule aussi hermétique ? Englobe-t-elle seulement la période qui succéda à la deuxième guerre mondiale, et qui vit l'influence russe s'étendre jusqu'à l'Elbe, comme le laisserait entendre le pluriel d'"Etats ouvriers" ? Mais alors, tous les faits antérieurs, l'extermination de la vieille garde bolchevique, les procès de Moscou, l'alliance militaire avec Hitler d'abord et les démocraties occidentales ensuite, l'invasion du Reich et les violences racistes sur le prolétariat allemand, - tout cela ne compterait pas et ne solliciterait aucune explication ?

Même en ne retenant de cette explication qu'une idée très générale englobant le cycle entier de la dégénérescence russe, il est facile de voir qu'elle conjugue les erreurs du trotskysme et l'impuissance du stalinisme, c'est à dire, d'une part le paradoxe d'une économie socialiste et d'un pouvoir

ouvrier s'accompagnant d'une politique empreinte de "monstruosité bourgeoise", de l'autre un silence total sur la nature sociale des antagonismes internes qui se sont manifestés au sein de ces "Etats ouvriers" avec une violence inouïe tout au long de ces dernières années. Sur ce point déjà, la théorie des oppositionnels du P.C. s'avère n'être qu'une banale accommodation politique destinée à sauvegarder le principe sacro-saint de la "défense inconditionnelle" du camp socialiste ". (La position qu'ils ont prise au moment des évènements de Hongrie et que, faute de place, nous ne pouvons étudier ici, le confirme d'ailleurs éloquemment. A leurs yeux de telles crises internes des pays de l'Est, au cours desquelles intervient massivement le prolétariat, ne mettent nullement en cause la nature sociale de ces régimes; ce sont simplement les résultats d' "erreurs" politiques habilement exploitées par la réaction capitaliste et l'impérialisme occidental .)

En revenant à l'explication du stalinisme il convient de remarquer que les "Thèses" que nous examinons s'entourent, avec une certaine adresse, d'une apparente objectivité en invoquant comme causes de l'aberration stalinienne les conditions économiques défavorables des pays et des régions où les communistes prirent le pouvoir, et l'insuccès des partis occidentaux en face des citadelles capitalistes les plus puissances, c'est à dire les données d'un rapport de force indiscutablement défavorable à l'extension de la révolution russe. Mais ce que les "Thèses" évitent soigneusement d'aborder c'est le changement de tactique survenu dans l'Internationale avec l'amplification des difficultés internes du pouvoir russe stabilisé et après les premières défaites essuyées à l'Ouest par les insurrections du prolétariat. Et c'est en cela que réside leur malhonnêteté politique,dans le fait d'escamoter le bouleversement radical d' orientation politique qui, dans l'Internationale comme dans le parti russe, traduisit en termes de véritable défaitisme de classe et en reniement complet de la doctrine et de la tradition l'impossibilité objective d'extension de la révolution prolétarienne à l'Allemagne et aux pays de l'Europe Occidentale. La victoire effective de la bourgeoisie internationale sur le communisme, et dont l'aspect essentiel consiste en ce qu'elle a littéralement enfermé le pouvoir révolutionnaire prolétarien dans les limites de la Russie arriérée, les thèses de cette "opposition" la réduisent à une simple pression du capitalisme, qui aurait sans doute "aliéné" la politique communiste, mais n'aurait en rien altéré ni le rôle historique de son parti, ni la nature sociale de son Etat.

Ainsi, à les entendre, l'encerclement de la Russie aurait été la cause de " l'arrêt du dépérissement de l'Etat", du " culte de la personnalité", de " l'accumulation socialiste démesurée " (!),etc... etc... De même que dans le mouvement communiste international " les situations qui n'ont jamais été réellement propices à l'avènement du pouvoir d'Etat ouvrier" ont fait naître dans les P.C. diverses tares : politique de collaboration de classe, parlementarisme, légalitarisme, "mystification sur l'Etat bourgeois " progressif",etc... ce seraient les limitations objectives imposées à l'extension de l'économie "socialiste" (planification, collectivisation) par l'état d'arriération des pays de l'Est, qui aurait compromis le développement de la "conscience socialiste" de la population et des militants, influé défavorablement sur le niveau politique du parti et provoqué les regrettables "excès" de la phase stalinienne.....

Nous retrouvons donc ici les conceptions classiques de l'anti-stalinisme et notamment le rapport inversement proportionnel entre le développement de la "conscience de classe" et l'étendue du pouvoir de l'Etat. Mais avant d'en venir à cette " violence stalinienne" sur laquelle repose toute l'astuce du raisonnement, constatons à quel point celui-ci est bassement subjectiviste : c'est par l'intermédiaire du " niveau de la conscience des masses" (c'est à dire de l'opinion publique) que se sont détériorés la conscience du militant, et le niveau politique du parti. Qu'est-ce donc, dans cette conception, que l'organisation politique révolutionnaire ? Un bouchon flottant à la surface des vagues sociales, porté aux cîmes lors des poussées populaires, précipité, lors des autres périodes, dans les abimes du conformisme social. Que le parti puisse garder une ligne politique rigoureuse, qu'il la défende âprement dans les phases de contre-révolution, cela ne peut venir à l'idée de ces "oppositionnels"! Et pour cause: il leur faudrait pouvoir comprendre que l'essence du parti prolétarien n'est pas le facteur "masse", qui accuse toujours le flux et le reflux de la lutte sociale, mais la continuité des principes et du programme qui, dans les moments difficiles, peut n'avoir qu'une poignée de défenseurs voire un seul homme, comme le Lénine des jours sombres de la première guerre impérialiste.

Pour couper court aux spéculations sur les horreurs de la dictature stalinienne, il faut en définir sans équivoque la nature sociale. Tous les anti-stalinistes, les gens du "Communiste" compris, ont en commun cette opinion erronée que les

transformations économiques réalisées par le pouvoir russe portaient en elles-mêmes un caractère socialiste, alors que ses méthodes politiques étaient rétrogrades, voire réactionnaires. La réalité historique était bien plus complexe, et nous avons plusieurs fois rappelé que la structure économique de la Russie de Lénine n'était socialiste qu'en puissance. Autrement dit, en fonction du caractère politique et social de l'Etat, elle AURAIT PU arriver au socialisme si la révolution s'était étendue au reste de l'Europe, ou tout au moins à l'Allemagne industrialisée. C'est pourquoi si l'on peut, sous certaines conditions, dire que l'économie russe est révolutionnaire, ce n'est pas en tant qu'économie socialiste, mais en tant que facteur du développement CAPITALISTE dans les régions jusqu'à hier arriérées de l'Est européen et de l'Asie russe. Quant à la politique de l'Etat russe moderne, si elle fut réactionnaire (et si elle l'est encore), ce n'est pas à cause des méthodes qu'elle utilise, mais parce qu'elle a sacrifié le prolétariat et le socialisme et à cette industrialisation capitaliste de l'aire russo-asiatique. Révolutionnaires, donc, la politique et l'économie russes, mais seulement à l'égard du féodalisme ou des structures pré-capitalistes; contre-révolutionnaires à l'égard de la révolution socialiste et de la classe appelée à l'effectuer.

En conséquence, si la vraie critique marxiste doit dénoncer le stalinisme, démasquer, notamment, son invocation mensongère du "socialisme", elle ne doit pas tomber dans cette erreur qui consiste à en déduire la condamnation de la violence en général, que recouvre toute revendication de "démocratisation" à l'adresse du parti et de l'Etat révolutionnaires. Elle doit au contraire affirmer que les violences du stalinisme, consécutives à l'instauration de formes modernes de production, ne sont ni meilleures, ni pires que celles qui accompagnèrent et accompagnent encore tout développement d'économie capitaliste, et souligner ce fait que la dictature russe, implacable contre tout particularisme conservateur mais encore plus terrible à l'égard des ouvriers, a toujours pratiqué à l'égard des tenants les plus puissants du capitalisme - les bourgeoisies occidentales, leurs partis et leurs alliés - une politique de pacifisme social.

Ce que nous avons dit des oppositionnels du "Communiste" suffit à montrer qu'ils prennent une voie tout opposée à cette élémentaire clarification. Ils considèrent la planification

et la collectivisation russes comme socialistes, ils condamnent la violence stalinienne, mais non pas en tant que violence au service du capitalisme, en tant que mauvaise politique communiste, ils en déduisent la nécessité d'une "démocratisation" du parti et de l'Etat qui les garantiront contre le retour de telles "fautes". Ils rejoignent en définitive la troupe toujours plus nombreuse des anti-stalinistes dont l'erudition politique et historique sur le sujet qu'ils traitent se réduit à cette simple équation: socialisme = planification + liberté .

\+

\+ \+

Nous avons eu bien souvent l'occasion de vérifier que l'invocation de la "conscience des masses" ne peut aller sans remise en cause de la théorie politique, c'est-à-dire de l'expérience historique consignée dans l'acquis du parti. C'est pourquoi - les oppositionnels n'échappant pas à cette règle - il convient pratiquement de traiter ensemble leurs arguments qui expliquent la déchéance des partis "communistes" par la psychologie des masses et la conclusion qu'ils en tirent naturellement: la nécessité de renouveler Marx.

" Dans les Etats ouvriers de transition, l'homme reste
" un homme de la société de classe, qui a hérité de son passé
" (et parce qu'il vit encore entouré par une société capitalis-
" te) de nombreuses constantes négatives de comportement. La
" collectivisation des moyens de production et de répartition
" tend à faire rétrograder ces tendances. Mais l'insuffisance
" des forces productives à laquelle se surajoute l'existence
" d'un fort pouvoir d'Etat, entravent la transformation de l'
" homme". Cet état de chose aurait grandement influé sur le niveau des partis communistes, y effectuant une sélection négative au profit des éléments les moins révolutionnaires et les plus bornés, les conduisant à "abandonner pratiquement la con-
"ception marxiste que le pouvoir d'Etat est un mal nécessaire
" et qu'il convient pour alléger le poids de l'autorité sur les
" individus, d'accélérer la pratique généralisée des fonctions
" de l'Etat."(1).

(1) La question soulevée dans ces lignes - celle de l'application intégrale des principes contenus dans "L'Etat et la Révolution"- ne peut être traitée dans ce cadre. Elle sera reprise en une prochaine occasion.

On vient de voir ci-dessus comment, en partant de prémisses exactes - l'arriération de la Russie et ses conséquences anti-socialistes (mieux vaudrait dire "anti-sociales") - les thèses sur le stalinisme réussissent ce tour de force d'expliquer la dénaturation complète du mouvement communiste international sans faire intervenir la lutte politique, l'abandon du programme, la falsification doctrinale dont s'est accompagnée la victoire du centrisme stalinien dans l'Internationale. Belle astuce pour esquiver les responsabilités de la direction du parti et de l'Etat : ce n'est pas l'abandon de la ligne politique, la pratique des compromis avec l'opportunisme et de l'alliance avec la petite-bourgeoisie qui ont isolé la révolution russe en face des forces réactionnaires subsistant en Russie même, mais la psychologie bornée des populations et son influence sur le niveau politique du parti.

Les "Thèses" sur le stalinisme "oublient" la thèse fondamentale des Bolchevicks: sans révolution victorieuse en Europe, pas de socialisme possible en Russie, et elles oublient aussi le grand principe défendu par l'Opposition de gauche contre le stalinisme,: sans stratégie internationale de la lutte de classe du prolétariat, pas de possibilité de conserver au pouvoir russe son caractère prolétarien et socialiste.

Mais ces "oublis" imposent des déformations sérieuses de la réalité. Pour l'excellente raison que la planification industrielle et la "collectivisation " agricole ne sont en rien du socialisme, et qu'elles développent une mentalité mercantile et capitaliste, il est faux d'invoquer à l'appui de l'aberration stalinienne l'insuffisance de leur développement. Mais surtout, il faut beaucoup d'impudence pour ignorer le déchirement interne du parti qu'a constitué le tournant stalinien en faveur du "socialisme dans un seul pays ". L'évolution de Lénine à Staline se serait donc accomplie sans lutte, sans massacre des opposants (des vrais, ceux-là !), sans profusion de mensonges, de manoeuvres, de falsifications. Comment, dans le parti de Lénine et dans une Internatiinale aux mains de vrais révolutionnaires, " les éléments les plus arrivistes et les plus bornés" auraient-ils pu l'emporter sur les autres,si l'involution de l'organisation elle-même ne s'était faite en rapport avec le rapport de force dans la lutte des classes internationale ? Mais voilà, pour éviter de faire état de cette lutte interne du parti, pour cacher que les Thorez, Togliatti et compagnie - éléments "arrivistes et bornés" s'il en est - ont gagné leurs galons en condamnant l'Opposition, il suffit de glisser quelques mots : "les

éléments les plus bornés, c'est-à-dire les plus capables de refléter les insuffisances des masses ", et la responsabilité de la phase de contre-révolution passe sur le dos... des travailleurs !

Le truc est simple mais il fallait y penser. D'une part on ne dévoile que par petites doses l'inévitable constatation du rôle petit-bourgeois et anti-ouvrier des parti"communistes - on dit " qu'ils ont pratiquement abandonné la conception marxiste ", qu'au lieu de combattre les tendances chauvines, racistes et l'individualisme petit-bourgeois, ils " les ont subies et entretenues", mais qu'ils sont susceptibles de "devenir réellement la conscience de la classe ouvrière" (quand et comment ont-ils donc cessé de l'être ?)-, de l'autre on met froidement les "erreurs" et les "excès" commis par le parti dans la période stalinienne sur le compte des "nombreuses constantes négatives de comportement ".... de l'homme !

Enfin, dernière preuve qu'on ne peut développer ces explications fallacieuses sans s'en prendre, en fin de compte, à Marx, les "Thèses" nous affirment que le maître du socialisme " n'avait pas imaginé que la victoire du prolétariat débuterait dans des pays ayant encore à réaliser leur industrialisation" (C'est à se demander si ces gens là ont lu le Manifeste!),qu'il " s'est surtout attaché à définir les conditions de l'exploitation capitaliste et celles de son abolition", qu'il " a si nettement rattaché le concept d'aliénation à l'existence de la propriété privée ". Mais il résulterait de l' "expérience stalinienne""que la suppression du dualisme né de la contradiction entre le mode de production et le mode d'appropriation capitaliste ne résoud pas le dualisme : individu-pouvoir d'Etat ".

Ce qui veut dire, tout simplement, que l'oppression peut subsister après la disparition des rapports d'exploitation, et nous ramène à la conception idéaliste de l'Etat comme "mal en soi ".

Quant à l'escamotage de la lutte menée par l'Opposition russe, il faut reconnaître, pour être juste, qu'il n'est pas total, mais l'allusion qui y est faite est pire que l'oubli pur et simple : "après la mort de Lénine, l'Opposition tenta de mener le combat; mais sans unité idéologique réelle, sans vue d'ensemble suffisante, oscillant entre le gauchisme et l'opportunisme,

elle s'isola de plus en plus de la majorité du parti et succomba sous les coups du stalinisme, ne laissant, de fait, aucun apport réellement sérieux à la pensée et à la pratique marxistes". Insulte plus grave que toutes les infamies répandues par les staliniste, car ses auteurs savent que l'opposition russe, malgré ses fautes et ses faiblesses, eut le grand mérite, lorsqu'elle s'exprima officiellement pour la dernière fois, de replacer la perspective de la révolution russe et du mouvement international dans ses termes véritables, ceux de Lénine et des deux premiers Congrès de l'Internationale Communiste : ou lutter pour la révolution européenne, ou succomber devant le capitalisme, suivant cette alternative dramatique que les oppositionnels du P.C.F. ont pris grand soin de ne pas évoquer.

\+

\+ \+

La suite de ce matériel consiste en une apologie pure et simple du productivisme russe, du perfectionnement de sa technique, du succès de ses réalisations scientifiques et nucléaires. Mais c'est aussi une vision tout a fait erronée de l'avenir de la "destalinisation", de sa signification et de ses conséquences: là où les oppositionnels du P.C.F. voient des symptomes du retour à une vraie politique socialiste, un renouvellement des "partis communistes", une régénérescence de " l'Etat ouvrier" russe, il n'y a que consolidation du capitalisme, liquidation de l'emprise de l'Etat et du parti sur les forces économiques et sociales centrifuges, et juste ce qu'il faut de libéralisme policier pour permettre l'affirmation ouverte des privilèges sociaux. Un tel phénomène ne peut constituer en aucun cas, bien entendu, un "redressement" des organisations ouvrières sous l'égide de Moscou, mais il ne peut pas davantage ouvrir les perspectives du succès à des "oppositions" qui utilisent la phraséologie gauchiste : " les plus bornés et les plus arrivistes" sont en place pour longtemps, et ceux qui les critiquent en sauvegardant le parti travaillent en définitive pour eux.

Que des opposants comme ceux du "Communiste" soient d'ailleurs mûrs - tout comme le reste du parti - pour une chute définitive dans le démocratisme bourgeois intégral, nous n'en voulons pour preuve que les enseignements qu'ils tirent de la "terrible expérience stalinienne" : "Une place du premier plan donnée aux questions de la démocratie et au respect de la personne humaine ".